

UNIVERSITÉ DE CAEN - FACULTÉ DE DROIT

L'Évolution de la Responsabilité du fait des choses inanimées

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 5 Décembre 1930, à 15 Heures

par

Maurice TURQUEY

JURY :

Président : H. LEMONNIER, Professeur

Suffragants : M. PERREAU, Professeur

M. DEMONTÈS, Professeur

SAVENAY

Imprimerie ROUMÉGOUX & C^{ie}

1930

L'Evolution de la Responsabilité

du fait des choses inanimées

UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

Année scolaire 1930 - 1931

Doyen

M. Henry NÉZARD (* Q I.)

Doyen honoraire

M. Eustache PILON (T Q I.)

Assesseur du Doyen

M. GOMBEAUX (Q I.)

Professeurs honoraires

MM. CABOUAT (o * Q I.)

GENESTAL (Q I.)

Professeurs

MM. DEGOIS (Q I.), professeur de Droit criminel, chargé du cours de Droit maritime.

NÉZARD (* Q I.), professeur de Droit administratif, chargé d'un cours de Législation minière.

GOMBEAUX (Q I.), professeur de Droit civil, chargé du cours de Droit international privé.

BRIDREY (Q I.), professeur de Droit romain.

LEPARGNEUR (Q A.), professeur de Droit commercial, chargé d'un cours de Notariat et Enregistrement.

NOVELLE (Q A.), professeur d'Économie politique.

LEMONNIER (Q A.), professeur de Droit civil.

PERREAU, professeur de Droit civil.

DEMONTÈS, professeur de Procédure civile et de Voies d'exécution, chargé du cours de Droit civil approfondi et comparé.

LAMPUË, professeur de Droit international public et de Droit constitutionnel.

YVER, agrégé, chargé du cours d'Histoire du Droit français et du cours d'Histoire de la Coutume de Normandie.

SAINT-GERMÈS, agrégé, chargé d'un cours d'Économie politique et du cours d'Histoire des Doctrines économiques.

BESNIER, chargé d'un cours de Droit romain.

Secrétaire

M. ADDE, (Q I.) secrétaire des Facultés de l'Université de Caen.

La Faculté n'entend donner ni approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

L'Évolution de la Responsabilité

du fait des choses inanimées

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 5 Décembre 1930, à 15 Heures

par

Maurice TURQUEY

JURY :

Président : H. LEMONNIER, Professeur

Suffragants : M. PERREAU, Professeur

M. DEMONTÈS, Professeur

SAVENAY

Imprimerie ROUMEGOUX & C^{ie}

1930

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses.
Ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*



A MON PÈRE et A MA MÈRE,

*En témoignage d'affection
et de reconnaissance*

INTRODUCTION

L'idée de Responsabilité n'est pas nouvelle : c'est, au contraire, une des notions juridiques les plus anciennes car elle est le reflet le plus brillant et le plus beau de la conscience humaine.

Cette définition nous explique que la Responsabilité se soit développée en fonction directe des progrès accomplis peu à peu par la civilisation.

Aux âges primitifs, alors que l'homme vit seul, cherchant à s'isoler des autres hommes, la vie menée par l'individu est purement matérielle et dominée par les sensations qui étouffent tout sentiment et tout raisonnement : à ces époques reculées de l'Histoire, il n'y a ni morale ni législation pour créer une notion même rudimentaire de Responsabilité proprement dite : en somme, il n'y a pas de « responsables » : il y a seulement des forts qui oppriment des faibles...

Heureusement, cet état de choses ne devait pas durer : les hommes finirent par prendre conscience d'eux-mêmes et de leurs semblables : progressivement, ils se rapprochèrent, se groupèrent en tribus ; puis les tribus, se réunissant à leur tour, constituèrent des Etats qui se donnèrent des Lois : parallèlement à ce progrès social et juridique qui allait nécessairement entraîner pour l'individu des devoirs envers l'Etat et envers autrui, la notion de la Responsabilité se fit bientôt jour au fond des consciences et, passant dans la législation, elle ne devait pas tarder à y faire consacrer de nom-

breuses applications de ce principe bienfaisant du Droit Naturel qui impose à l'homme la réparation des dommages dont son activité a pu être la cause : et ainsi apparurent les premiers antécédents de cette branche de la Responsabilité que nous appelons aujourd'hui *la Responsabilité Civile*.

Mais, il n'y a pas que le fait personnel de l'homme qui puisse parfois porter préjudice à autrui : l'individu a, dans son patrimoine, certains biens — animaux, choses inanimées — qui, de tous temps, ont pu également, par leur fait, être des causes de dommages pour les tiers.

Or, le développement de la conscience juridique tendant à exiger une réparation à tout préjudice provenant d'une source quelconque, il fallut alors rechercher les conditions dans lesquelles on pourrait appliquer à ces dernières hypothèses la règle réparatrice de la Responsabilité : problème difficile, voici pourquoi :

Dans la responsabilité du fait personnel de l'homme, le dommage découle directement de ce fait : en d'autres termes, il n'y a pas, en général, d'intermédiaire entre l'homme, agent du dommage, et la victime qui a subi le préjudice ; en tous les cas, le fait de l'homme apparaît de toute évidence, comme étant la cause directe du dommage et l'on se trouve donc en présence d'une Responsabilité que l'on peut qualifier de « simple », car elle ne laisse aucun doute quant à la désignation du véritable responsable.

Toute différente est la situation, au cas de dommage causé par le fait d'une chose : ce n'est plus ici un fait relevant de l'activité d'un homme qui a causé directement le préjudice : une *chose* s'est trouvée in-

terposée entre le dommage et le fait de l'homme : l'agent matériel de ce dommage a bien été une chose et c'est de là, précisément, que provient toute la difficulté que l'on rencontre lorsqu'il s'agit d'organiser la Responsabilité, « complexe » cette fois, qui peut être mise en jeu par les faits dommageables des choses : où doit-on situer cette Responsabilité ? — Quel fondement moral convient-il de lui donner ?

Voilà deux questions particulièrement délicates à trancher et qui, d'ailleurs, posent tout le problème de la Responsabilité du fait des choses.

Assez rudimentaire dans le droit Romain et dans notre Ancien Droit, cette Responsabilité spéciale du fait des choses, passant dans notre Droit français moderne, fut réglée par le Code Civil dans ses articles 1384 et suivants : malheureusement, si notre loi organise clairement et de façon satisfaisante la Responsabilité du fait des Animaux (Art. 1385 C. Civ.), il n'en est pas de même en ce qui concerne la Responsabilité plus particulière du fait des « Choses inanimées ».

Aussi n'est-il pas étonnant que, cédant aux nécessités imposées par les conditions nouvelles de la vie économique actuelle, et devant la multiplication inquiétante des dommages que causaient aux hommes, dans leurs personnes et dans leurs biens, les choses inanimées dont le nombre et les perfectionnements augmentaient sans cesse, la Jurisprudence, éclairée par la Doctrine, ait compris depuis longtemps la nécessité d'élargir le sens et le champ d'application primitifs d'un certain article 1384, § I in fine, C. Civ. qui est le texte fondamental en cette matière et dont, au surplus, il sera beaucoup parlé au cours de cet ouvrage...

C'est qu'en effet si, comme nous venons de le dire, les Tribunaux guidés par certains auteurs ont reconnu de bonne heure l'urgence qu'il y avait à étendre le domaine d'application très restreint que les premiers commentateurs de notre Code concédaient avec parcimonie au texte précité, l'accord ne fut jamais réalisé, — il ne l'est pas encore ! — ni dans le monde judiciaire, ni chez les juristes, sur les solutions à donner à ces deux difficultés qui consistent, la première à fixer les limites nouvelles devant borner le domaine élargi qu'il y aura lieu de reconnaître désormais à l'art. 1384, § I, la seconde à déterminer sur quel fondement il convient d'appuyer la Responsabilité édictée par ce texte.

On devine les conséquences inévitables qu'ont pu engendrer de telles incertitudes : décisions judiciaires divergentes, nombreux revirements jurisprudentiels demeurés à juste titre célèbres et qui mettent bien en lumière tout l'intérêt juridique et pratique que doit présenter leur étude attentive.

Aussi, en présence de l'instabilité regrettable, — mais en partie explicable pour les raisons développées plus haut — dont ont fait preuve, au cours de ces trente dernières années, la Doctrine et la Jurisprudence, quant à cette question capitale de déterminer l'interprétation nouvelle et définitive qu'il convenait de donner à l'art. 1384, § I, in fine C. Civ. pour maintenir le bon accord entre notre loi d'une part, et la sécurité des relations entre les hommes d'autre part, nous avons pensé qu'il serait intéressant pour nous d'examiner à notre tour, dans ses grandes lignes, ce problème délicat et si discuté de la Responsabilité du fait des choses inanimées, en suivant l'évolution qu'il a décrite jusqu'à ce jour

dans les ouvrages des auteurs et dans les décisions des Tribunaux : l'examen critique de cette évolution constituera l'unique objet de notre travail.

Plus spécialement, nous avons crû opportun de consacrer une étude particulière et détaillée au dernier épisode de cette évolution : d'abord, en raison de son intérêt d'actualité, intérêt qui nous est pratiquement révélé par le nombre considérable des affaires que les Tribunaux ont été appelés à juger, ces derniers temps, en matière de Responsabilité du fait des choses inanimées, tout particulièrement en matière d'accidents d'automobiles, et ensuite, parce qu'il a marqué la période la plus troublée peut être de l'existence de notre art. 1384, § 1 : c'est en effet pendant cette période que triompha, dans notre Jurisprudence et dans une grande partie de la Doctrine, une certaine « notion de chose dangereuse » : et cette notion, en raison de l'orientation qu'elle donna aux décisions rendues par les Tribunaux pendant ces trois dernières années (exactement, depuis l'arrêt de la Chambre Civile de la Cour de Cassation du 21 Février 1927) mérite, par les discussions passionnées qu'elle souleva d'autre part, l'examen attentif que nous voulons lui consacrer.

Notre ouvrage se trouve donc tout naturellement divisé en deux parties :

Dans la première, nous étudierons l'évolution générale de la Responsabilité du fait des choses inanimées jusqu'à l'arrêt de Cass. Civ. du 21 Février 1927 exclu.

Dans la seconde, poursuivant chronologiquement notre étude, nous aurons à examiner l'évolution, dans la Jurisprudence et la Doctrine récentes, de la « notion de chose dangereuse » en matière de Responsabilité du fait des choses inanimées.

Après quoi, nous concluons.

PREMIÈRE PARTIE

EVOLUTION GÉNÉRALE DE LA RESPONSABILITÉ DU FAIT DES CHOSES INANIMÉES

Bien que nous ayons l'intention de faire porter la partie principale de notre travail sur l'étude de l'évolution de notre question postérieurement au Code Civil, nous croyons néanmoins qu'il est intéressant — et même utile pour éclairer le corps de notre ouvrage — de rechercher et d'exposer dans ses grandes lignes l'évolution de la Responsabilité du fait des choses inanimées, telle qu'elle nous est révélée par l'Histoire du Droit Privé avant 1804.

En effet, pour justifier le rapide historique qui va suivre, il nous suffira de rappeler les emprunts nombreux que les Rédacteurs de notre grande Charte Civile ont faits au Droit Romain et à notre Ancien Droit pour composer leur œuvre : au surplus, le Droit étant une science qui procède en général par évolution et non par Révolutions, il nous paraît nécessaire, ici comme dans beaucoup d'autres domaines, de rattacher le Présent au Passé.

Nous diviserons donc notre première partie en deux chapitres :

Chapitre I : Avant le Code Civil

Chapitre II : Le Code Civil.

CHAPITRE I

LA RESPONSABILITÉ DU FAIT DES CHOSES INANIMÉES. AVANT LE CODE CIVIL

Nous nous proposons d'examiner ici les diverses phases par lesquelles est passée cette Responsabilité, d'abord en Droit Romain, puis ensuite dans notre Ancien Droit Français.

Section I. — Droit Romain

I. — Dans l'Ancien Droit Romain, nous sommes loin de trouver la classification précise des diverses catégories de Responsabilité qui existe dans notre droit actuel : l'idée de Responsabilité proprement dite n'est même pas encore bien dégagée ; ce que nous trouvons, c'est la « vengeance privée » dont on peut dire, tout au plus, qu'elle a créé la première forme, d'ailleurs bien lointaine, de la Responsabilité (1).

(1) Il y a d'ailleurs lieu de noter qu'à l'origine de toutes les civilisations, c'est cette notion de la « vengeance privée » qui précède toujours l'idée développée de la Responsabilité proprement dite. A ce sujet, on consultera avec intérêt un remarquable article de M. H. Lemonnier, intitulé : « La *diá* ou prix du sang en Algérie, à propos d'une exécution capitale ». (Revue internationale de Droit Pénal, année 1927, p. 110 et suiv.)

L'homme qui vient de subir un dommage veut immédiatement satisfaire son désir de vengeance et, pour cela, il ne se préoccupe nullement de rechercher si l'auteur de ce dommage a *commis une faute* ou a agi dans la limite de ses droits, si le propriétaire de l'esclave ou de la chose inanimée qui lui a causé un préjudice a commis une faute de surveillance ou de négligence.

La vengeance privée qui, en s'exerçant, fait jouer cette forme de Responsabilité toute primitive, n'est en somme qu'un simple réflexe qui exclut, à l'origine, toute idée de proportionnalité entre les représailles exercées par la victime et le dommage par elle subi.

Et ce réflexe de l'homme primitif est à ce point aveugle, que la victime d'un dommage exercera sa vengeance sur l'homme, l'animal ou *l'objet inanimé* qui lui a causé directement, c'est-à-dire matériellement, le dommage ; plus spécialement, au cas où le préjudice a été causé par une chose inanimée, c'est contre cette chose et non contre son propriétaire que la victime exercera sa vengeance.

De cette constatation, il résulte — et l'on pouvait s'y attendre ! — que l'on ne s'occupe pas, à cette époque, de la « notion de chose dangereuse » : toute chose inanimée quelconque, qui a causé un préjudice, sera toujours l'objet de la vengeance de sa victime.

Si nous cherchons maintenant à qualifier ce genre de Responsabilité — encore une fois, très primitive — nous voyons que nous sommes en présence d'une Responsabilité purement *objective*, c'est-à-dire sans aucun fondement de faute.

D'autre part, nous croyons y voir également une forme de Responsabilité rudimentaire présentant un

caractère beaucoup plutôt pénal que simplement indemnitaire : en effet, ce n'est pas tant la *réparation* égale au préjudice par elle subi que la victime cherche à se procurer, puisqu'elle se considérera comme satisfaite en se vengeant sur l'animal ou la chose inanimée qui lui a causé un dommage : ce qu'elle cherche avant tout, c'est à infliger un *châtiment* à l'agent qui a été la cause directe du préjudice qu'elle a éprouvé.

II. — D'ailleurs, le Droit Romain ne devait pas s'attarder à ce stade primitif : il évolua et bientôt apparurent les « compositions », d'abord volontaires, puis ensuite légales c'est-à-dire obligatoires.

Et avec elles, commença à se faire jour une certaine Responsabilité personnelle du propriétaire, pour les dommages causés par ses choses inanimées.

Voici comment :

De par le jeu des « compositions », la victime d'un esclave, d'un animal ou d'une chose inanimée commencera par réclamer à son propriétaire l'agent du dommage par elle subi, afin de pouvoir exercer sur lui sa vengeance : mais, en même temps, elle lui offrira de « composer », c'est-à-dire de transiger dans les conditions suivantes : si le propriétaire accepte de donner à la victime une certaine somme, il pourra garder la chose qui a causé le dommage.

Les esprits se sont donc affinés : la victime, comprenant quelquefois que la chose inanimée, par exemple, n'est pas *responsable* du préjudice qu'elle a pu causer, acceptera de se contenter d'une indemnité pécuniaire (composition volontaire), et plus tard, devra s'en contenter (composition légale).

Nous voyons ainsi que la Responsabilité du fait des

choses inanimées est en progrès : sans doute, est-elle toujours objective, puisqu'elle ne tient aucun compte de l'idée de faute : mais elle l'est moins aveuglément puisqu'en définitive elle tend à se stabiliser à la charge de l'homme : enfin, elle n'aboutit plus, comme à la période précédente, à un châtement, mais bien à une réparation pécuniaire présentant un certain caractère indemnitaire.

Mais, sur ce dernier point, nous devons nous garder de toute exagération : en effet, la Responsabilité romaine du fait des choses conservera toujours une certaine teinte pénale, en ce sens que la victime obtiendra bien souvent, en guise de réparation, une indemnité *supérieure* au préjudice par elle subi.

Et voici deux exemples, pris entre beaucoup d'autres, qui prouvent bien nettement que les caractères objectif et pénal de cette Responsabilité, en Droit Romain, se sont longtemps conservés.

1° L'action « *furti oblati* » :

Cette action punit de la *peine* du *triple*, l'auteur même *inconscient* d'une soustraction au détriment d'autrui : il y a donc bien là Responsabilité objective et pénale.

2° Le mécanisme des « actions noxales » montre clairement, lui aussi, le caractère objectif de notre Responsabilité.

Voici, en effet, deux règles de pratique qui mettent en relief ce caractère :

a) L'action par laquelle une victime réclamait l'abandon noxal de la chose (esclave ou animal, par exemple) qui lui avait causé un dommage était dirigée, non pas contre le propriétaire de la chose au moment

de l'accident, mais contre le propriétaire au moment de la poursuite — ce qui exclut, évidemment, tout fondement de faute pour justifier la Responsabilité du propriétaire. (V. Inst. de Just., lib. 4, titre 8, § 5 ; Inst. de Gaius, Com. 4, § 77).

b) Le défendeur à l'action en dommages-intérêts échappait à toute condamnation en abandonnant la chose, en renonçant à être propriétaire (Inst. de Gaius, Com. 4, § 75 ; Inst. de Justinien, L. 4, t. 8 pr. et titre 9 pr.)

En somme, c'était la règle « *caput noxa sequitur* », héritée de l'antique « vengeance privée » et comme le dit M. Girard, dans son Manuel Elémentaire de Droit Romain (7^e édition, p. 719, note 5, in fine) : « C'est la réfutation de la doctrine, autrefois répandue, selon laquelle le maître serait tenu de l'action noxale en vertu d'une faute présumée » (1).

III. — Mais, dans une législation qui, comme le Droit Romain, confondait ainsi le Droit Civil et l'idée d'indemnité, avec le Droit Pénal et l'idée de peine, le progrès devait consister à dégager, à la base de la Responsabilité, l'idée de *faute*.

C'est ce qui fut réalisé dans la célèbre loi Aquilia, plébiscite proposé par un tribun nommé Aquilius : cette loi, qui sanctionnait le « *damnum injuria datum* », ne formulait pas une règle générale comparable à la formule de notre Code Civil (Art. 1382) ; elle procédait

(1) Voir également sur toute cette question de la noxalité et des actions noxales, un travail original de M. de Visscher, Rev. Gén. de Droit, 1917-1918, et un compte-rendu du même auteur. R.H.D. 1926, p. 322 et 359.

par des solutions d'espèce, expressément visées dans son texte : mais dans les hypothèses ainsi prévues et réglementées, c'était bien la *faute*, dite faute aquilienne, que la loi donnait comme base à la Responsabilité qu'elle édictait.

A la vérité, le Droit postérieur élargit considérablement les cas d'application de la loi Aquilia et le domaine de la Responsabilité basée sur l'idée de faute, c'est-à-dire de la Responsabilité « *subjective* », en fut d'autant étendu.

Voilà, esquissée dans ses grandes lignes, l'évolution suivant laquelle l'idée de Responsabilité a progressé et s'est perfectionnée dans la législation Romaine.

Qu'allait-elle devenir dans notre Ancien Droit ? C'est ce que nous allons étudier.

Section II. — Ancien Droit Français

Si nous prenons la Responsabilité du fait des choses, dès ses premières origines, dans notre Ancien Droit nous constatons qu'elle est passée par les mêmes étapes — ou à peu de chose près — que la Responsabilité Romaine.

Au début, la victime poursuit directement sa *vengeance* contre la chose qui lui a causé le dommage : en somme, c'est cette dernière, seule, qui fait figure de responsable...

Puis, bientôt, le maître répondra de ses animaux et de ses choses inanimées : mais c'est là une responsabilité indirecte, d'un genre tout spécial, « *sui generis* » dit

M. Brissaud (1) ; en effet, il suffit pour s'y soustraire de livrer l'auteur du dommage, homme, animal ou chose, à la victime, parce que celle-ci pourra exercer sa vengeance : car, ici encore, l'homme frappé par une chose inanimée ne cherche pas à savoir si l'agent du dommage qu'il a subi est, ou non, responsable au sens moderne du mot : il frappe qui le frappe ; et à l'époque païenne, on sacrifiera aux Mânes des victimes les animaux, les choses inanimées, lances, épées ou autres objets qui les auront frappées.

Nous retrouvons ainsi, dans notre Ancien Droit, ce mécanisme de l'abandon noxal que nous signalions plus haut dans les institutions romaines, et nous retrouvons avec lui la Responsabilité objective, sans idée de faute, qu'il met en jeu.

L'abandon noxal est toujours l'obligation primordiale du maître d'un esclave, du propriétaire d'un animal ou d'une chose inanimée qui ont causé un dommage : s'opposant à l'abandon, ils doivent payer la « composition » comme s'ils étaient les auteurs du dommage.

Si le maître préfère abandonner sa chose, que deviendra-t-elle ?

Après lui avoir fait son procès, — et sous l'influence des idées religieuses — on sacrifiera l'animal qui a tué, on consacrera l'objet qui a donné la mort, afin d'apaiser la colère divine.

Cet usage des procès faits aux animaux et aux choses demeurera longtemps en vigueur dans notre

(1) Brissaud, Cours d'Hist. Génér. Dr. Fr., n° 1366.

Ancien Droit et au XIV^e siècle, nous voyons Beaumanoir blâmer sévèrement, en particulier, la mise à mort des animaux (1).

Pierre Ayrault consacre dans son « Traité de l'Ordre, Formalité et Instruction Judiciaire » une rubrique tout entière aux « Procès faits aux choses inanimées », et il en cite des exemples : statue tombée sur un homme qu'elle écrase, autre statue contre laquelle se heurte un enfant qui meurt du choc — les statues sont alors détruites ou même exilées « comme si elles eussent failli sciemment ».

En résumé, nous voyons que dans notre Ancien Droit l'idée s'est longtemps maintenue que c'était les choses qui, ayant causé un dommage, devaient être *punies*. Et ce n'est que subsidiairement, et à titre de transaction, que le maître de la chose dommageable pouvait éviter d'abandonner sa chose à la victime, en payant à celle-ci une indemnité.

Mais, en fait, au cas de dommage causé par une chose, c'était bien le maître qui, en définitive, supportait les conséquences de la Responsabilité engagée par ce dommage, soit qu'il abandonnât sa chose à la victime, soit qu'il lui payât une indemnité pour la conserver : et cette Responsabilité était bien objective puisqu'elle était mise en jeu suivant l'alternative que nous venons de rappeler, alors même qu'aucune faute n'aurait pu être retenue contre le maître de la chose.

(1) Beaumanoir déclare : « Se une truie tue un enfant, ils (les seigneurs justiciers) la pendent ou traînent.... mes c'est nient à fere, car bestes mues n'ont pas entendement qu'est biens ne qu'est mans, et pour ce est ce justice perdue ». En Angleterre ce système s'est perpétué, en théorie du moins, jusqu'au siècle dernier.

Tel fut, pendant longtemps, dans notre Ancien Droit, le régime de la Responsabilité du fait des choses.

Mais, au cours des âges, les idées se modifièrent et s'affinèrent : on finit par comprendre que la chose qui causait un dommage ne pouvait pas être traitée comme un être doué de raison ; aussi, ce n'est plus à la chose que l'on s'en prit, mais directement au maître de la chose ; et celui-ci fut bientôt tenu à une réparation pécuniaire, sans même pouvoir s'y soustraire par l'abandon.

Voilà, dans le dernier état de notre Ancien Droit, la nouvelle physionomie prise par la Responsabilité du fait des choses inanimées.

Mais quels étaient le fondement et l'étendue d'application de cette Responsabilité spéciale ? Plus particulièrement, sur le second point ci-dessus, cette Responsabilité s'appliquait-elle aux dommages causés par *toutes* les choses inanimées, sans distinction ? Enfin, suivant quel mécanisme fonctionnait-elle ? Y avait-il une preuve à faire ? Si oui, à la charge de qui était-elle ?

Pour répondre à ces diverses questions, nous allons voir ce que disent sur cette matière les principaux auteurs de l'époque.

Si nous consultons Domat, nous constatons avec satisfaction que celui-ci a étudié de près et dans ses détails le problème qui nous occupe.

Dans le livre II de son ouvrage intitulé les « Lois Civiles dans leur ordre naturel », il consacre en effet deux titres entiers (8^e et 9^e) aux « Dommages causés par les *fautes* qui ne vont point à un crime ou à un délit » et aux « Engagements qui se forment par des cas fortuits ».

C'est une longue énumération qu'il nous donne, des cas de Responsabilité du fait des animaux et des choses inanimées, énumération beaucoup plus complète et détaillée que celle que nous trouverons plus tard dans notre Code Civil : mais, *pas de principe général englobant toutes les choses*.

Pour n'en tirer qu'un exemple, à propos des bâtiments, Domat nous dit que le propriétaire n'est responsable que « s'il a *négligé* de réparer son bâtiment en mauvais état ».

Voilà qui nous permet de conclure que Domat attribue un fondement de *faute* à la Responsabilité du fait des choses inanimées.

Mais comment faut-il interpréter cette méthode énumérative qu'il emploie, à propos des cas d'application de cette Responsabilité spéciale qu'il étudie ?

L'énumération qu'il nous donne est-elle seulement énonciative, ou bien au contraire, est-elle limitative ?

Nous penchons pour la seconde hypothèse et voici comment nous croyons pouvoir développer le système exposé par Domat.

Traitant de la Responsabilité du fait des choses inanimées, ce savant jurisconsulte a mentionné dans son énumération les choses qui lui paraissaient les plus nuisibles, dans le but de les soustraire au régime du droit commun sous lequel il laissait volontairement toutes les autres choses, régime du droit commun dans lequel le propriétaire sera responsable s'il a commis une faute personnelle dans la surveillance ou la garde de sa chose, la charge de prouver cette faute incombant à la victime suivant la vieille règle de procédure du Droit Romain

classique, depuis longtemps déjà passée dans notre Droit : « Actori incumbit probatio ».

En somme, au cas de dommage causé par une des choses laissées par Domat en dehors de son énumération, le propriétaire n'encourra que la *Responsabilité de droit commun* du fait personnel de l'homme.

Au contraire, pour les choses considérées par lui comme dangereuses — au sens commun de cette épithète — et qu'il énumère, Domat estime que le fait de la chose, ou mieux le dommage par elle causé, doit impliquer a priori la faute de son propriétaire ; la victime n'aura donc plus la charge de prouver cette faute : celle-ci sera *présumée* à l'encontre du maître, et cela, en vertu de cette Responsabilité particulière qui est précisément la Responsabilité spéciale du fait des choses.

Nous voyons ainsi, très nettement précisée dans l'esprit de Domat, une théorie de la Responsabilité spéciale du fait des choses inanimées.

Cette théorie, nous allons la retrouver — à quelques détails près — dans l'œuvre d'un autre auteur justement célèbre dans notre Ancien Droit : Bourjon.

C'est encore à propos de l'obligation du propriétaire de bâtiment que Bourjon précise (1) le fondement qu'il donne à la Responsabilité du fait des choses inanimées : « Voici, dit-il, un autre cas où la sûreté publique oblige encore de punir le *défait de prévoyance* », et plus loin, il déclare : « Cette action aurait lieu quand le dommage serait arrivé par la chute d'une seule tuile : si cela est

(1) Bourjon, « Le Droit Commun de la France et la Coutume de Paris réduits en principes », L. 6, t. 2, p. 504, et t. 8, Section I.

malheureux pour le propriétaire, il serait encore plus malheureux de rendre la *faute, toute légère qu'elle est*, impunie, lorsque, *par un juste soin*, le propriétaire de la maison *pouvait prévenir* cet accident ».

Par ailleurs, il dit également à propos du dommage causé par les animaux : « Voici une autre action que *le défaut de prévoyance* fait naître ».

Ces quelques citations nous prouvent, sans qu'aucun doute demeure seulement possible, que Bourjon, comme Domat, assigne bien à la Responsabilité du fait des choses un fondement de faute, qui est la « *culpa in vigilando* ».

Au surplus, la communauté de vues existant entre ces deux auteurs ne se borne pas à l'objet de la constatation que nous venons de faire.

Envisageant les hypothèses où la Responsabilité de l'homme peut découler du fait des choses, Bourjon procède en effet suivant la même méthode énumérative que Domat avait employée avant lui : à l'exemple de ce dernier, il ne pose pas de maxime générale qui édicterait une Responsabilité spéciale du fait de *toutes* les choses : il procède, lui aussi, par énumération et se montre même beaucoup moins large que Domat, puisqu'il ne parle que des bâtiments et des animaux.

Sans doute, lisons-nous dans un passage de son ouvrage (1), cette formule présentant un faux air de principe général et que nous citons : « Voilà, dit-il, le principe général fondé sur ce qu'on doit entretenir et jouir de *son bien* de façon qu'il ne nuise pas aux

(1) Bourjon, op. cit., liv. 6, t. 2, p. 502.

autres... » ; mais en réalité, cette réflexion de l'auteur n'était faite que dans le but bien précis de justifier la Responsabilité spéciale du propriétaire de bâtiment qu'il étudie précisément dans ce passage.

Néanmoins, pour conserver toute impartialité dans notre interprétation, nous signalerons que Bourjon montrait une tendance très nette à généraliser le domaine expressément assez étroit de son énumération : et, lorsqu'il voulait appeler l'attention sur un cas particulier où une aggravation de Responsabilité lui paraissait s'imposer, il visait l'une des catégories par lui admises et y rattachait les cas par analogie : pour donner un exemple de cette méthode, nous nous bornerons à rappeler le cas signalé ci-dessus, où Bourjon prévoit qu'une tuile, détachée d'un toit, a causé un dommage à un tiers : ramenant cette hypothèse à celle de la chute du bâtiment tout entier, l'auteur déclare qu'il y a lieu d'appliquer au propriétaire la Responsabilité spéciale du fait des choses inanimées : comme l'a dit M. A. Esmein, « c'était la partie pour le tout » (1).

En somme, l'énumération de Domat et celle de Bourjon nous posaient un problème d'interprétation identique : par suite, il est normal que dans les deux cas nous expliquions la même difficulté par la même solution : et voilà pourquoi nous pensons que si Bourjon a énuméré spécialement certaines choses, c'est parce qu'il les considère lui aussi comme particulièrement dangereuses et que, pour cette raison, il estime, comme le faisait Domat, que leur propriétaire doit encourir, au cas de dommages par elles causés à des tiers, une

(1) Esmein, note, S. 1910, 1, 17.

Responsabilité aggravée qui est celle de la Responsabilité spéciale du fait des choses : à l'inverse de ce qui a lieu dans la Responsabilité du fait personnel de l'homme, qui, nous le rappelons, est la Responsabilité de droit commun basée sur la faute prouvée par la victime, c'est le propriétaire de la chose, cause directe d'un dommage, qui sera *présumé en faute*, en vertu de la Responsabilité spéciale que nous étudions.

Enfin, si nous consultons Pothier, l'éminent jurisconsulte à qui notre Code Civil doit tant de choses, nous regretterons sa sobriété sur la matière qui nous occupe :

Après avoir défini le quasi-délit « le fait par lequel une personne, sans malignité, mais par une *imprudence qui n'est pas excusable*, cause quelque tort à autrui » (1) il s'explique sur la Responsabilité du fait d'autrui — enfant, pupille, serviteur — mais il garde un silence complet quant à la Responsabilité du fait des choses.

Aussi, ne pourrions-nous tirer que fort peu de renseignements des écrits de cet auteur. Sans aucun doute, il a dû connaître, lui aussi, une responsabilité spéciale du fait des choses, puisque nous venons de voir que la théorie en avait été déjà nettement dégagée par les jurisconsultes qui le précédèrent. Mais, ce que nous ne pouvons savoir, c'est quelle était l'étendue d'application qui, à son avis, devait être donnée à cette Responsabilité.

Par contre, nous pouvons admettre comme à peu près certain que pour Pothier, qui donnait un fondement

(1) Pothier, « Traité des Obligations », n° 116.

de *faute* à la Responsabilité de droit commun, c'était également un semblable fondement sur lequel il fallait baser la Responsabilité spéciale du fait des choses.

Nous voici donc à la veille du Code Civil, en présence de la théorie très nette qui avait été élaborée par nos célèbres auteurs de l'Ancien Droit sur cette importante matière de la Responsabilité du fait des choses, en général, et des choses inanimées, en particulier.

Si nous voulons résumer en quelques mots les diverses phases par lesquelles est passée jusqu'en 1804 l'évolution de notre question, nous dirons que la Responsabilité a, depuis ses premières origines, transformé profondément ses caractères fondamentaux.

D'abord, elle a été *objective* et s'est appliquée aux cas de dommages occasionnés par n'importe quelle chose.

Puis, les consciences se développant, la « Réflexion ayant remplacé le Réflexe », un revirement se produisit — dont la date varie souvent beaucoup suivant les régions et les Coutumes (1) — mais qui finalement fut plus tard partout réalisé : ce revirement, né sans doute sous l'influence des idées romaines classiques et aussi, peut-être, par le jeu même de la propre évolution de notre Droit Coutumier, eut pour effet de substituer à l'ancienne Responsabilité réelle, une Responsa-

(1) Par exemple, dans la Très Ancienne Coutume de Bretagne, (premier tiers du XIV^e siècle), nous lisons : art. 177 « les choses qui n'ont vie », comme moulins et autres choses, n'engagent la Responsabilité de leur propriétaire que si le dommage est arrivé « par le *deffaut* de celui à qui les choses seraient ».

bilité nouvelle, dite subjective, c'est-à-dire basée sur l'idée de *faute*.

C'est ce progrès de la conscience juridique que nous avons constaté chez nos grands auteurs de la fin de notre Ancien Droit, mais il importe de souligner ici une importante remarque dont nous connaissons déjà l'objet :

Tandis qu'ils affinaient le fondement de la Responsabilité en proclamant « qu'il n'y a pas de Responsabilité sans faute », Domat, Bourjon — et aussi très probablement Pothier — estimèrent qu'il était nécessaire de distinguer nettement de la Responsabilité de droit commun, celle très spéciale du fait de *certaines choses* qui leur paraissaient beaucoup plus souvent et gravement dommageables que les autres, et par suite plus dangereuses ; contre le maître de ces choses, ils édictèrent donc une *présomption de faute*, et celle-ci constitua le caractère original de la responsabilité spéciale du fait des choses.

En vérité, c'était le principe de la fameuse distinction des *choses dangereuses* et des *choses inoffensives* qui était ainsi officieusement lancé, principe que notre jurisprudence moderne devait *officiellement* reprendre et consacrer — en l'élargissant dans ses applications — au cours de ces trois dernières années.

Voilà donc un argument d'ordre historique que nos Tribunaux auraient pu invoquer à l'appui de la doctrine qu'ils soutinrent avec persévérance depuis l'arrêt de Cassation du 21 Février 1927.

Mais, en fait, cet argument n'aurait pas eu grande valeur, car nos juridictions modernes n'ont pas préci-

sément pour mission d'appliquer les règles de notre Ancien Droit...

C'est que depuis Domat, Bourjon et Pothier, la Révolution a passé, qui a bouleversé profondément, et dans tous les domaines, l'état de choses antérieur : dans l'espace de quelques années seulement, les esprits se sont éveillés, développés et mûris plus que pendant des siècles de l'Ancien Régime : tout spécialement, dans l'ordre juridique — qui seul ici nous occupe — l'œuvre des hommes de la Révolution fut à proprement parler considérable, car c'est eux qui donnèrent son orientation philosophique et sociale définitive à la législation civile qui nous régit encore aujourd'hui ; nous avons nommé le Code Civil de 1804. Or, c'est ce Code que nos Tribunaux ont la charge d'appliquer et de faire respecter.

Cependant, si l'on peut dire que la Révolution a « bouleversé », il serait inexact de dire qu'elle a toujours « anéanti » ; et, spécialement dans la sphère du Droit, les institutions de notre Ancienne France — nous le signalions déjà au début de notre ouvrage — ont bien souvent revu le jour dans notre Code Civil.

Aussi, reprenant le développement de notre sujet, voici le moment venu pour nous de rechercher ce que devint, dans notre Code de 1804, la théorie de la Responsabilité du fait des choses inanimées telle que nous l'avons dégagée, à la fin de notre Ancien Droit, des écrits de nos anciens auteurs.

CHAPITRE II

LA RESPONSABILITÉ DU FAIT DES CHOSES INANIMÉES DANS LE CODE CIVIL

Lorsque l'on se propose d'étudier une matière réglée par notre Code de 1804, il est souvent très profitable d'examiner, avant de se lancer dans son travail, les discussions dont fut l'objet, aux cours des Travaux Préparatoires d'où devait finalement sortir notre grande charte Civile, la question que l'on a l'intention de traiter.

En effet, dans la plupart des cas, on arrive ainsi à dégager *l'esprit* dans lequel fut voté par les Assemblées législatives de l'époque tel ou tel article, et la *lettre* du texte considéré, quelquefois assez obscure en raison d'une rédaction maladroite et ambiguë, peut-être ainsi aisément éclaircie par l'interprète.

Pour nous conformer à la tradition, et aussi, en raison de l'intérêt que nous pourrions peut-être y trouver, nous commencerons donc par rechercher ce qu'est devenue la théorie de la Responsabilité du fait des choses inanimées dans les Travaux préparatoires du Code Civil ; ensuite, nous aborderons le Code lui-même.

Section I. — Les Travaux Préparatoires

Nous n'y trouvons malheureusement que très peu de choses concernant notre matière pourtant bien importante : ni Locré, ni Fenet ne donnent d'utiles détails pouvant nous éclairer.

De quoi, il faut, croyons-nous, conclure que les articles du Code qui vont bientôt régler la Responsabilité du fait des choses inanimées ne susciteront aucune discussion sérieuse.

Rien dans les Travaux Préparatoires ne nous permet donc de prévoir quelle sera, en particulier, l'étendue d'application que le Code Civil reconnaîtra à la Responsabilité spéciale que nous étudions.

Par contre, — et c'est là une importante constatation — nous allons pouvoir connaître dès maintenant sur quel fondement notre Code basera cette Responsabilité : en effet, voici en quels termes s'exprimait le tribun Tarrible, interprétant devant le Corps Législatif la doctrine que le Code allait consacrer sur ce point capital : « Le dommage, pour qu'il soit sujet à réparation, doit être l'effet d'une *faute*, ou d'une *imprudence* de la part de *quelqu'un*. S'il ne peut être attribué à cette cause, il n'est plus que l'ouvrage du sort dont chacun doit supporter les chances ».

C'est également l'opinion exprimée par Treilhard qui, dans son rapport au Conseil d'Etat, après avoir posé les principes de la « Responsabilité tant par malice que négligence », ajoute cette phrase caractéristique : « Le principe une fois établi, nous n'avons eu qu'une disposition à ajouter : c'est qu'on est responsable non seulement du dommage qu'on a causé par son propre

fait, mais encore de celui qui a été causé par le fait des personnes dont on doit répondre, *ou des choses dont on a la garde* ».

Et il poursuit : « Ainsi réglée, la Responsabilité est de toute justice. Ceux à qui elle est imposée ont à s'imputer pour le moins, les uns de la *faiblesse*, les autres du *mauvais choix*, tous de la *négligence*, heureux encore si leur conscience ne leur reproche pas d'avoir donné de mauvais principes et de plus mauvais exemples ».

De ces quelques citations, il résulte, à n'en pas douter, que c'est bien l'idée de faute qui est ainsi formellement reconnue à la base de notre Responsabilité : les témoignages autorisés de Tarrible et de Treilhard le prouvent sans discussion possible : au surplus, en adoptant un tel fondement, le Code ne fera que suivre la tradition des derniers siècles de notre Ancien Droit.

Aussi, n'attacherons-nous pas d'importance à cette déclaration de Bertrand de Greuille dans un rapport fait au Tribunal, et où il déclarait notamment : « Tout individu est garant de son *fait* : c'est une des premières maximes de la Société... » Cette déclaration aura eu sans doute la valeur d'une prophétie, quant à la réalisation future et partielle des principes de Responsabilité objective dont elle s'inspirait... : mais, en aucune façon, elle ne peut être considérée comme l'interprétation des idées qui animaient les Rédacteurs de notre Code : pour eux, la formule a bien été : « Pas de Responsabilité sans faute », et c'est dans cet esprit qu'ils rédigèrent le Chapitre II du tome quatrième de leur ouvrage, chapitre consacré aux « Délits et quasi-délits » et qui comprend les articles 1382, 1383, 1384, 1385 et 1386, articles

d'une importance capitale et dont on a pu dire qu'ils « contenaient le Code de la Sociabilité humaine ».

Nous laisserons de côté les deux premiers de ces textes (art. 1382 et 1383) qui traitent de la Responsabilité du fait personnel de l'homme, ainsi que l'art. 1385 qui vise la Responsabilité du fait des animaux ; et nous allons passer immédiatement à l'étude des articles 1384 et 1386 qui, seuls, théoriquement du moins, nous occupent, puisque ce sont ces deux dispositions qui régissent, dans notre Droit actuel, la Responsabilité spéciale du fait des choses inanimées.

Section II. — Le Code civil (art. 1384 et 1386)

Aussi remarquable que puisse être une œuvre humaine, elle ne peut jamais être parfaite, puisque la perfection n'est pas de ce monde.

Et, il en est ainsi de notre code de 1804.

En effet, bien qu'il soit à juste titre considéré, à peu près universellement, comme un chef-d'œuvre juridique, il n'en contient pas moins quelques dispositions de rédaction un peu vague et dont l'imprécision permet aux juristes et aux Tribunaux d'exercer leurs talents aux ressources inépuisables dans le domaine assez élastique du commentaire.

Or, parmi ces dispositions, il nous faut bien ranger l'art. 1384, § 1, in fine, qui constitue pourtant le texte fondamental de notre Responsabilité moderne du fait des choses inanimées...

A l'inverse de nombreux articles qui depuis plus d'un siècle continuent d'administrer paisiblement les

domaines divers qui leur ont été concédés, une fois pour toutes, par le législateur, ce texte vraiment infortuné a été l'objet, depuis une trentaine d'années surtout, des controverses les plus passionnées peut-être qui aient jamais agité la Doctrine et la Jurisprudence.

Au surplus, pour s'en convaincre, il suffit d'examiner successivement, comme nous allons le faire dans trois paragraphes :

1°) *l'interprétation classique* donnée en Doctrine et en Jurisprudence, à l'art. 1384 § 1, in fine.

2°) Le Revirement de la Jurisprudence, déclenché par les idées nouvelles et inauguré par l'arrêt de Cass. Civ. du 16 juin 1896 : *l'interprétation nouvelle*, donnée par cet arrêt et la Jurisprudence ultérieure à l'art. 1384, § 1, in fine.

3°) l'intervention de la loi et les tentatives de la Jurisprudence et de certains auteurs pour restreindre, sur des points divers, le domaine reconnu à l'art. 1384, § 1, in fine, par l'interprétation nouvelle : l'apparition officielle, dans la Doctrine, de la « notion de *chose dangereuse* ».

Paragraphe I

Interprétation classique donnée en Doctrine et en Jurisprudence, à l'art. 1384, § 1, in fine.

Il nous paraît utile, afin de pouvoir apprécier dans un instant à sa juste valeur l'interprétation classique qui fut donnée par les premiers commentateurs de

notre Code Civil à l'art. 1384, § 1, in fine, de relire attentivement non seulement ce texte, mais encore les deux articles (1385 et 1386) qui le suivent (1).

Ce qui nous frappe aussitôt, ce sont les termes vagues dans lesquels est conçu l'alinéa 1^o in fine de l'art. 1384., et qui sont ainsi en opposition très nette avec la précision que nous trouvons, au contraire, dans les articles 1385 et 1386.

D'où la question délicate qui s'est immédiatement posée à l'esprit des premiers Interprètes a été la suivante : quelle est la véritable portée que le Code a voulu attribuer à l'art. 1384, al. 1 in fine ?

Et deux réponses sont possibles, aussi défendables *littéralement* l'une que l'autre.

Ou bien, cet alinéa n'a pas de valeur propre et il ne fait qu'annoncer les art. 1385 et 1386 : ainsi interprété, les « choses que l'on a sous sa garde » et dont on peut être déclaré responsable en vertu de ce texte, seraient seulement les animaux et les bâtiments.

Ou bien, notre alinéa pose un principe de portée absolument générale, dont les art. 1385 et 1386 seraient

(1) Art. 1384, al. 1^{er} : « On est responsable, non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre *ou des choses que l'on a sous sa garde.* »

.....

Art. 1385 : « Le propriétaire d'un animal ou celui qui s'en sert pendant qu'il est à son usage, est responsable du dommage que l'animal a causé, soit que l'animal fut sous sa garde, soit qu'il fut égaré ou échappé ».

Art. 1386 : « Le propriétaire d'un bâtiment est responsable du dommage causé par sa ruine, lorsqu'elle est arrivée par une suite de défaut d'entretien ou par le vice de sa sonstruction. »

seulement des applications dans des hypothèses particulières : et, avec cette version, c'est de *toutes* ses choses inanimées, sans distinction, que chacun serait responsable.

Ce n'est pas à cette dernière solution, mais bien à la première que la Doctrine et la Jurisprudence se rangèrent tout d'abord. Et même, on peut dire que pendant longtemps, personne ne songea à attribuer à l'art. 1384, § 1, in fine la portée d'une règle générale.

Tout au contraire, l'opinion commune se forma aussitôt en Doctrine et en Jurisprudence que le Code n'avait fait que consacrer, dans les art. 1384, 1385 et 1386, la théorie édifiée par nos anciens auteurs sur la Responsabilité spéciale du fait des choses.

A la vérité, ce qui fortifiait cette opinion, c'est que précisément, dans les Travaux Préparatoires du Code Civil, cette matière n'avait fait — comme nous l'avons vu — l'objet d'aucune discussion : et on en conclut très justement à notre avis que s'il en était ainsi, c'est que tout le monde avait été d'accord pour faire passer dans notre Droit moderne les règles de notre Ancien Droit sur ce point.

En effet, il est bien certain que si, à l'inverse de ce qui est, notre Code avait innové dans les articles précités, ce changement d'idées eût été signalé et commenté au cours des Travaux Préparatoires.

De plus, il y a lieu de souligner la précision des hypothèses prévues par les art. 1385 et 1386 : est-ce seulement un simple hasard qui a fait justement viser par les rédacteurs du Code les deux seuls cas de responsabilité spéciale du fait des choses expressément reconnus

par notre Ancien Droit ? Il est évident qu'une réponse négative s'impose.

Enfin, il convient également de noter que si le Code avait attribué la portée d'un principe général à l'art. 1384, § 1, in fine, il était absolument inutile de faire suivre ce dernier texte des art. 1385 et 1386 tels qu'ils ont été rédigés.

Pour toutes ces raisons, nous nous rangeons donc très nettement aux côtés des défenseurs de l'interprétation ci-dessus, que nous appelons l'« interprétation classique » ; il nous paraît, en effet, que le Code a purement et simplement entendu consacrer dans notre Droit actuel les solutions de nos auteurs d'autrefois pour qui certaines choses seulement, parce que particulièrement nuisibles — animaux et bâtiments entendus au sens large — méritaient d'entraîner une *présomption de faute* contre leur maître, ou mieux, comme dira le Code — contre leur « gardien ».

Sans doute, Bertrand de Greuille dans son rapport fait au Tribunat, disait-il que « en thèse générale, rien de ce qui appartient à quelqu'un ne peut nuire impunément à un autre ». (Fenet, t. XIII, p. 477) ; mais, comme l'a dit M. Planiol, cette assertion était certainement contraire aux principes admis à l'époque : « on n'y peut voir qu'une généralisation faite à la légère ».

Voici donc, résumée, la conclusion formulée par l'interprétation classique :

L'art. 1384, al. 1 in fine annonce seulement les art. 1385 et 1386 qui visent spécialement, le premier les animaux, le second les bâtiments.

Ces deux articles créent des présomptions de faute dont le mécanisme varie d'ailleurs dans les deux cas :

et voilà ainsi délimité tout le domaine de la Responsabilité spéciale du fait des choses qui, plus particulièrement, comme « choses inanimées », n'englobe que les bâtiments.

Au cas de dommage causé par des choses autres que celles visées par les articles 1385 et 1386, on doit retomber dans la Responsabilité de droit commun, du fait personnel, de la faute prouvée par la victime, c'est-à-dire, sous l'empire des art. 1382 et 1383.

Pour illustrer cet exposé théorique de l'interprétation classique que la Jurisprudence et la Doctrine donèrent pendant longtemps à l'art. 1384 § 1, in f., nous nous bornerons à rappeler ici brièvement :

I. — Pour la Jurisprudence, l'arrêt de Cass. Civ. du 19 juillet 1870 : Aff. Dame Painvin c./ Deschamps.

II. — Pour la Doctrine, la théorie soutenue par M. Labbé, dans une note parue sous l'arrêt ci-dessus, au S. 1871,1,9.

I. — Voici dans quelles circonstances de fait l'affaire Dame Painvin contre Deschamps se présentait devant la Cour Suprême.

La chaudière d'un bateau-lavoir a explosé : le bateau et la chaudière appartenaient à un sieur Deschamps ; la femme Painvin, qui lavait à proximité, a été grièvement blessée par l'explosion.

1^o) La femme Painvin assigna tout d'abord Deschamps devant le Tribunal civil de la Seine, en 20.000 francs de dommages-intérêts, invoquant sa responsabilité en termes vagues, en tant que propriétaire de la machine qui l'avait blessée.

Par jugement en date du 9 Janvier 1869, le Tribunal débouta la demanderesse... « Attendu que la femme

Painvin n'établit pas, quant à présent, que l'évènement dont elle a été victime ait été causé par la faute ou la négligence de Deschamps ».

En somme, le Tribunal Civil de la Seine appliquait à l'espèce l'art. 1382 et non, comme l'eût désiré semblait-il la plaignante, la présomption de faute de la Responsabilité spéciale du fait des choses inanimées : il estimait que la chaudière n'étant pas visée par l'art. 1386, son propriétaire ne pouvait être tenu du dommage par elle causé que dans les limites du droit commun.

2°) La femme Painvin fit appel, en insistant ; Deschamps, d'après elle, ne pouvait se libérer qu'en prouvant la force majeure : c'était bien à lui qu'incombait la charge d'une telle preuve : or, il ne la faisait pas...

La Cour de Paris répondit, en confirmant *avec les mêmes motifs* la décision des premiers juges.

3°) C'est alors que la demanderesse se décida à se pourvoir en Cassation contre l'arrêt de la Cour d'Appel : elle fonda son pourvoi sur la violation de l'art. 1315, C. Civ., en ce que ledit arrêt attaqué avait mis à sa charge la preuve de la faute du défendeur, alors que celui-ci, comme propriétaire de la chaudière, était responsable des dégâts qu'elle avait causés, et *présumé en faute* toutes les fois que son fonctionnement serait dommageable.

La femme Painvin précisait cette fois la position qu'elle entendait tenir : elle invoquait bien une manière de « risque de propriété », entraînant, dans tous les cas, une présomption de faute contre le propriétaire de la chose dommageable : c'était là une idée audacieuse et nouvelle dans notre droit moderne ; mais elle était assez gauchement présentée dans le pourvoi, et, de plus, elle

était inévitablement vouée à un échec car elle n'était appuyée directement *sur aucun texte* : en effet, en vertu de quelle disposition légale pouvait-on soutenir que l'art. 1315 avait été violé ? Toute la question était là.

Aussi la Cour de Cassation, fidèle à l'interprétation classique alors en vigueur, rejeta le pourvoi par arrêt en date du 19 Juillet 1870, en s'appuyant sur des motifs qui, résumant sa doctrine en la matière, valent d'être ici rapportés :

La Cour,

« Attendu que dans le cas où, comme dans l'espèce, il s'agit de l'explosion d'une machine à vapeur et bien que cette explosion se rattache au fait actuel du propriétaire ou de ses agents, celui qui poursuit la réparation du dommage par lui souffert doit établir, outre l'accident, la faute qu'il leur impute comme engageant leur Responsabilité ; qu'un pareil événement qui peut être le résultat d'un cas fortuit ou de force majeure, n'implique point nécessairement par lui-même la faute ou l'incurie du défendeur,

Par ces motifs,

Rejette... »

Il est remarquable de noter, dans cette affaire, que les trois degrés de juridiction qui eurent successivement à en connaître, se prononcèrent tous catégoriquement dans le même sens : application de l'art. 1382 à l'explosion d'une machine.

Cet exemple, pris entre beaucoup d'autres, montre donc bien clairement combien la Jurisprudence demeura longtemps attachée à l'interprétation classique de notre art. 1384, § 1, in fine.

Et il en fut de même, avons-nous dit, de la Doctrine : une note de M. Labbé, parue sous l'arrêt que nous venons d'étudier, en est le meilleur témoignage.

II. — Dans cette note, M. Labbé, exposant sa doctrine, approuve pleinement l'arrêt ci-dessus : il y voit une heureuse réaction contre une *tendance* en train de naître vaguement au fond de tous les esprits, et qui aurait pour but de rendre le *propriétaire* responsable de plein droit du dommage causé par sa chose, non parce qu'il est en faute, mais *par cela seul qu'il est propriétaire* : « Les dommages-intérêts seraient dûs par la propriété, plutôt que par l'homme ». Et M. Labbé de critiquer cette manière de voir qu'il estime — fort justement pour nous — contredite catégoriquement par *l'esprit général* du Code : en effet, il fait observer que tous les articles du Chapitre des « Délits et quasi délits » sont dominés par l'idée de faute et il ajoute : « que le dommage provienne de notre fait ou du fait des choses nous appartenant, il n'y a pas à distinguer ; sans faute, point d'obligation ».

Puis M. Labbé passe à la grave question de la charge de la preuve : à qui celle-ci doit-elle incomber ? A la victime ou à la personne qui avait sous sa garde la chose qui a causé le dommage ?

Selon la solution que l'on adoptera, il y aura dans certains cas des dommages sans réparation, et dans d'autres, des réparations sans faute.

En présence de cette alternative, M. Labbé, constatant qu'aucune disposition expresse de la loi ne crée de présomption de faute contre celui qui a la garde d'une *chose quelconque* et que, par ailleurs, *l'art. 1384 § 1, in fine quand il parle des « choses » n'est pas clair,*

trouve plus prudent d'invoquer tout simplement la vieille règle de procédure « *Actori incumbit probatio* » et approuve la sagesse de la Cour de Cassation qui a appliqué cette règle dans son arrêt du 19 juillet 1870.

Après tout, pense-t-il, le propriétaire de la chaudière est intéressant, si la victime l'est aussi ; et, dans le cas de l'accident « anonyme » à l'occasion duquel aucune faute ne peut être établie, le dommage trouve sa véritable cause « dans l'imperfection des connaissances actuelles de l'homme sur l'action des forces de la nature » ; et par suite, il est normal de le laisser au compte de la victime.

Mais M. Labbé va plus loin... : il estime que cette manière de décider est *parfaitement juste*, bien qu'il reconnaisse cependant que les apparences puissent parfois faire incliner à penser le contraire : en effet, avec la doctrine classique, certaines victimes n'auront pas de réparation, lorsqu'elles ne pourront pas établir la faute du gardien de la chose nuisible. Mais, est-ce injuste ? Non, car à tout prendre, tout le monde tire profit directement ou indirectement de la chose, de la machine... jusqu'à la victime, qui bénéficie de ce que, grâce à cette machine, les produits, plus abondants, se vendent moins cher...

Ici, nous ne pouvons plus du tout suivre M. Labbé : car, si l'on suppose un individu qui a été tué par l'explosion d'une machine, sans qu'il y ait eu faute de personne, il nous paraît bien difficile d'affirmer sérieusement qu'il y a compensation pour la victime entre sa mort, et cette heureuse circonstance que, grâce à la machine qui l'a tuée,... « les produits, plus abondants, se vendront moins cher ».

Pour nous, la question paraît donc très claire : il est certain que l'interprétation classique donnée par les premiers commentateurs à l'art. 1384, al. 1 in fine est la traduction fidèle de ce qu'ont voulu dire dans ce texte les rédacteurs du Code ; ces derniers, comme l'avaient fait avant eux nos auteurs de l'Ancien Droit, estimant que seuls les animaux et les bâtiments étaient des choses souvent nuisibles et par suite dangereuses, les ont seuls soumis au régime particulier de la présomption de faute qui caractérise ainsi, dans notre Code, la Responsabilité spéciale du fait des choses : au cas de dommage causé par n'importe quelle autre chose, le Code renvoyait à l'application pure et simple de l'art. 1382.

Mais, cette interprétation classique, si elle est *historiquement* exacte, entraînait, à nos yeux, des injustices flagrantes et bien qu'en dise M. Labbé, nous estimons que la victime, *quelle qu'elle soit*, est a priori plus digne d'intérêt que celui qui a la garde de la chose *quelconque* qui a causé le dommage (1).

Ce sentiment ne devait d'ailleurs pas tarder à se répandre dans beaucoup d'esprits dès le dernier quart du 19^e siècle ; et, sous la puissante influence des idées sociales qui, à cette époque, commençaient à se développer rapidement en fonction des progrès constants d'un machinisme de plus en plus perfectionné et dangereux, l'interprétation classique que la Doctrine et la

(1) Telle est bien d'ailleurs la solution consacrée par le Code dans l'art. 1385, qui présume en faute le gardien d'un animal *quelconque* qui a causé un dommage : il eût été logique et équitable que la même solution fut appliquée au gardien d'une chose inanimée *quelconque*.

Jurisprudence avaient jusqu'alors donnée de la Responsabilité spéciale du fait des choses inanimées, telle qu'elle était organisée dans l'esprit de notre Code, parut nettement insuffisante : il fallait, de toute nécessité, améliorer la situation des victimes du fait des choses inanimées sans distinction ; tel est le résultat que l'on allait chercher désormais à atteindre.

Paragraphe II

Le revirement de la Jurisprudence, déclenché par les idées nouvelles, et inauguré par l'arrêt de Cass. Civ. du 16 Juin 1896 (aff. Vve Tiffaine c/ Guiszez, Cousin et Oriolle). — *L'interprétation nouvelle* donnée par cet arrêt et la Jurisprudence ultérieure, à l'art. 1384, al. 1^{er}, in fine.

Il importe, avant de commencer l'étude de l'évolution que devait suivre désormais la Responsabilité du fait des choses inanimées, de bien préciser quel en a été, en fait, le point de départ : celui-ci, nous le rappelons, fut le développement rapide du *machinisme*, avec, en regard, les dangers et les accidents de plus en plus nombreux et graves auxquels furent alors exposés les individus, et tout spécialement, les *ouvriers*.

On peut donc dire que c'est pour protéger tout spécialement une certaine catégorie de victimes — les ouvriers — des dommages à eux causés par certaines choses, dites « inanimées », particulièrement nuisibles et dangereuses — les machines —, que les novateurs

entreprirent de faire revenir les Tribunaux sur leur Jurisprudence antérieure relative à la Responsabilité du fait des choses (1) : il fallait absolument élargir le domaine de cette Responsabilité spéciale, ou tout au moins, décharger l'ouvrier victime d'un accident de machine de l'obligation de prouver une faute de son patron pour obtenir réparation : en effet, il était souverainement injuste de le soumettre à un régime beaucoup moins favorable que celui qui était appliqué, sans aucune discussion, à la victime d'un dommage causé par un animal (art. 1385) ; mais, la difficulté était précisément de trouver l'argument de droit ou le texte légal sur lequel s'appuyer, pour justifier juridiquement cette réforme souhaitable en équité ; après l'avoir bien cherché, on le trouva : et nous allons étudier dans ce paragraphe :

I) Les divers systèmes qui furent proposés pour justifier, en droit, l'extension de la Responsabilité spéciale du fait des choses inanimées, hors des limites que lui donnait l'interprétation classique de l'art. 1384, § I, inf.

II) L'arrêt de Cass. Civ. du 16 Juin 1896 (aff. Vve Tiffaine c/ Guissey, Cousin et Oriolle) : l'accueil fait à cet arrêt par la Doctrine.

III) L'interprétation nouvelle donnée par l'arrêt ci-dessus et la Jurisprudence ultérieure à l'al. 1^{er}, in fine de l'art. 1384 C. Civ.

(1) Ce qui le prouve également, ce sont d'abord les circonstances dans lesquelles fut rendu l'arrêt de Cass. Civ. du 16 juin 1896 que nous étudierons plus loin et qui, inaugurant la nouvelle Jurisprudence, statue précisément dans un accident de travail ; et ensuite, c'est le titre de l'ouvrage dans lequel M. Saleilles commente cet arrêt : « Les Accidents du travail et la Responsabilité civile ».

I

Les divers systèmes qui furent proposés pour justifier, en droit, l'extension de la Responsabilité spéciale du fait des choses inanimées, hors les limites que lui donnait l'interprétation classique de l'art. 1384, § I, in fine.

On n'en proposa pas moins de trois, et nous allons les examiner rapidement :

1° La théorie de l'art. 1386, C. Civ., généralisé.

Les auteurs s'en prirent tout d'abord à ce texte qui ne vise expressément que les « bâtiments ».

Or, nous avons signalé au cours de notre historique que dans l'Ancien Droit, le mot « bâtiment » était entendu dans un sens très élargi : ce sont ces errements de nos anciens auteurs que reprirent certains juristes modernes, promoteurs de cette théorie nouvelle qu'ils exprimèrent en disant que l'art. 1386, en visant seulement les « bâtiments », ne donnait qu'un exemple, et que la présomption de faute édictée par ce texte devait être étendue à de nombreuses situations analogues.

Voici d'ailleurs ce que dit Sourdat sur ce point, dans son « Traité général de la Responsabilité », t. 2, n° 1451, où nous lisons, à propos des bâtiments visés par l'art. 1386 : « On le comprend, ce n'est là qu'un exemple qui confirme et qui explique la règle ; aussi, l'art. 1386 n'est point limitatif ; ce qui est dit ici de la ruine d'une maison s'appliquerait à la chute d'un arbre que le propriétaire aurait négligé de faire abattre en temps utile et à toute autre espèce analogue... De même, l'industriel,

propriétaire d'une machine à vapeur, répond des accidents que cause son explosion si elle est due à son défaut de solidité ou autres vices... »

La même thèse fut soutenue par Larombière, dans son ouvrage consacré aux « Obligations » (t. 5, sur l'art. 1386, n° 10), ainsi que par Demolombe (« Contrats », t. 8, n° 664).

Ce système eut son écho en jurisprudence et c'est ainsi que l'on vit la Chambre des Requêtes de la Cour Suprême étendre la présomption de l'art. 1386 au cas de dommages causés par des objets *mobiliers* incorporés aux bâtiments, ou en constituant l'accessoire (ascenseur d'une maison de rapport, locomobile d'une usine) (Req. 29 mars 1897, D. P. 1897, 1, 216 — S. 1898, 1, 65).

La Jurisprudence alla même beaucoup plus loin, et l'on trouve des décisions appliquant l'art. 1386 aux dommages causés par l'éboulement d'un sol non construit, par la chute d'un arbre (Paris, 20 Août 1877, S. 1878, 2, 48 — Conf. Grenoble, 10 Février 1892, S. 1893, 2, 205) ou par l'explosion de la chaudière d'un remorqueur (Paris, 19 mai 1893, D. P. 1897, 1, 435).

Il est incontestable que ce système était en opposition formelle avec la lettre du Code : il « torturait » à plaisir le sens de l'art. 1386 pour lui faire dire ce qu'il n'a jamais voulu dire : en effet, ce texte en nous parlant de la *ruine des bâtiments* nous apparaît d'une précision voulue par le législateur : l'interprète n'a pas le droit d'en étendre le sens.

C'est ce que comprit fort bien la Chambre Civile de la Cour de Cassation qui condamna implicitement

ce système audacieux dans son arrêt du 16 Juin 1896 que nous devons étudier plus loin.

Malgré ce désaveu formel que venait de recevoir sa jurisprudence antérieure, la Cour d'Appel de Paris ne se départit pas de l'interprétation extensive qu'elle donnait à l'art. 1386, et dans un arrêt du 11 mars 1904 (D. P. 1904, 2, 257) elle fit application de ce texte à la chute d'une armoire à glace !...

Mais, ce système beaucoup trop hardi n'avait déjà plus grand crédit et était abandonné de tous les autres prétoires français et de la Doctrine : la Cour de Paris devait elle-même, quelques années plus tard, en revenir à une interprétation plus étroite et partant, plus juste, de l'article 1386, C. Civ. (Paris, 29 novembre 1911, Gaz. Pal. 24 décembre 1911).

Ce n'était donc pas dans ce texte qu'il fallait chercher la règle de portée générale qui permettrait, dans le but d'améliorer la position des victimes de choses inanimées autres que les bâtiments, d'étendre le domaine de la présomption de faute, c'est-à-dire celui de la Responsabilité spéciale du fait des choses, tel qu'il était étroitement délimité par l'interprétation classique.

Au surplus, beaucoup étaient d'avis que la position de l'ouvrier, en particulier, victime spécialement d'intérêt en face d'un patron représentant le capital, n'était pas suffisamment améliorée par l'application de l'art. 1386 : en effet, il ne faut pas perdre de vue que la victime, se réclamant du bénéfice de ce texte, était toujours obligée de démontrer préalablement, comme cet article l'exige, le « défaut d'entretien » ou le « vice de construction » de la chose qui lui avait causé le dommage, preuve particulièrement difficile lorsqu'il s'agis-

sait d'une machine : ce n'était qu'une fois cette démonstration faite que la présomption de faute se trouvait mise en jeu à l'encontre du propriétaire de la chose. Or, disait-on justement (1), obliger la victime à prouver la première un vice de construction ou un défaut d'entretien de la part du propriétaire, n'était-ce pas, en fait, l'obliger indirectement à rapporter la preuve de la faute commise par celui-ci ?

Ce raisonnement contenait certainement une forte part de vérité : il fallait donc trouver autre chose, si l'on voulait améliorer vraiment la situation des victimes de dommages causés par les choses inanimées.

2° La Responsabilité contractuelle du patron envers l'ouvrier.

Jusqu'alors, on avait toujours unanimement considéré que la Responsabilité encourue par le patron au cas de dommage causé par une de ses machines à un ouvrier à son service, était une Responsabilité quasi-délictuelle ; or, dans son arrêt en date du 19 mai 1893, (déjà mentionné plus haut), la Cour d'Appel de Paris, accordant des dommages-intérêts à la veuve d'un ouvrier qui avait été tué par l'explosion de la chaudière d'un remorqueur, appuyait sa décision sur les deux motifs suivants :

(1) Voir en ce sens les conclusions de M. l'Avocat général Sarrut, sous Cass. Civ. 16 juin 1896, D. P. 1897 ,1, 440, 1^{re} colonne, lignes 36 et seq., dont nous croyons devoir citer le passage ci-après : « ... En effet ,quand il est établi que la ruine du bâtiment provient du défaut d'entretien ou d'un vice de construction, preuve exigée pour que le propriétaire soit présumé responsable, n'est-il pas manifeste que la preuve de la faute du propriétaire est par cela même administrée ?... »

Présomption de faute de l'art. 1386 C. Civ. contre le patron (nous avons vu ce qu'il fallait penser de cette jurisprudence) ;

Responsabilité contractuelle du patron envers ses ouvriers.

Pour la Cour d'Appel, en effet, il y aurait toujours une clause de garantie *tacite*, contenue dans le contrat de travail...

Ce nouveau système, d'ailleurs assez inattendu, est bien fait pour nous prouver une fois de plus tout l'intérêt que la Jurisprudence d'alors attachait plus particulièrement à la classe ouvrière.

Et l'on voit aisément l'avantage qu'eut présenté, pour l'ouvrier, l'adoption de cette doctrine audacieuse par les Tribunaux.

C'est qu'en effet, elle aboutissait purement et simplement au renversement de la charge de la preuve dans les rapports du patron et de l'ouvrier ; voici comment :

Si l'on sous-entend une clause de garantie dans le contrat de travail, c'est l'ouvrier qui sera créancier *contractuel* en garantie vis-à-vis de son patron, celui-ci s'étant engagé à ce que l'exécution du contrat de travail se réalise dans des conditions telles qu'il ne s'en suive aucun préjudice pour l'ouvrier : dès lors qu'un accident se produit, il y a inexécution de la clause de garantie de la part du patron, et, suivant les règles de la Responsabilité contractuelle qui imposent au débiteur la charge de prouver que ce n'est pas par sa faute qu'il n'a pu exécuter le contrat, ce sera donc au patron — débiteur — à prouver qu'il n'a commis aucune faute à l'occasion de l'accident dont son ouvrier a été victime.

Ce système ingénieux trouva, d'autre part, dans la Doctrine, un défenseur éminent en la personne de M. A. Esmein.

Celui-ci, partisan déterminé de l'interprétation classique de l'art. 1384, § 1 in f., critique les efforts faits en sens divers par une partie de la Doctrine et des Tribunaux pour améliorer la situation des victimes de dommages causés par les choses autres que les animaux et les bâtiments, c'est-à-dire par les « choses inanimées en général ».

Il y voit une conception plus philosophique que juridique : pour lui, c'est peut-être un devoir *moral* pour le propriétaire de la chose dommageable d'indemniser la victime, mais il n'y a là aucune obligation positive ayant sa source dans nos textes.

Cependant, M. A. Esmein, lorsqu'il aborde la question spéciale des accidents du travail, reconnaît lui aussi qu'il faut améliorer la position juridique de l'ouvrier : et précisément, il prétend y parvenir grâce à la *Responsabilité contractuelle* du patron, dérivant du contrat de travail : Responsabilité ne dérivant sans doute pas à titre principal — comme l'ont soutenu MM. Saintelette (« Responsabilité et garantie », p. 140) et Sauzet (« Rev. Crit. », 1883, p. 616 et s., n° 35 et s.), car, à la vérité, dans le contrat de travail, la question de sécurité n'est pas l'objet principal du contrat, elle n'est pas spécifiquement contenue au contrat ; mais, en disant que le louage de services est un *contrat de bonne foi*, il en découle nécessairement l'obligation pour le patron de donner à l'ouvrier une machine en bon état et d'être responsable des accidents.

Or, la Chambre Civile de la Cour de Cassation, dans

son arrêt du 16 Juin 1896, a condamné formellement cette doctrine (1) : pour la Cour Suprême, en effet, il ne peut être question ici de contrat de garantie : c'est la loi seule qui pourrait imposer une telle obligation au patron, car il est faux de supposer que tacitement celui-ci ait pu, dans le contrat de travail, adhérer spontanément à une obligation aussi lourde envers son ouvrier. Telle fut la thèse soutenue dans ses conclusions devant la Chambre Civile par M. l'avocat général Sarrut, et il n'est pas douteux que sur ce point la Cour suivit l'éminent magistrat.

Il est donc constant que la Jurisprudence française — à l'inverse de la jurisprudence belge — a rejeté le système d'une clause de garantie *supposée* dans le contrat du travail : et c'est vers un troisième système qu'elle se retourna pour trouver la solution du problème délicat qu'il lui fallait rapidement résoudre.

3° L'art. 1384, § 1, in fine, C. Civ.

En relisant attentivement cet article, on s'aperçut qu'à côté de l'interprétation classique qui, on s'en souvient, lui attribuait la simple valeur d'une disposition annonçant seulement les articles 1385 et 1386, on pou-

(1) Il n'est pas sans intérêt de noter ici que notre Jurisprudence, depuis 1911, à l'inverse de ce qu'elle décidait depuis longtemps déjà à propos de la Responsabilité du patron envers ses ouvriers, admet que la responsabilité du transporteur vis-à-vis des personnes qu'il transporte à titre onéreux est, au point de vue de la garantie, une responsabilité *contractuelle* (Civ. 21 nov. 1911, 27 janv. et 21 avril 1913, D. P. 1913, 1, 249, note Sarrut ; Req. 28 juin 1916 et Civ., 6 fév. 1917, D. P. 1917, 1, 35 ; Req. 12 avril et 25 juin 1918 ; Civ. 3 août et 2 déc. 1918 ; Req. 19 février 1919, D. P. 1919, 1, 45 ; Civ. 10 mai 1921, 28 mars, 20 juin, 25 juillet 1922, 28 février 1923, D. P. 1923, 1, 209. — V. également note Savatier, D. P. 1925, 2, 44).

vaît fort bien entendre, comme nous l'avons vu, le sens de ce texte en *valeur absolue* — c'est-à-dire lui attribuer la portée d'un principe général qui édicterait une responsabilité légale visant toutes les choses, principe dont les articles 1385 et 1386 ne seraient que des applications, à titre d'exemples, aux animaux et aux bâtimens.

Nous le répétons : à notre avis, cette version n'était certainement pas la traduction exacte des intentions des rédacteurs du Code : néanmoins, *littéralement*, elle s'accorde fort bien avec le texte de la disposition ainsi commentée, et elle eût immédiatement un gros succès en Doctrine et en Jurisprudence.

Notons tout de suite l'importance capitale qu'allait présenter l'adoption de cette interprétation nouvelle par les tribunaux :

En attribuant à l'al. 1^o in fine de l'art. 1384 la portée d'un principe général édictant une responsabilité spéciale du fait de *toutes* les choses dont on a la garde, ce n'est pas seulement l'amélioration de la situation des ouvriers, victimes d'accidents du travail — but spécial que l'on cherchait avant tout autre à atteindre — que l'on réalisait : c'était la situation de tous les individus quelconques, victimes du dommage causé par une chose quelconque, qui était en même temps améliorée et dans des conditions identiques.

Le droit de la Responsabilité franchissait ici un tournant brusque de son histoire : en effet, au cas de dommage causé par une chose, ce n'était plus l'art. 1382 qui constituait le droit commun ; l'art. 1384 ,al. 1^o in fine, c'est-à-dire la Responsabilité présumée, l'avait remplacé.

C'est dans son arrêt de principe du 16 Juin 1896 que la Chambre civile de la Cour Suprême consacra la nouvelle doctrine.

Il y avait d'ailleurs longtemps que le grand jurisconsulte belge Laurent assignait à l'art. 1384, § 1, in fine, cette large sphère d'application (« Principes de droit civil français », t. 20, n° 369), et son opinion, suivie en Belgique par M. Sainctelette (« Mémoire Français pour Mme Veuve de Sitter », 1889, p. 31) avait déjà rallié en France, avant l'arrêt ci-dessus, d'assez nombreux suffrages, soit dans la jurisprudence (Trib. Civ. de Gien, 26 Avril 1888, S. 1890, 2, 14 ; Trib. Civ. de Bourgoïn, 10 Juin 1891 et Grenoble, 10 Février 1892, S. 1893, 2, 205 ; Trib. Civ. de Bourges, 7 février 1895, D. P. 1900, 2, 289 ; Cons. d'Etat, 21 Juin 1895, D. P. 1896, 3, 65 ; Dijon, 26 Décembre 1895, Gaz. Pal. 1896, p. 157), soit dans la Doctrine (Saleilles, « Revue bourguignonne de l'Enseignement supérieur », 1894, p. 659 et s.).

Nous noterons même ici une conversion de prix, celle de M. Labbé qui, après avoir défendu avec conviction, comme nous l'avons vu, l'interprétation classique de notre article, soutint avec vigueur l'interprétation nouvelle dans une note au S. 1889-91, 4, 3, sous un arrêt rendu à la date du 28 mars 1889 par la Cour de Cassation de Belgique ; dans cet arrêt, la Cour Suprême belge décidait en substance, en conformité de notre interprétation *classique* et à l'inverse de ce qu'enseignait Laurent, que le propriétaire d'une chose inanimée, mise par lui à la disposition d'un ouvrier, n'est responsable du dommage causé par le fait de cette chose que pour autant que la personne lésée ou son ayant-droit fait contre lui la preuve nette et précise de quelque défaut de prévoyance ou de précaution.

M. Labbé, critiquant cette théorie qui avait été pourtant la sienne autrefois, énonce la doctrine nouvelle et à son sujet s'exprime en ces termes : « Nous avons émis, en 1870, une opinion contraire, mais nous revenons aujourd'hui : celui qui *profite* d'une chose doit supporter les préjudices qu'elle cause » ; et il devait écrire également ,d'autre part : « Celui qui introduit dans la société une source de risques, engage par cela même éventuellement sa Responsabilité ».

Ayant ainsi exposé les précédents de l'arrêt de principe rendu le 16 Juin 1896 par la Chambre Civile de notre Cour de Cassation, il importe maintenant que nous étudions en détail cet arrêt : après quoi, nous exposerons les grandes lignes de la théorie nouvelle qu'il venait de consacrer.

II

L'arrêt de Cass. Civ. du 16 Juin 1896 (Aff. Veuve Tiffaine, c./ Guissez, Cousin et Oriolle) : l'accueil fait à cet arrêt par la Doctrine.

Voici quelles étaient les circonstances de fait de cette affaire.

Le 4 juin 1891, la machine du remorqueur « Marie » appartenant aux sieurs Guissez et Cousin faisait explosion dans la Loire Maritime, près de Nantes. Le mécanicien nommé Tiffaine, atteint par un jet de vapeur et d'escarbilles, décéda le soir même des suites de ses blessures.

Sa veuve assigna alors les propriétaires Guissez et

Cousin devant le Tribunal Civil de la Seine en paiement de dommages-intérêts.

La demanderesse invoquait, à l'appui de son action, les conclusions du rapport de la Commission de Surveillance des bateaux à vapeur qui attribuaient l'accident à un défaut *occulte* de soudure du tube qui avait explosé.

Or, le Tribunal rejeta la demande de la Veuve Tiffaine, « ...attendu que Guissey et Cousin ne sauraient être responsables du défaut de la soudure du tuyau qui avait explosé, la Responsabilité de ce fait ne pouvant, en admettant qu'il puisse constituer une *faute* dans le sens de l'art. 1382 et s., être relevée que contre Oriolle (le constructeur de la machine)... »

Le Tribunal civil de la Seine consacrait donc à nouveau l'interprétation classique de la Responsabilité du fait des choses inanimées et ainsi n'hésitait pas à sacrifier à l'art. 1382 la veuve d'une victime particulièrement digne d'intérêt puisqu'il s'agissait d'un ouvrier frappé au *cours* de son travail.

La demanderesse ayant interjeté appel devant la Cour de Paris, cette juridiction, cédant à la poussée des idées nouvelles que nous avons exposées plus haut, accueillit favorablement la demande qui lui était soumise et appuya son arrêt sur les deux motifs que nous avons déjà signalés et critiqués, et que nous rappellerons seulement : 1° il existe une responsabilité contractuelle du patron vis-à-vis de l'ouvrier ; 2° l'art. 1386, qui crée une présomption de faute à la charge du propriétaire d'un bâtiment qui cause un dommage par sa ruine, peut et doit être étendu à des cas analogues, tels que l'explosion de la chaudière d'un remorqueur sur-

venue par suite d'un défaut de soudure — vice de construction — du tuyau qui a explosé.

C'est contre cet arrêt que les sieurs Guissey et Cousin intentèrent leur pourvoi en Cassation ; et c'est à l'occasion de cet arrêt que la Chambre civile de la Cour Suprême allait orienter d'une façon décisive, en élargissant considérablement son domaine, le droit de la Responsabilité spéciale du fait des choses inanimées, en lui assignant cette fois, dans notre Code, une base légale inattaquable littéralement, sinon historiquement.

La question que la Cour Suprême avait à trancher était celle de savoir si la Cour de Paris avait bien jugé *en droit*, en basant sa décision sur les deux motifs ci-dessus indiqués.

Nous savons déjà que M. l'avocat-général Sarrut, dans les remarquables conclusions qu'il présenta devant la Cour de Cassation à l'occasion de cette affaire, rejeta catégoriquement, pour les raisons que nous lui avons ci-dessus empruntées, les deux bases de l'arrêt attaqué ; puis, voulant creuser à fond le grave sujet qu'il avait à traiter, il porta la discussion sur un autre terrain et en vint à se demander si, pour maintenir la solution de la Cour d'Appel qui, malgré tout, paraissait équitable, on ne pourrait pas trouver — comme certains le prétendaient — dans l'al. 1 in fine de l'art. 1384, une disposition d'ordre général, édictant un principe de portée absolue aux termes duquel serait également consacrée la Responsabilité spéciale du fait de *toutes* les choses inanimées.

Sans hésiter, l'éminent magistrat répond catégoriquement à cette question par la négative : reprenant l'interprétation classique, il affirme que l'art. 1384, § 1,

in f. ne fait qu'annoncer la Responsabilité spéciale du fait des animaux et des bâtiments.

Et il invoque, à l'appui de son affirmation, le sentiment de la Cour d'Appel sur ce point : en effet, dit-il, si la Cour de Paris s'était basée sur l'art. 1384, § 1, in f., elle n'aurait pas eu à relever le « vice de construction » exigé par l'art. 1386 ; elle n'avait qu'à dire : « puisque l'art. 1384, § 1, in f. doit s'appliquer, étant donné que le propriétaire ne peut prouver ni cas fortuit, ni force majeure, il doit être condamné en vertu de la présomption de faute qui pèse sur lui... » ; or, elle ne l'a pas fait ; c'est donc qu'elle aussi écarte cette interprétation extensive de notre article, qui est nettement erronée : il n'y a, dit Sarrut, de présomption de faute qu'à propos des animaux et des bâtiments : et il concluait à la cassation de l'arrêt attaqué.

Il est incontestable — c'est l'avis de M. Saleilles (note D. P. 1897, 1, 433), et nous nous sommes déjà rangé à ses côtés — que la Chambre civile suivit l'opinion exprimée par son Avocat Général, pour rejeter les deux bases de l'arrêt d'appel ; mais elle se sépara de lui en ce qui concerne l'application de l'art. 1384, § 1, in f., et l'interprétation qu'elle allait donner à ce texte.

Rompant pour la *première fois* et d'une façon décisive avec l'interprétation classique de notre disposition, la Cour, souscrivant aux principes de justice sociale et morale qui inspiraient les idées nouvelles, dans un arrêt très bref mais catégorique, invoqua *spontanément* l'art. 1384, § 1, in f. pour proclamer le principe de la Responsabilité spéciale du fait de *toutes* les choses inanimées, sans distinction aucune, principe qui, dit-elle, crée une « *présomption de faute* » contre celui qui a la garde

d'une chose inanimée quelconque : et faisant application à l'espèce de la nouvelle doctrine qu'elle venait d'inaugurer, après avoir relevé dans les motifs de son arrêt cette circonstance que l'accident était dû à un vice occulte de construction du tuyau qui, en explosant, avait causé le dommage, la Cour Suprême rejeta le pourvoi.

Cet arrêt de principe fut accueilli dans la Doctrine par des « Mouvements divers ».

M. Saleilles (note précitée, et « Les Accidents du Travail et la Responsabilité civile ») lui donna son adhésion pleine et entière. Ayant surtout en vue l'amélioration qu'une telle jurisprudence allait apporter à la situation de l'ouvrier, il approuva que la Cour Suprême proclame ainsi le principe de la Responsabilité spéciale du fait des choses inanimées en général, en dehors de toute faute établie par l'ouvrier-victime à l'encontre de son patron : ce principe était, à son avis, d'autant plus nécessaire, en présence des accidents du travail qui devenaient de plus en plus nombreux : l'art. 1382 était trop dur : et comme d'autre part, la jurisprudence s'était prononcée contre l'idée d'une Responsabilité contractuelle jouant contre le patron, l'extension de l'art. 1384, § 1, in f., surtout en ce qu'elle aboutissait à englober dans le domaine de cet article les machines industrielles, était pour lui « logique, juste, humaine... et légale, car la formule de l'art. 1384, § 1, est très large ».

Et il terminait sa brillante note au Dalloz (D.P. 1897, 1, 433) par ces quelques mots qui valent d'être ici rapportés car, se joignant à l'autorité de l'arrêt de principe du 16 Juin 1896 qu'ils commentaient, ils allaient

contribuer pour une grande part à aiguiller pour l'avenir la Doctrine et la Jurisprudence.

« ...C'est une obligation si simple et si équitable, disait-il, que celui qui a le fonctionnement d'une entreprise doit en supporter les *risques*. C'est la pensée qui a inspiré l'art. 1384 C. Civ. : il suffit de lui donner tout le développement qu'elle comporte et c'est la mission qui appartient à la Jurisprudence. Cela rentre dans ses pouvoirs : sa fonction n'est pas de limiter la loi aux applications qu'elle avait pu avoir en vue dans la sphère limitée de l'état économique dont elle s'est inspirée, mais de lui donner toute la vitalité progressive d'un principe qui opère et qui agit : il faut que la loi, grâce à la jurisprudence, s'adapte aux progrès du temps et à l'évolution historique elle-même ».

Nous nous associons à ces quelques pensées exprimées par M. Saleilles, notamment sur le rôle que doit remplir la jurisprudence par rapport à la loi : nous critiquons seulement l'opinion qu'il défend, à propos de l'esprit qui aurait inspiré les rédacteurs de l'art. 1384 : en 1804, la notion d'une Responsabilité, dérivant du simple risque, n'était nullement à l'ordre du jour : nous avons, croyons-nous, démontré que les Rédacteurs du Code Civil ont placé à la base de *toute* Responsabilité l'idée de faute, et que, par ailleurs, dans l'art. 1384, § 1, in f., ils ont voulu seulement annoncer la Responsabilité spéciale du fait des animaux et des bâtiments.

Ce qui ne nous empêche pas d'approuver pleinement, dès maintenant, la doctrine de l'arrêt de 1896 : celle-ci, en effet, nous montre que la Jurisprudence a su — comme elle le devait — évoluer en fonction des

nécessités nouvelles de la vie sociale et économique : nous noterons seulement qu'il est heureux — pour une fois — que la Cour de Cassation ait trouvé devant elle un texte à termes aussi vagues et imprécis que ceux de l'art. 1384, § 1, in f., car c'est l'imprécision même de ces termes qui a permis d'en modifier complètement l'interprétation première, sans que l'intervention du législateur — qui est bien souvent une « chose dangereuse » ! — ait été nécessaire.

Si M. Saleilles a applaudi à l'arrêt du 16 Juin 1896, il n'en a pas été de même de M. A. Esmein ; ce qui ne nous surprend pas, puisque nous savons que l'éminent professeur était un partisan déterminé de l'interprétation classique.

Sans aller jusqu'à voir — comme l'ont fait certains (1), mais avec un esprit tout opposé — dans la doctrine de cet arrêt, un moyen inattendu de restreindre les droits et les avantages de la propriété privée, M. A. Esmein, se tenant uniquement sur le terrain doctrinal et juridique, s'élève contre la portée générale qui vient d'être donnée à l'art. 1384, § 1, in fine : pour lui, ce texte ne pourrait même viser que les animaux car, dit-il, l'expression « fait des choses » qui y figure ne peut logiquement s'appliquer qu'à une chose *vivante* : seule, une telle chose peut avoir un *fait*...

Nous ne reviendrons pas sur la discussion de cette question, elle nous paraît définitivement éclaircie ; au

(1) Voir : Joseph HITIER. — « La dernière évolution doctrinale du Socialisme, le Socialisme juridique ». Revue d'Eco, Pol., 1906.

surplus, l'arrêt de principe du 16 juin 1896 allait faire Jurisprudence (1) et il est nécessaire maintenant que nous dégagions, avec quelque détail, les grandes règles suivant lesquelles l'interprétation nouvelle, donnée par cet arrêt et la jurisprudence ultérieure à l'art. 1384, § 1, in fine, allait organiser désormais la Responsabilité spéciale du fait des choses inanimées.

III

L'interprétation nouvelle donnée, par l'arrêt de Cass. Civ. du 16 Juin 1896 et la Jurisprudence ultérieure, à l'al. 1^{er} in fine de l'art. 1384 C. Civ.

Comme cela arrive toujours lorsqu'il s'agit d'interpréter un texte de loi important dont les termes sont vagues et généraux, l'accord a été bien loin de se faire en Doctrine et en Jurisprudence sur *toutes* les solutions explicites ou implicites qui paraissaient découler du fameux arrêt de principe que nous venons d'examiner ci-dessus.

Nous commencerons donc par noter rapidement celles de ces solutions qui ont été immédiatement admi-

(1) Cf : Lyon 25 avril 1899, D. P. 1904, 2, 257 (1^{re} esp.) ; Trib. Civ. Marseille 29 juillet 1903 et Aix 1^{er} juin 1904, D. P. 1904, 2, 257 (5^e esp.) ; Grenoble 6 nov. 1906, D. P. 1909, 2, 30 ; Lyon 27 fév. 1908, D. P. 1908, 5, 46 ; Besançon 15 déc. 1909, S. 1910, 2, 174 ; Toulouse 9 février 1910, S. 1910, 2, 275, etc...

ses par tous sans discussion ; puis nous passerons ensuite à une étude plus détaillée des points principaux qui ont été les plus controversés.

A) SOLUTIONS ACQUISES.

Nous les résumons brièvement :

1°. — La victime d'un dommage causé par une chose inanimée quelconque n'a aucune preuve à faire pour obtenir des dommages-intérêts de celui qui a la garde de cette chose (si ce n'est, évidemment, la preuve du rapport de causalité existant entre le dommage par elle subi et la chose qui l'a causé).

Voilà donc l'équilibre rétabli entre les articles 1384, § 1, in f., et 1385 ; et nous ne pouvons qu'approuver cette équitable solution.

2°. — Le propriétaire d'une chose inanimée quelconque ne pourrait pas s'exempter à l'avance, par une clause « ad hoc », de la Responsabilité qu'il encourt d'après le Code à l'occasion du dommage causé à autrui par le fait de sa chose : en effet, il y a ici une « *Responsabilité légale* » qui est obligatoire pour ceux contre qui elle est édictée.

3°. — Enfin, il n'y a pas que les ouvriers, liés au patron par un contrat de travail, qui puissent invoquer la Responsabilité légale de l'art. 1384, § 1, in f., : les tiers pourront en bénéficier également — et cela, à l'occasion d'un dommage causé par une chose quelconque, et à l'encontre d'un propriétaire, ou mieux, d'un *gardien* quelconque.

B) POINTS CONTROVERSE.

Ceux-ci furent nombreux... malheureusement, nous ne pouvons les examiner tous ici : et nous limiterons notre analyse à l'étude des quatre principaux.

Premier point. — L'art. 1386 conditionne-t-il l'application de l'art. 1384, § 1, in fine ?

La Chambre Civile, dans son arrêt du 16 Juin 1896, a déclaré que l'art 1384, § 1 était applicable aux propriétaires du remorqueur, ainsi responsables *a priori* de l'explosion d'un tuyau de la chaudière : ceci posé, elle a rappelé cette constatation faite au cours de l'expertise que *l'explosion était due à un défaut occulte de soudure* dudit tuyau : après quoi, elle a rejeté le pourvoi des propriétaires, condamnés antérieurement par la Cour d'Appel.

Dans quel but la Cour Suprême a-t-elle visé, dans les motifs de son arrêt, ce *défaut occulte de soudure* du tuyau qui avait explosé ? — Telle est la question qu'il fallait résoudre et elle était importante.

En effet, le défaut de soudure n'étant autre chose qu'un « vice de construction », certains ont pensé que la Chambre Civile a voulu et entendu combiner les articles 1384, § 1, et 1386, pour limiter et conditionner l'application du premier de ces deux textes par le second : en d'autres termes, pour ces auteurs, au cas de dommage causé par une chose inanimée, la présomption de faute décrétée par la Cour de Cassation contre celui qui a la garde de cette chose n'entrerait en jeu qu'après la preuve préalablement faite par la victime du vice de construction ou du défaut d'entretien de la chose.

Cette doctrine, à notre avis très dangereuse parce

qu'elle aboutissait à amoindrir considérablement la portée très générale attribuée sagement par l'interprétation nouvelle au principe contenu dans l'art. 1384, § 1, in f., était d'ailleurs formellement condamnée :

par la logique,

par l'interprétation rationnelle des textes,

et l'a été également par la Jurisprudence.

a) *Par la logique.*

En effet, il ne serait pas rationnel de soumettre à la même réglementation la responsabilité découlant de la « *ruine d'un bâtiment* », — hypothèse bien spéciale — et celle découlant des dommages quelconques occasionnés par les choses inanimées en général : c'est qu'en effet, parmi celles-ci, il y a surtout et avant tout les choses mobilières qu'une différence capitale opposera toujours aux bâtiments, savoir : l'idée de « mouvement ». A l'inverse du bâtiment qui lui, précisément, ne peut guère occasionner de dommages aux tiers que par sa « ruine », la chose mobilière peut toujours se mouvoir, soit par ses propres moyens (comme les machines), soit sous la poussée ou l'action appropriée de l'homme : or, c'est par son mouvement propre ou son maniement qu'elle causera, la plupart du temps, des dommages : et par suite, c'est de ce mouvement et de ce maniement que l'on doit être responsable au premier chef : suivant l'idée moderne, celui qui profite des bénéfices, doit supporter les risques.

Si bien que l'on se demande ce que viendrait faire ici la preuve préalable par la victime du vice de construction ou du défaut d'entretien de la chose...? On comprend cette exigence de l'art. 1386 lorsqu'il s'agit,

comme le spécifie ce texte, du dommage causé par la « ruine » d'un « bâtiment » : car, dans cette hypothèse, il est évidemment juste que la ruine de *l'édifice* ne puisse entraîner de Responsabilité, que si elle est la conséquence de l'une de ces deux causes ; mais, lorsqu'il s'agit d'autre chose que des bâtiments, en particulier des choses mobilières, ce n'est pas seulement du dommage causé par leur « ruine » (ce qui est même une incorrection de langage) que l'on est responsable : c'est encore — et le plus souvent — de celui causé par leur mouvement même, actif ou passif, indépendamment de tout défaut d'entretien ou de tout vice inhérent à leur construction : par suite, il est évident que la preuve de l'une de ces deux circonstances serait absolument inutile et sans intérêt dans la plupart des cas.

β) *L'interprétation rationnelle des textes.*

Au surplus, il n'y a qu'à lire correctement l'article 1384, § 1, in fine, pour saisir toute la portée générale que l'interprétation nouvelle a pu lui donner : «.....on est responsable..... du fait des choses que l'on a sous sa garde ». Il n'y a de réserve formulée, dans la loi, qu'à propos du cas spécial de la ruine d'un bâtiment, visé par l'art. 1386 : a contrario, la Responsabilité est sans réserve au cas de dommage causé par toutes les choses inanimées autres que les bâtiments. C'est bien l'art.1384 § 1, qui pose le principe général : l'art. 1386 est un texte d'exception statuant dans un cas *très particulier* : on n'a pas le droit d'intervertir les rôles.

γ) *La Jurisprudence.*

Tout d'abord, si nous reprenons l'arrêt du 16 Juin 1896, nous constatons que la Chambre Civile ,après avoir

fait appel à l'art. 1384, § 1, in fine, et relevé le vice occulte de construction du tuyau qui avait explosé, n'a nullement mentionné l'art. 1386 dans ses attendus.

Nous sommes donc en droit d'en conclure, avec une quasi certitude, qu'elle ne l'a pas appliqué à l'espèce.

Peut-on en dire de même de la Chambre des Requêtes qui eût à statuer quelques mois plus tard, le 30 mars 1897, dans une affaire semblable (Aff. Veuve Grang c/. Cie Générale Transatlantique).

Rappelons rapidement les circonstances de cette dernière espèce.

Le 10 juin 1894, au cours d'une traversée du paquebot « Maréchal Bugeaud », d'Alger à Marseille, une explosion se produisit dans le foyer de la chaudière : des grilles, des charbons furent projetés dans la chaufferie, blessant grièvement deux hommes — dont le chauffeur Grange — qui succombèrent le lendemain des suites de leurs blessures.

La Veuve Grange intenta une action en Responsabilité contre la Compagnie, propriétaire du navire, devant le Tribunal de Commerce de Marseille : mais elle ne put prouver ni faute de la Compagnie ou de ses préposés, ni vice de construction, ni défaut d'entretien de la chaudière qui avait explosé.

Par jugement en date du 3 Décembre 1894, elle fut déboutée : « Attendu que la demanderesse excipe de l'art. 1384 C. Civ., qu'elle prétend en vertu de cet article n'avoir aucune preuve à faire. Attendu que l'existence d'une faute légalement imputable constitue l'une des conditions essentielles de toute action en Responsabilité — que la demanderesse doit en rapporter la preuve —

que telle est la Jurisprudence de la Cour de Cassation, dans son arrêt du 19 Juillet 1870... »

La Veuve Grange fit appel ; le 19 Juillet 1895, la Cour d'Aix confirmait la décision de première instance, par adoption des motifs.

C'est alors que la demanderesse saisit la Cour Suprême : elle alléguait la violation des art. 1382, 1383, 1384, C. Civ. — Par arrêt en date du 30 mars 1897 (S. 1897, 1, 435), la Chambre des Requêtes rejetait le pourvoi en disant que « l'arrêt attaqué avait sainement appliqué les articles ci-dessus ».

Cette décision de la Chambre des Requêtes qui intervenait à une époque où la théorie de la Responsabilité du fait des choses inanimées était en pleine évolution, est assez délicate à interpréter.

Ce qui est cependant certain, c'est que cette haute juridiction, pas plus que la Chambre Civile dans son arrêt du 16 juin 1896, n'a visé dans ses attendus l'art. 1386 : nous tirerons donc de ce silence la même conclusion que précédemment, en disant que la Chambre des Requêtes n'a pas fait application de ce texte à notre espèce : et ce n'est pas, en se basant sur cette disposition — parce qu'aucune preuve de vice de construction ou de défaut d'entretien n'aurait été rapportée — qu'elle a exonéré la Compagnie de toute responsabilité.

Mais la difficulté est de rechercher s'il y a, par ailleurs, accord entre les deux arrêts : plus précisément est-ce que les deux chambres de la Cour Suprême ont manifesté, dans ces décisions, des opinions différentes ou même contraires quant à l'application de l'art. 1384, § 1, in fine ?

Il est évident que la Chambre des Requêtes a bien

jugé en disant que l'arrêt d'appel n'avait pas violé les art. 1382 et 1383 ; en effet, sur ce terrain, la demanderesse n'avait aucun titre à indemnisation, puisqu'elle n'avait pu prouver aucune faute contre la Compagnie ou ses préposés.

Mais, en ce qui concerne l'art. 1384, § 1, qu'a voulu dire au juste la Cour de Cassation en décidant que l'arrêt attaqué l'avait « sainement appliqué » en refusant toute indemnité à la veuve de la victime ?

Nous pensons que la Chambre des Requêtes — suivant la Chambre Civile, — a bien situé, comme elle, la Responsabilité du fait des choses inanimées, en général, dans l'art. 1384, § 1, in fine.

C'était donc bien, pour elle aussi, sur le terrain de cet article dont la portée générale était ainsi une fois de plus consacrée, que la demanderesse devait porter son action : si elle ne l'a pas dit expressément, la façon dont elle s'exprime dans son arrêt le laisse entendre clairement.

Si donc la Chambre des Requêtes a estimé que, dans l'espèce, c'était bien l'art. 1384, § 1, in f., qu'il fallait invoquer contre le propriétaire, article qui — nous le rappelons — met à la charge de celui-ci la réparation des dommages causés par sa chose, si d'autre part cette haute juridiction a déchargé ledit propriétaire de toute Responsabilité, c'est tout simplement qu'elle admet à la Responsabilité édictée par notre article certaines causes d'exonération et qu'elle a relevé une de ces causes dans les circonstances de fait de notre affaire.

Or, cette cause d'exonération, elle est facile à deviner : en effet, nous nous souvenons qu'il avait été impossible d'établir une faute à la charge de la Compa-

gnie : de même, il avait été impossible d'établir l'intervention d'une *force étrangère à la machine*, comme ayant pu déterminer son explosion : par suite, tout accident ayant nécessairement une cause, il ne restait plus à la Chambre des Requêtes qu'à attribuer celle-ci à un vice caché de la machine, vice que personne, même les experts (?), n'avait pu découvrir, mais qui néanmoins avait dû inévitablement exister.

Et c'est ici *seulement* que nous notons un certain désaccord entre les deux Chambres de la Cour Suprême : alors que la Chambre Civile avait décidé, en 1896, que le vice, *même occulte*, dans la machine n'était pas une cause d'exonération de la Responsabilité édictée par l'art. 1384, § 1, la Chambre des Requêtes, au contraire, dans l'arrêt que nous étudions, décide implicitement que ce même vice constitue une circonstance exonératoire de cette Responsabilité : et, appliquant à l'espèce cette dernière doctrine, elle se prononça pour l'exonération de la Compagnie poursuivie, en disant « qu'il y avait accident *fortuit*, déjouant toute prévision et ne pouvant engager aucune Responsabilité ».

Il nous est maintenant facile d'expliquer la mention du « vice de construction révélé par l'expertise », que nous relevions dans les attendus de l'arrêt de Cass. Civ. du 16 juin 1896 ; après ce que nous venons de voir, une seule explication nous paraît s'imposer et la voici : la mention en question avait un seul but : écarter toute idée de force étrangère à la machine, comme cause possible de l'explosion ; il apparaît donc que cette force étrangère, seule, eût pu — pour la Chambre Civile — écarter la Responsabilité légale de l'art. 1384, § 1 in fine : et comme, dans son espèce, elle tenait à faire jouer cette

Responsabilité, c'est précisément pour *bien affirmer* qu'il n'y avait aucune cause d'exonération à invoquer contre sa décision qu'elle rappelait expressément le « vice de construction » qui avait causé l'explosion.

Par ce qui précède, nous voyons clairement que la jurisprudence, dès l'instant où est née l'interprétation nouvelle de l'art. 1384, § 1, *in f.*, a eu bien soin de distinguer le domaine de cette disposition de celui de l'art. 1386.

Du reste, si telle n'est pas peut-être l'opinion absolument générale, par contre tous les auteurs sont d'accord pour reconnaître qu'après les deux arrêts de Cassation que nous avons étudiés, la Jurisprudence s'est orientée très nettement dans ce sens et a toujours observé l'autonomie complète de l'art. 1384, § 1. Et, si l'on veut chercher aujourd'hui une analogie quelconque entre ce texte et une autre disposition légale du Chapitre des « Délits et quasi-délits », ce n'est certes pas à l'art. 1386 qu'il faut penser, mais bien plutôt à l'art. 1385 ; en effet, comme nous allons le voir maintenant, ces deux textes sont, à l'heure actuelle, au point de vue particulier des « causes d'exonération de Responsabilité », traités de façon à peu près semblable par notre Jurisprudence.

! *Deuxième point.* — Quelles sont les causes d'exonération de la Responsabilité édictée par l'art. 1384, § 1, *in fine* ?

Dans son arrêt du 16 Juin 1896, la Chambre Civile de la Cour de Cassation a rejeté implicitement, comme circonstance exonératoire, le vice occulte, interne à la mécanique : au contraire, la Chambre des Requêtes,

dans son arrêt du 30 mars 1897, a admis — toujours implicitement — qu'il y avait bien, dans une telle hypothèse, une cause d'exonération.

Il nous aura suffi de rappeler cette divergence de vues entre les deux Chambres de la Cour Suprême pour mettre en évidence le caractère délicat du problème que nous allons examiner.

Mais auparavant, il n'est pas inutile, croyons-nous, de rappeler rapidement quels sont, théoriquement, les divers procédés concevables, au moyen desquels un individu déclaré responsable a priori du fait dommageable d'une chose, pourrait arriver à obtenir sa décharge.

Dans un système relativement large, il pourrait être autorisé à se libérer en prouvant « *qu'il n'a pas commis de faute* » : ce serait donc bien ici l'idée de faute qui serait le fondement de la Responsabilité, conformément à la tradition aquilienne.

Dans un système plus strict, la preuve de l'absence de faute ne serait plus libératoire : pour s'exonérer de toute Responsabilité, il faudrait prouver la « force majeure » ou le « cas fortuit ».

Ici, nous ouvrons une parenthèse pour définir ces deux expressions.

Pendant longtemps, elles furent considérées comme synonymes (V. en ce sens l'arrêt de la Cour de Dijon, 26 Déc. 1895, Gaz. Pal. 1896, p. 157 : Demolombe, « Traité des Contrats », t. 1, p. 549 et t. 5, p. 588 ; Sauzet, « Rev. Crit. », 1883, p. 604).

Puis, dans les dernières années du XIX^e siècle, on chercha à les distinguer en leur attribuant des sens différents : le « cas fortuit » proprement dit fut celui qui se produit à l'intérieur de l'entreprise ou de la chose,

sans cause externe : au contraire, la « force majeure » ne se produit que sous l'effet d'une « cause étrangère » (art. 1147, C. Civ.) qui « tombe dans le cercle de l'entreprise » dit M. Exner (« De la notion de la force majeure », traduction Seligman, Paris 1892).

Or, dans le système théorique que nous envisageons, la distinction nouvelle entre le cas fortuit et la force majeure est bien observée, et, dans les deux cas, la libération de toute Responsabilité serait accordée.

Enfin, il existe encore un troisième système, plus dur que les précédents, et qui n'admettrait d'exonération de Responsabilité qu'au seul cas de force majeure, entendue au sens restreint et précis que nous venons de voir : c'est ce système auquel se ralliait M. le doyen Josserand, dans sa note au D. P. 1904, 2, 257 et dans son ouvrage intitulé « De la Responsabilité du fait des choses inanimées ».

Par ailleurs, pour être à peu près complet, il nous faut également mentionner une circonstance exonératoire d'un caractère assez spécial et dont l'effet varie, comme nous le verrons plus loin, suivant les auteurs et les Tribunaux : c'est la faute de la victime.

Ces quelques données étant exposées, quel est le système auquel s'est ralliée la Jurisprudence ?

Pendant longtemps celle-ci fut flottante et devant l'indécision de la Cour Suprême elle-même (Civ. 16 Juin 1896, Req. 30 mars 1897), l'on trouve des décisions se prononçant un peu dans tous les sens.

Certaines juridictions, particulièrement sévères, décidaient que la Responsabilité établie par l'art. 1384, § 1, in f., devait céder seulement devant la force ma-

jeure ou la faute de la victime (Trib. Civ. Seine, 23 janv. 1903, D. P. 1904, 2, 257, 4^e espèce).

D'autres, employant une formule différente, admettaient comme causes d'exonération : le cas fortuit, la force majeure et la faute de la victime (C. de Lyon, 25 Avril 1899, D. P. 1904, 2, 257, 1^{re} espèce ; C. de Grenoble, 6 nov. 1906, D. P. 1909, 2, 30 ; C. de Besançon, 15 Déc. 1909, S. 1910, 2, 174 ; C. de Toulouse, 9 février 1910, S. 1910, 2, 275).

D'autres encore n'admettaient que le cas fortuit et la force majeure (Aix, 1^{er} juin 1904, D. P. 1904, 2, 257, 5^e esp. ; Trib. Civ. Clermont-Ferrand, 4 mars 1902, sous Riom, 25 mars 1903, D. P. 1904, 2, 257, 2^e esp.)

Devant cette incertitude des Cours d'Appel et des Tribunaux, il était nécessaire que la Cour de Cassation prit nettement et expressément parti ; et c'est ce qu'elle allait faire bientôt.

Dans un arrêt en date du 3 Juin 1904 (explosion d'une canalisation de gaz), et dans un autre en date du 25 mars 1908 (incendie causé par une batteuse), la Chambre des Requêtes affirma que la Responsabilité de l'art. 1384, § 1, ne pouvait être écartée que par la preuve d'un cas fortuit, de force majeure, ou de toute autre cause étrangère.

Quelques années plus tard — le 29 avril 1913, D. P. 1913, 1, 427 — la même Chambre (à l'occasion de la rupture d'une chaîne d'une grue), revenant en quelque sorte en arrière, admit que le propriétaire s'exonère en prouvant seulement qu'il n'a pas commis de faute.

Mais, le 19 janvier 1914 (S. et P. 1914, 1, 128), à propos de l'explosion d'un siphon d'eau de Seltz, elle reprenait sensiblement sa formule antérieure, n'admet-

tant plus comme causes d'exonération que le cas fortuit, la force majeure et la faute de la victime.

C'est à peu près cette même formule qui fut adoptée par la Chambre civile dans l'arrêt du 21 janvier 1919 (S. 1922, 1, 265), concernant l'explosion d'une locomotive : cette haute juridiction y déclarait, en effet, à propos de celui qui a sous sa garde la chose inanimée qui a causé le dommage, que la Responsabilité de l'art. 1384, § 1 ne pouvait céder que devant « la preuve d'un cas fortuit ou de force majeure, ou d'une cause étrangère qui ne lui soit pas imputable ».

Et la Chambre civile ajoutait : « ...il ne suffit pas au gardien de la chose de prouver qu'il n'a commis aucune faute, ni que la cause du dommage est restée inconnue ».

C'est à cette formule qui devint définitive, que désormais les deux Chambres de la Cour de Cassation devaient se maintenir toujours : et dans tous les arrêts qu'elles rendirent par la suite, c'est invariablement dans ces mêmes termes qu'elles appliquèrent la Responsabilité légale de l'art. 1384, § 1 (Civ. 16 novembre 1920, D. P. 1920, 1, 169 ; Civ. 15 mars 1921, D. P. 1922, , 25 ; Civ. 29 juillet 1924, D. P. 1925, 1, 5 ; Civ. 21 février 1927, D. P. 1927, 1, 97 ; Req. 12 janvier 1927, D. P. 1927, 1, 145 ; Civ. 26 octobre 1927, D. H. 1927, 557 ; Req. 16 juillet 1928, D. P. 1929, 1, 33 ; Civ. 27 février 1929, D. H. 1929, 201 ; Civ. 12 mars 1929, D. H. 1929, 234 ; Req. 16 avril 1929, D. H. 29, 284).

Que faut-il penser de la valeur de cette formule ? La réponse dépend du sens que la Jurisprudence donne à l'expression « cas fortuit » et *surtout* du fondement qu'elle attribue à la Responsabilité spéciale du fait des

choses inanimées qu'édicte l'art. 1384, § 1, in fine — nouvelle interprétation.

Troisième point. — Quel est le fondement de la Responsabilité édictée par l'art. 1384, § 1, in fine ?

Depuis longtemps, la Jurisprudence est très catégorique sur ce point. Ayant adhéré à l'interprétation nouvelle de l'article ci-dessus, elle n'a pas voulu cependant rompre entièrement avec la théorie classique de la Responsabilité : pour elle, c'est bien toujours la *faute* qui, seule, peut rendre l'individu responsable et comme elle n'a jamais cessé de le répéter dans une longue (1) et imposante suite d'arrêts et de jugements, le seul effet de l'art. 1384, § 1, in fine, serait de renverser la charge de la preuve : autrement dit, ce n'est plus à la victime de rapporter la preuve de la faute de celui qui a sous sa garde la chose inanimée qui lui a causé le dommage : le gardien est « présumé en faute » par la loi.

Nous estimons que cette doctrine de la jurisprudence n'a pu présenter qu'un seul intérêt : celui de ménager une transition assez douce entre le principe classique de la Responsabilité basée sur la faute prouvée par la victime et la notion moderne de la Responsabilité objective du fait des choses, sans idée de faute, qui est la traduction nécessaire de l'interprétation nouvelle donnée à l'art. 1384, § 1, in fine.

Au surplus, on peut reprocher à la Jurisprudence d'être illogique avec le principe de base qu'elle proclame, précisément à propos des causes d'exonération

(1) Voir, à titre d'exemples, les arrêts de Cassation ci-dessus rapportés.

qu'elle prétend accueillir pour paralyser le jeu de cette supposée « présomption de faute ».

En effet, si l'on admet ce fondement de la faute présumée pour asseoir la Responsabilité légale édictée par notre texte, faut-il exonérer le gardien au cas de preuve d'un « cas fortuit » (au sens étroit indiqué plus haut) comme la Jurisprudence semble vouloir le faire ? (1)

Nous ne le croyons pas : car l'art. 1384, § 1, in fine met formellement à la charge du gardien la Responsabilité des accidents causés « par le fait des choses » qu'il a sous sa garde : or, l'accident fortuit est bien causé par le fait de la chose.

Nous remarquerons même que l'accident fortuit n'est pas nécessairement exempt de toute négligence de la part du gardien...

Bien plus : la Jurisprudence admet que la Responsabilité demeure à l'encontre de ce gardien, même quand il prouve n'avoir pas commis de faute ; alors, comment

(1) Nous ferons d'ailleurs observer que la distinction théorique faite par la Doctrine entre les éléments qui, d'après elle, caractériseraient différemment le cas fortuit et la Force majeure, est en général repoussée par la Jurisprudence.

Celle-ci, simplifiant un peu trop, à notre avis, l'analyse, ne se préoccupe que d'une question de principe d'ordre tout à fait général, celle de savoir si en fait, dans l'évènement qui s'est produit, *aucune activité propre du débiteur n'est intervenue* ; et s'il en est ainsi, elle exonère le débiteur de toute responsabilité, en invoquant indifféremment le « cas fortuit » ou le « cas de force majeure » qui, pour elle, sont des étiquettes de formes différentes mais de valeur égale. (V. Paris, 13 novembre 1903, D.P. 1904, 2, 73, arrêt d'autant plus digne de remarque, qu'il s'applique à un jugement du Tribunal de Commerce de la Seine du 1^{er} mai 1902 qui distinguait les deux expressions en question).

admettre l'exonération pour le cas fortuit, puisque celui-ci laisse intacte l'hypothèse d'une faute ?...

Enfin, pour en revenir au cas où le gardien prouve n'avoir pas commis de faute, comment la Jurisprudence qui base la Responsabilité sur une simple présomption de faute peut-elle admettre que cette Responsabilité doit demeurer dans une telle hypothèse ? Il semblerait logique que, son fondement étant écarté, la Responsabilité disparaisse.

Nous voyons donc qu'il y a désaccord, dans la Jurisprudence, entre d'une part, le fondement qu'elle donne à la Responsabilité de l'art. 1384, § 1, in fine et, d'autre part, les conséquences logiques qu'elle devrait en tirer quant aux causes d'exonération qu'il lui faudrait rationnellement admettre et la formule qu'elle a adoptée en réalité.

Ce désaccord s'explique en partie par cette raison que les Tribunaux ont donné, sans trop s'en douter peut-être, un caractère à peu près irréfragable à la présomption de faute qu'ils ont cru pouvoir lire dans notre article.

De là, ces solutions boîteuses et incohérentes qui eussent été évitées si la jurisprudence n'avait pas manifesté un si grand attachement pour la vieille théorie Romaine de la faute aquilienne : car, en réalité, établir une présomption absolue de faute, c'est créer ou reconnaître une « obligation » pure et simple, de même que poser une présomption irréfragable d'interposition de personne, c'est créer une « nullité » : encore une fois, l'artifice de la présomption de faute n'est, à nos yeux, qu'un hommage de la Jurisprudence à la Doctrine classique : et tel n'était certainement pas le fondement que

l'interprétation nouvelle de l'art. 1384, § 1, in fine devait donner à cette disposition.

Nous ne nous attarderons pas non plus à réfuter une théorie objectiviste à l'excès qui eût autrefois sa vogue, courte d'ailleurs, et qui prétendait baser la Responsabilité de l'article ci-dessus sur le fait même de la propriété : la Responsabilité spéciale du fait des choses inanimées aurait été une conséquence de la Propriété, dont elle aurait, en quelque sorte, constitué un chapitre additionnel... (Trib. de l'Empire d'Allemagne, 11 déc. 1885, S. 1887, 4, 18). Ce système, pour lequel M. Saleilles marqua peut-être quelque sympathie, fut bientôt abandonné de tous (V. Planiol, notes D. P. 1906, 1, 457 ; D. P. 1907, 2, 17 ; D. P. 1909, 1, 73) ; au reste, il était en contradiction avec le texte même de l'art. 1384, § 1, qui applique à dessein la Responsabilité qu'il édicte au « *gardien* » de la chose et non pas nécessairement au propriétaire.

Et nous en arrivons maintenant à exposer quel doit être, à notre avis, le véritable fondement qu'il faut attribuer à l'art. 1384, § 1, in fine, dans l'interprétation nouvelle que nous avons déjà reconnu socialement équitable de lui donner.

Disons-le tout de suite : ce fondement n'est autre que l'idée de « *risque créé* », idée qui se traduit par cette formule particulièrement juste et bienfaisante que celui qui tire profit d'une chose doit en subir les risques sans qu'il y ait lieu de rechercher s'il a commis ou non une faute : « *ubi emolumentum sit, ibi onus esse debet* » ; et c'est bien sur cette idée qu'il nous paraît équitable de fonder la Responsabilité du fait des choses inanimées

que l'interprétation nouvelle tire de l'art. 1384, § 1, in fine.

Car, puisqu'on fait tant que d'abandonner les idées qui animaient les rédacteurs de notre Code quand ils composèrent cet article, pour se retrancher derrière la seule expression littérale de cette disposition afin de justifier par elle seule l'orientation nouvelle qu'il est humainement souhaitable de donner à la Responsabilité du fait des choses inanimées, eu égard aux circonstances économiques actuelles, nous estimons qu'il faut aller jusqu'au bout dans les conséquences qu'il convient de tirer du principe nouveau : celui-ci proclame la Responsabilité objective du gardien — c'est-à-dire, indépendante de toute idée de faute — pour le fait dommageable des choses qu'il a sous sa garde : cette Responsabilité découle donc, désormais, de la *garde*, de la *direction*, et surtout du *profit* : lorsqu'un individu introduit dans la Société une chose, il crée un risque dont il doit répondre objectivement.

Cette doctrine fit une courte apparition dans la Jurisprudence, d'abord dans un arrêt de la Cour de Chambéry, du 12 juillet 1905 (D. P. 1905, 2, 247), puis dans un arrêt de la Cour de Lyon du 18 janvier 1907 (D. P. 1909, 2, 245) : mais, ces décisions isolées n'eurent pas d'écho, et pendant longtemps encore, les Tribunaux de vaines rester expressément attachés à l'idée de la présomption de faute.

On a fait à cette théorie que nous soutenons une objection — entre beaucoup d'autres — ; on a dit notamment qu'elle « entravait l'action et portait atteinte aux initiatives ».

A cela, M. Josserand a fort bien répondu que la

notion du risque créé, loin d'être ce que l'on en disait glorifiait au contraire l'action dont elle met en valeur toute la haute signification sociale en rattachant d'un lien indissoluble l'effet à la cause.

Voilà déjà un argument de haute moralité : mais il nous semble qu'il y en a un autre, qui lui est de simple et bonne justice, et que nous avons déjà présenté plus haut.

C'est qu'entre la victime — absolument étrangère à la chose qui lui a causé un dommage — et le gardien de cette chose qui, lui, au contraire, en tire presque toujours un profit et qui, même si cette chose ne présente aucun avantage pour lui, en a assumé, semble-t-il, la Responsabilité par le seul fait qu'il en prenait la garde, il est incontestable que, dans le cas où aucune faute ne peut être relevée à la charge de l'un ni de l'autre, c'est certainement la victime qui mérite le plus d'intérêt et qui, par suite, a droit à dédommagement.

Et pour arriver à ce résultat, point n'est besoin d'invoquer une présomption de faute contre le gardien, présomption qui — nous l'avons vu — ne signifie rien, même dans la Jurisprudence qui la proclame puisque celle-ci n'en admet pas la preuve contraire, se mettant ainsi en opposition d'une part, avec le système appliqué en matière de contrats où le débiteur, présumé en faute, est toujours admis à s'exonérer en prouvant qu'il s'est conduit comme il devait le faire, et d'autre part, avec l'interprétation traditionnelle de l'art. 1352 C. Civ. qui attribue à ce texte la valeur d'une disposition d'exception et limitative. C'est donc bien plutôt l'idée du « risque créé », avec la Responsabilité objective qui en découle, qui est au fond de tous les esprits et sur laquelle

doit s'appuyer l'interprétation nouvelle donnée à l'art. 1384, § 1, in fine : ce qui le prouve clairement, c'est la solution donnée aujourd'hui par la majorité des Tribunaux eux-mêmes à une difficulté particulière, celle de l'indemnisation par un automobiliste de la personne qu'il transportait gratuitement dans sa voiture et à qui il a fait arriver un accident : après quelques hésitations de la part de certaines Cours d'Appel qui s'étaient prononcées pour l'application de l'art. 1384, § 1, au conducteur bénévole (Orléans, 23 février 1927, D. H. 27, 295, Aix (3^e chambre), 11 mars 1927, D. H. 27, 294 ; Besançon, 11 avril 1927, D. H. 27, 438), la Jurisprudence s'est formée en sens contraire et décide maintenant, très justement, que le transporteur bénévole n'est responsable vis-à-vis du transporté que dans les limites des art. 1382 et 1383 (C. d'Etat, 23 juillet 1926, D. P. 1926, 3, 60 ; Civ. 27 mars 1928 D. P. 1928, 1, 145, note Ripert ; Req. 9 juin 1928, D. P. 28, 1, 153, note Savatier ; Civ. 11 juin 1928, D. H. 28, 414). Voilà qui démontre d'une façon positive que la Jurisprudence elle-même, bien qu'elle continue à nous parler de présomption de faute, a cependant le vague sentiment que c'est en réalité l'idée du risque qui fonde la responsabilité de l'art. 1384, § 1, in fine ; en effet, c'est seulement en se référant à un tel fondement que l'on peut expliquer et approuver les quelques arrêts qui précèdent : responsable à raison du risque qu'il crée avec sa voiture, le transporteur bénévole ne peut être tenu de ce chef vis-à-vis du transporté qui, volontairement, a participé à l'usage de la voiture et en a ainsi partagé les risques, en même temps qu'il en partageait les profits ; à l'inverse, si l'art. 1384, § 1, in fine avait rendu le transporteur, gardien de son véhicule, respon-

sable vis-à-vis des tiers en vertu d'une véritable présomption de faute, il est clair que cette circonstance que le tiers lésé par l'accident était transporté gratuitement n'aurait pu en aucune façon abattre la présomption en question, ou mieux, faire écarter l'application de l'art. 1384, § 1.

Mais, nous dirons plus : et, revenant à l'objection rapportée plus haut, nous la renverserons et ferons observer que toute Responsabilité peut être considérée, si l'on veut, comme une entrave aux initiatives !... et la mission du législateur est précisément d'édicter la Responsabilité dans le sens convenable pour assurer l'équilibre de la Société et la sécurité des individus : or, dans l'interprétation classique de l'art. 1384 § 1, c'étaient *tous* les individus, peut-on dire, victimes futures, peut-être, d'une chose inanimée quelconque qui pouvaient être paralysés dans leur activité, de crainte de ne pouvoir obtenir de juste dédommagement pour le cas très probable et toujours à redouter où, victimes d'une chose, ils ne pourraient prouver la faute de son gardien.

Dans l'interprétation nouvelle, au contraire, c'est évidemment ce même gardien qui pourra redouter la Responsabilité qui pèse sur lui : mais cette crainte, cette fois, sera des plus salutaires et constituera la plus sûre garantie de sécurité pour tous, car elle engagera ce « créateur de risque » à diminuer celui-ci dans toute la mesure possible.

La notion de « risque créé » est donc des plus bienfaisantes : et plusieurs lois récentes en ont fait l'application à des situations spéciales : aux dommages causés par l'exécution des travaux publics (Jurisprudence administrative et loi du 29 Décembre 1892 sur l'occupation

temporaire, qui consacrent nettement la notion du « risque administratif » ; V. Hauriou, *Traité de Droit Adm.*, 3^e édit., p. 174 et s.) ; à certaines erreurs commises dans l'Administration de la Justice (loi du 8 juin 1895, qui met à la charge de l'Etat le « risque judiciaire » par lui créé) ; aux accidents survenus aux ouvriers (loi du 9 avril 1898, consacrant le « risque professionnel ») ; aux dommages causés par les élèves des Etablissements publics d'enseignement (loi du 20 juillet 1899 qui consacre la notion du « risque universitaire », créé, et en conséquence, supporté par l'Etat) ; à la navigation aérienne (loi du 31 mai 1924, art. 53) etc...

La même notion a fait également de rapides progrès à l'étranger, particulièrement en Italie (Coviello, « La Responsabilita senza colpa » dans la « *Rivista Italiana delle Scienze Giuridiche* », 1897, 1, 188 ; Giacomo Venezian, dans « *l'Archivio Giuridico* », 1898, p. 135) ; et l'article précité de Giacomo Venezian montre clairement la place importante faite à l'idée de risque dans la Jurisprudence italienne.

Enfin, nous rappellerons qu'en Allemagne, la notion du risque était connue et appliquée depuis longtemps.

Si tel est le fondement véritable que l'on doit, d'après nous, attribuer à l'interprétation nouvelle de l'art. 1384, § 1, in fine, il est simple d'en déduire quelles devraient être les seules causes d'exonération à admettre pour écarter la Responsabilité édictée par ce texte.

Celui-ci, nous nous en souvenons, déclare que « l'on est responsable... du dommage... causé par le *fait* des choses que l'on a sous sa garde ».

Dès lors, dans tous les cas où le dommage aura été

causé par le *fait* de la chose, c'est-à-dire directement par la chose, le gardien devrait être responsable, sans qu'on ait à rechercher s'il a commis une faute.

Par conséquent, nous ne l'exonérerons pas s'il prouve seulement n'avoir pas commis de faute, s'il est reconnu que l'accident est dû à un cas fortuit, ou si sa cause est inconnue.

Dans ces hypothèses, en effet, l'accident a bien été causé matériellement par la chose ou mieux, le gardien n'a pas pu prouver que ce n'est pas par le fait de la chose que l'accident s'est produit ; *objectivement* responsable, il sera tenu de réparer le dommage.

Nous n'admettons donc que deux causes d'exonération ; la faute de la victime et la force majeure (1).

C'est en effet dans ces deux cas seulement que l'on peut à la rigueur considérer comme établi que l'accident n'a pas été, en réalité, causé par la chose elle-même.

Au cas de force majeure, c'est une *force étrangère* à la chose, et irrésistible, qui a été la véritable cause de l'accident .

Au cas de faute de la victime, on peut soutenir qu'il n'y a pas eu, à proprement parler, fait de la chose, mais bien plutôt *fait de la victime*. Et, à ce propos, nous nous permettons de critiquer la décision rendue par la Chambre des Requêtes de la Cour Suprême, dans son Arrêt du 25 Novembre 1924 (D. P. 1925, 1, 12). Dans l'espèce que nous signalons, la faute de la victime était nettement établie ,comme ayant été la cause détermi-

(1) Nous rappelons que la loi du 31 mai 1924 (art. 53) relative à la navigation aérienne ne reconnaît qu'une seule cause d'exonération à la Responsabilité de l'aviateur : la faute de la victime.

nante de l'accident : il aurait donc paru logique et équitable que, par application des principes qui précèdent, le gardien de la chose dommageable (contre qui aucune faute n'avait pu être établie) ait été *totale*ment déchargé de toute Responsabilité au regard de l'article 1384, § 1, in fine : au surplus, c'est bien dans ce sens que sa propre jurisprudence antérieure aurait dû amener la Cour de Cassation à se prononcer (V. Cass. Civ. 21 janvier 1919, S. 1922, 1, 265 et la note ; 16 nov. 1920, note de M. Hugueney, et 15 mars 1921, S. 1922, 1, 97 et 100 ; Cass. Req. 31 juillet 1922, S. 1923, 1, 83 ; Cass. Civ., 29 juillet 1924, S. 1924, 1, 321, note de M. P. Esmein ; V. également C. d'Etat, 22 décembre 1924 — Rapp. sur l'art. 1385, Cass. Civ. 25 juin 1914, S. 1916, 1, 150 et les arrêts cités en note).

Malheureusement, c'est tout différemment que cette question fut, cette fois, tranchée par la Cour : en effet, celle-ci décida en substance que la faute de la victime *ne faisait pas disparaître entièrement* la Responsabilité du gardien de la chose dommageable, et elle ne tint compte de cette faute que pour atténuer, dans une mesure tout à fait arbitraire, le quantum des dommages et intérêts qu'elle crut néanmoins devoir allouer à la victime.

Nous ralliant à la majorité de la Doctrine, nous ne pouvons admettre un tel système et cela, pour les raisons que voici :

De deux choses l'une : où l'on base, comme la Jurisprudence prétend expressément le faire, la Responsabilité de l'art. 1384, § 1, in fine sur l'idée de « faute présumée », ou bien l'on base cette même Responsabilité

comme nous le faisons nous-même, sur l'idée de « Risque ».

Or : dans le premier cas, on ne peut avoir la prétention de maintenir la simple présomption de faute que l'on fait peser sur le gardien, en face de la *faute prouvée* de la victime : cette présomption de faute, contre laquelle la preuve contraire doit être d'ailleurs de droit, n'est en effet qu'un artifice bien évident, permettant de désigner d'office un responsable qui, pour le cas où aucune faute ne peut être prouvée de part et d'autre, réparera un dommage à propos duquel, en réalité, il n'aura bien souvent aucune faute à se reprocher. Par suite, lorsque l'accident se trouve expliqué par la faute prouvée de la victime, pourquoi donc vouloir chercher plus loin, et aller même au devant de l'injustice en s'efforçant de doser une certaine part de Responsabilité à l'encontre du gardien contre qui, par hypothèse, aucune faute n'est prouvée ! Malgré l'assentiment donné à ce système par M. G. Ripert (notes D. P. 1925, 1, 12 — D. P. 1927, 1, 97), nous ne pouvons y adhérer, et maintenons que, pour nous, il est impossible que la faute de la victime, une fois établie, ne suffise pas à faire disparaître complètement la présomption de faute que la Jurisprudence applique au gardien, avec la Responsabilité qui en découle. (V. en ce sens : note F. Hubert, S. 1926, 1, 297 — Capitant, D. H. 1927, 49).

Dans le second cas — si l'on base la Responsabilité de l'art. 1384, § 1, in fine sur le Risque — il nous suffira de rappeler ce que nous disions plus haut pour conclure, ici encore, à l'irresponsabilité totale du gardien : en effet, lorsqu'il y a eu faute de la victime, c'est par le fait

de cette dernière et non pas en réalité par le fait de la chose que l'accident s'est produit : or, pour qu'il y ait lieu à notre Responsabilité basée sur le risque, encore faut-il que le dommage se rattache à la création de ce risque, au fait du gardien et non point à celui de la victime. Lorsque celle-ci a commis une faute, c'est elle qui est allée *au devant* du dommage : et il est juste de soutenir qu'une responsabilité basée sur le risque trouve équitablement sa limite dans la faute d'autrui.

Il nous paraît ainsi démontré que la faute de la victime, une fois prouvée, le gardien de la chose dommageable doit être libéré de toute Responsabilité *a priori* (faute présumée ou Risque) (1). D'ailleurs, cette proposition n'interdit nullement à la victime de chercher à prouver à son tour une faute à la charge du gardien : mais alors, on retombera dans le droit commun, et c'est l'art. 1382 — et non plus l'art. 1384, § 1, in fine — que la victime devra, le cas échéant, invoquer contre son adversaire.

Nous pouvons donc clôturer cette discussion en affirmant qu'à notre avis, pour qu'il puisse y avoir Responsabilité de l'art. 1384, § 1, in fine, même au cas où la victime aurait commis une faute, il faudrait nécessairement un texte légal spécial, prévoyant cette hypothèse ; et c'est d'ailleurs ce qui existe pour les accidents du travail, depuis la loi du 9 avril 1898 : le législateur a estimé fort justement que les ouvriers, victimes particulièrement exposées, devaient être mis à l'abri des

(1) C'est dans ce sens, croyons-nous, que la Cour Suprême, revenue semble-t-il de son erreur, a entendu se prononcer dans son arrêt du 12 janvier 1927 (D. P. 1927, 1, 145, note de M. Savatier).

imprudences souvent irréfléchies mais parfaitement explicables que l'habitude de leur métier leur fait journellement commettre. Toutefois — et précisément dans le but de maintenir un juste équilibre — la loi ne leur alloue qu'une indemnité *forfaitaire*.

En résumé, nous pensons que celui qui a la garde d'une chose inanimée ne peut s'exonérer de la Responsabilité qui, de ce fait, pèse sur lui vis-à-vis des tiers, qu'en prouvant que le dommage causé par sa chose a une « *cause étrangère* » à celle-ci : par cette courte formule, nous englobons : la force majeure et la faute de la victime qui nous paraissent être les seules causes d'exonération que peut admettre à *la rigueur* la Responsabilité objective du gardien, basée sur le risque que celui-ci a créé.

C'est donc le *fait de la chose* qui engage la Responsabilité de son gardien ; et c'est précisément cette proposition qui va nous permettre de déterminer exactement et rapidement quel est le critère qui doit servir à délimiter les domaines respectifs des art. 1382 et 1384, § 1, qui constituent, si l'on peut dire, les deux pôles de la Responsabilité, le premier étant basé sur la faute, le second sur le risque.

Quatrième point. — Suivant quel critérium délimiter le domaine d'application de la Responsabilité de l'art. 1384, § 1, in fine ?

Lorsque certains auteurs modernes eurent lancé leur interprétation nouvelle de l'art. 1384, § 1, in fine, et après que celle-ci eut été adoptée par la Jurisprudence dominante, il fut de toute nécessité de déterminer au plus tôt la ligne de départ entre les sphères d'applica-

tion des art. 1382 et 1384, § 1. Ce dernier article, dont l'interprétation récente constituait une exception remarquable à la doctrine traditionnelle de la Responsabilité, fut regardé non sans quelque méfiance par d'éminents représentants de la Doctrine : les principes de Responsabilité objective qu'il consacrait désormais, quant à la Responsabilité spéciale du fait des choses inanimées, parurent d'autant plus dangereux que M. Saleilles, partisan déterminé de la doctrine nouvelle, avait même proposé de transporter dans le domaine de la Responsabilité du fait personnel de l'individu (art. 1382 C. Civ.) les idées de Responsabilité objective qui venaient d'être reçues à propos de la réparation des dommages causés par le fait des choses inanimées.

Aussi, pour permettre à nos deux articles de vivre côte à côte, sans se « dévorer » — suivant la forte expression de M. Savatier — la Doctrine et la Jurisprudence (Req. 22 mars 1911, D. P. 1911, 1, 355) les cantonnèrent chacun dans un domaine distinct : l'art. 1382 — régime de la faute prouvée — continua à sanctionner *le fait de l'homme* et l'art. 1384, § 1, in fine — régime de la Présomption de faute, pour la Jurisprudence ; de la Responsabilité légale dérivant du risque créé, pour nous — se vit attribuer la sanction des dommages causés par le *fait des choses*.

Tel fut le critère parfaitement logique qui, pendant de nombreuses années, fut fidèlement observé par la Jurisprudence et la Doctrine.

Mais, nous apercevons tout de suite que son application était des plus délicates : et c'est ici que les divergences de vues n'allaient pas tarder à se faire jour ; c'est qu'en effet, dans de nombreux cas où un dommage

est subi par un individu, il y a, à la fois, fait de l'homme et fait de la chose : bien plus, certains auteurs prétendirent même que sous le fait de la chose, le fait de l'homme apparaît presque toujours, plus ou moins lointain : si bien que, dans de telles hypothèses, quel article fallait-il appliquer ? Le développement de l'automobile vint rendre la question encore plus embarrassante, mais aussi la solution encore plus urgente... En bonne logique, disait-on, on ne pouvait pas sacrifier arbitrairement l'art. 1382 à l'art. 1384, pas plus que le second au premier... il n'y avait, semblait-il, qu'une solution pour mettre tout le monde d'accord : c'était de changer le critérium et d'en choisir un d'application plus facile... C'est ce que l'on fit bientôt comme nous n'allons pas tarder à le voir.

Nous avons ainsi exposé les grandes lignes de la Responsabilité spéciale du fait des choses inanimées, en général, telle que cette Responsabilité, qui naquit en Jurisprudence de l'arrêt de principe du 16 juin 1896, fut façonnée, modifiée, et perfectionnée dans ses détails par les Tribunaux sous l'impulsion de la Doctrine.

Mais, nous avons déjà signalé que si l'interprétation nouvelle donnée à l'art. 1384, § 1, in fine avait rencontré un peu partout un franc succès, elle n'en avait pas moins suscité par ailleurs de vives oppositions : celles-ci eurent pour principal objectif de restreindre autant que possible le domaine si vaste que la doctrine nouvelle concédait à cet article ; et c'est par des moyens divers que l'on vit la Loi, une certaine Jurisprudence et certains auteurs enlever d'une main à l'art. 1384, § 1, in fine, ce qu'ils lui avaient donné de l'autre.

Paragraphe III

L'intervention de la loi et les tentatives de la Jurisprudence et de certains auteurs pour restreindre, sur des points divers, le domaine reconnu à l'art. 1384, § 1, in fine, par l'interprétation nouvelle : l'apparition officielle, dans la Doctrine, de la notion de « *Chose dangereuse*. »

I) LA LOI.

A la date du 16 Novembre 1920, la Chambre Civile de la Cour de Cassation rendait un important arrêt (DP. 1920, 1, 169) ayant trait précisément à notre matière de la Responsabilité du fait des choses inanimées.

Voici, en résumé, quelles étaient les circonstances de cette affaire.

Des fûts de résine (ou brai) étaient entreposés dans une gare : un incendie se déclare dans cette gare, et gagne les fûts de résine qui s'enflamment : la résine enflammée se répand alors sur la voie publique et cause des dommages à des propriétés voisines.

En présence de cette situation, la Chambre Civile appliqua l'art. 1384, § 1, in f. c'est-à-dire, le principe de la Responsabilité objective : c'était la Compagnie de Chemins de fer qui avait la garde des fûts de résine : c'est la résine enflammée qui avait, par son fait, causé le dommage aux tiers : c'était donc la Compagnie qui était Responsable en vertu de l'art. 1384, § 1. Et pour écarter d'avance toute critique, la Chambre Civile expli-

qua sa décision en disant très justement dans son arrêt « qu'il n'est pas nécessaire que la chose ait un vice inhérent à sa nature susceptible de causer le dommage, l'art. 1384, § 1, in f. rattachant la Responsabilité à la garde de la chose, non à la chose elle-même ». — En décidant ainsi, la Cour de Cassation faisait l'application normale de l'art. 1384, § 1 : le risque, en effet, découle bien de la garde qui implique elle-même le profit : et il fait bien jouer la Responsabilité qui a en lui son fondement, non seulement lorsque la chose qui a causé le dommage a un vice inhérent à sa nature, mais aussi dans le cas contraire, lorsqu'elle n'a été qu'un simple « agent de transmission ».

Et tel était bien le cas, dans notre espèce : c'était bien la résine qui, bien qu'elle ne soit pas susceptible de s'enflammer spontanément par suite d'un vice inhérent à sa nature, avait endommagé les propriétés voisines en leur communiquant l'incendie par son contact.

On mena grand bruit autour de cet arrêt et d'une décision analogue qui le suivit de peu (Civ. 15 Mars 1921, D. P., 22, 1, 25 ; en particulier, les assureurs s'émurent, car leur responsabilité se trouvait considérablement engagée, d'autant que la preuve « du cas fortuit, de la force majeure ou de la cause étrangère qui ne soit pas imputable au gardien », circonstances exonératoires qui avaient été une fois de plus reconnues expressément par la Cour dans son arrêt, est la plupart du temps impossible à rapporter. — Enfin, de son côté, le grand public était touché, car il était à prévoir que les primes d'assurances contre l'incendie, qui sont les plus communément répandues, seraient majorées dans une forte proportion.

Aussi, les Compagnies d'Assurance — qui ont toujours été des organismes puissants — s'adressèrent-elles au Parlement pour conjurer le mauvais sort et les Chambres, dociles, votèrent la loi du 7 novembre 1922 qui fut insérée dans l'art. 1384, § 1, C. Civ. et qui est ainsi conçue : « Toutefois, celui qui détient à un titre quelconque tout ou partie de l'immeuble ou des biens mobiliers dans lesquels un incendie a pris naissance, ne sera responsable vis-à-vis des tiers, des dommages causés par cet incendie, que s'il est prouvé qu'il doit être attribué à sa faute ou à la faute des personnes dont il est responsable.

Cette disposition ne s'applique pas aux rapports entre propriétaires et locataires qui demeurent régis par les articles 1733 et 1734 du Code Civil ».

Les Compagnies d'Assurance contre l'incendie obtenaient donc entière satisfaction : car, par une faveur toute spéciale, la loi venait de replacer dans le domaine de l'art. 1382 l'espèce de dommage contre lequel elles assuraient, savoir : l'incendie, qui, jusqu'alors était sanctionné vis-à-vis des tiers en Jurisprudence par l'art. 1384, § 1.

Devant cette disposition législative nouvelle, les Tribunaux ne pouvaient évidemment que s'incliner : mais nous estimons qu'ils sont allés beaucoup trop loin dans leur recul vers l'art. 1382, et nous en citerons comme preuve l'arrêt que la Chambre Civile rendit le 23 Mars 1926 (DP. 1926, 1, 129) dans l'affaire que voici :

Un incendie naît dans une fabrique de mélinite : le feu gagne la mélinite qui explose. La Cour a déclaré que la loi du 7 Novembre 1922 s'appliquait à cette espèce et que c'était aux victimes de prouver la faute de

l'exploitant de la fabrique : enfin, elle ajoutait que la loi en question est interprétative et, par suite, rétroactive.

Voici les objections que nous croyons devoir faire à cet arrêt :

1°. — La loi du 7 Novembre 1922 constitue incontestablement, même dans son expression littérale, une exception à la règle générale de la Responsabilité du fait des choses inanimées, écrite dans l'art. 1384, § 1, in fine, ancien.

Ce qui prouve le caractère dérogatoire au droit commun de cette loi, c'est tout d'abord le mot « toutefois » qui introduit la disposition nouvelle et l'oppose ainsi au texte de l'art. 1384, § 1, in fine ancien.

C'est ensuite l'indication très précise du seul genre de dommage qui est visé, savoir : *l'incendie*.

Enfin, c'est cette précision donnée par le législateur que l'exception qu'il vient de formuler n'aura de valeur que vis à vis des tiers, les rapports entre locataires et propriétaires demeurant régis par les art. 1733 et 1734 du Code Civil.

Or, malgré ce caractère nettement exceptionnel de la loi, la Chambre Civile, dans son arrêt précité, a donné à celle-ci une interprétation franchement extensive, et celà, à deux points de vue :

— dans le temps, en la déclarant interprétative et par suite rétroactive.

— quant aux dommages auxquels la loi serait applicable.

2°. — Sur ce dernier point, en effet — qui est capital — nous avons vu que le législateur de 1922 n'a visé, dans son texte, que *l'incendie* : or, il est nécessaire que

nous recherchions ici dans quel esprit la loi du 7 novembre 1922 fut votée, afin de pouvoir préciser exactement le but véritable que le législateur a voulu atteindre.

Les promoteurs de la loi avaient eu surtout en vue de protéger le « propriétaire de bâtiments » et la première proposition de loi qui fut présentée ne visait effectivement que les incendies de bâtiments : on y joignit bientôt les incendies de « choses mobilières » ; mais, en ce qui concerne ces choses, au cours des débats comme dans les exposés des rapporteurs, ce sont les choses non spécifiquement dangereuses et inflammables qui furent constamment visées et dont on voulut protéger les détenteurs ; tout spécialement, on avait en vue « les dépôts de marchandises ou de matériaux, lesquels peuvent se trouver sur des quais, sur des places ou sur des routes ». (Rapport de M. Guillier, Sénat, Doc. Parl. J. O. du 6 Juillet 1922, p. 410).

Cette dernière formule vise évidemment des objets qui peuvent prendre feu, mais qui ne sont pas *générateurs* d'incendie ou d'explosion : elle laisse donc très justement en dehors les matières particulièrement dangereuses, comme la mélinite, par exemple, qui, elle, est intrinséquement dangereuse : celui qui la détient en assume les risques et l'on a peine à comprendre que la Cour Suprême l'en décharge, pour cette raison que la réalisation de ces risques a pris sa source accessoirement dans un incendie.

Bien plus, nous dirons que dans les circonstances de notre affaire, le dommage avait été déterminé, non pas en réalité par l'incendie de la mélinite, mais surtout par son *explosion*, donc, par un événement resté en dehors des prévisions du législateur de 1922 qui n'a

voulu viser que les dommages causés par l'incendie d'une chose non spécifiquement inflammable.

Et ces distinctions sont logiques et équitables : en effet, en ne les observant pas — ce qu'a fait la Chambre Civile dans notre arrêt — on en arrive à rendre une justice à rebours : on appliquerait l'art. 1384, § 1 à des choses absolument inoffensives par elles-mêmes, comme une table, une chaise — sauf au cas d'incendie qui est, en fait, assez rare — alors qu'on appliquerait l'art. 1382 à des matières particulièrement dangereuses lorsque — cas le plus fréquent — le dommage qu'elles causent a été provoqué par le feu...

Ce serait évidemment faire une singulière application de l'idée de Risque ! application en opposition formelle avec les préoccupations qui ont fait précisément édicter la loi sur les accidents causés aux tiers par les dépôts de munitions ou Arsenaux, ou Magasins privés travaillant pour la défense nationale (Loi du 3 mai 1921, art. 1 et 5, D. P. 1923, 4, 181).

En réalité, tout le mal vient de ce que la Cour Suprême, négligeant de rechercher dans quel esprit le législateur de 1922 avait voté la loi du 7 novembre, s'en est tenue uniquement à la lettre de ce texte qui, maladroitement, vise « tout ou partie de l'immeuble ou des biens mobiliers dans lesquels un incendie a pris naissance »... et elle applique cette formule très générale, sans faire aucune distinction tirée de la nature du bien dommageable, et alors même que les dommages causés aux tiers auraient eu leur cause *immédiate*, comme dans l'espèce que nous avons rapportée, dans *l'explosion* de la mélinite que renfermait l'immeuble incendié.

Nous voyons ainsi que le législateur a fait une

sérieuse brèche dans la part très importante qui était abandonnée, depuis 1896, à l'art. 1384, § 1, in fine, dans le domaine immense de la Responsabilité : et nous voyons également que cette brèche a été considérablement élargie par l'interprétation que la Jurisprudence a donnée à la loi du 7 novembre 1922.

Au reste, l'action des Tribunaux ne s'est pas bornée à restreindre sur ce seul point, à la suite d'une loi spéciale, le domaine de l'art. 1384, § 1, in fine : nous allons voir, au contraire, que c'est par des moyens divers et sur des points différents que, spontanément, elle a cherché à réduire l'étendue d'application de ce texte.

II) LA JURISPRUDENCE.

Nous rappellerons tout d'abord la tendance que montrèrent certaines décisions judiciaires à conditionner — pour la restreindre — l'application de l'art. 1384, § 1, in f. par la preuve préalablement faite par la victime de l'une des deux circonstances visées par l'article 1386.

Nous rappellerons également la théorie — qui eut son écho, un moment, dans certains prétoires — en vertu de laquelle c'était dans l'art. 1386 lui-même, et non dans l'art. 1384, § 1 in f., qu'il fallait trouver le principe général de la Responsabilité du fait des choses inanimées(1).

(1) Voir, à propos des efforts faits par certains auteurs suisses pour modeler sur la Responsabilité du fait des immeubles, une Responsabilité générale du fait des choses inanimées que n'a pas prévue le Code fédéral, Fick « Commentaire du Code fédéral des Obligations ». (Trad. Porret, t. 1, 1915, sur l'art. 58, n° 48).

De même, nous rappellerons l'excès d'indulgence de certains tribunaux qui, donnant au « cas fortuit » le sens restreint et précis que nous avons vu plus haut, considéraient celui-ci comme une cause d'exonération de la Responsabilité de l'art. 1384, § 1, in fine.

Au surplus, nous nous sommes déjà expliqué assez longuement sur ces différents points et nous n'étudierons ici que deux questions particulièrement importantes, à l'occasion desquelles la Jurisprudence, pendant longtemps, a repoussé toute application de l'art. 1384, § 1, in fine : ces deux questions ont trait :

1° à la Responsabilité du fait des immeubles ;

2° à la Responsabilité du fait des automobiles et des bicyclettes.

1°. — *La Responsabilité du fait des immeubles.*

La nouvelle interprétation de l'art. 1384, § 1, in f., était à peine lancée dans la Jurisprudence, que les tribunaux se refusèrent à comprendre les immeubles dans le domaine de cet article.

Très probablement se laissèrent-ils prendre au mot « bâtiments » pour lesquels dispose l'art. 1386, et en conclurent-ils un peu trop hâtivement que par extension, les bâtiments étant des immeubles, c'était l'art. 1386 et subsidiairement l'art. 1382 qui réglaient la responsabilité du fait de *tous* les immeubles en général.

Or, nous savons ce qu'il faut penser d'une telle interprétation : l'art. 1386 est un texte très particulier ; il ne vise spécialement qu'une seule catégorie d'immeubles, les *bâtiments*, et une seule cause de dommages que ceux-ci peuvent causer, savoir celui qui est arrivé par leur *ruine*.

Quoiqu'il en soit, les deux Chambres de la Cour de Cassation furent longtemps d'accord pour écarter des immeubles l'art. 1384, § 1, in fine (Req. 18 mars 1909, D. P. 1909, 1, 461 ; Civ. 26 juin 1924, D. P. 1924, 1, 159 ; Req. 10 février 1925, D. P. 1925, 1, 97 ; Civ. 21 février 1927, D. H., 27, 133).

Or, cette Jurisprudence était tout à fait critiquable et cela, pour de nombreuses raisons :

α) Il y a d'abord les termes très généraux de l'art. 1384, § 1 qui parle des « choses que l'on a sous sa garde ». Or, en langue française, le mot « chose » est un des plus compréhensifs qui se puissent trouver : il s'applique tout aussi bien aux immeubles qu'aux meubles : de plus, dans l'art. 546 C. Civ., le législateur explique clairement que par le mot « chose » il vise aussi bien l'immobilier que le mobilier.

β) Par ailleurs, de ce que la loi organise d'une façon spéciale et exceptionnelle la responsabilité du fait des bâtiments dans l'art. 1386, nous pouvons conclure, *a contrario*, de ce texte que tous les immeubles autres que les bâtiments sont placés par la loi sous l'empire du droit commun en notre matière, c'est-à-dire de l'art. 1384, § 1.

γ) C'est surtout depuis la loi du 7 novembre 1922 que la distinction faite par la Jurisprudence paraissait condamnable et même condamnée ; en effet, cette loi, en soustrayant à l'application de l'article ci-dessus le dommage causé par *l'incendie* des immeubles, invite bien à conclure ici encore, *a contrario*, que tous les autres dommages causés par les mêmes immeubles tombent dans le domaine de ce texte.

δ) D'autre part, nous avons vu que la Cour de

Cassation, dans son arrêt du 16 novembre 1920 (D. P. 1920, 1, 169), a formellement déclaré que la Responsabilité du fait des choses inanimées était rattachée par l'art. 1384, § 1, non pas tant à la chose elle-même, qu'à la « garde » de la chose ; or, on « garde » tout aussi bien un immeuble qu'un meuble.

«) Enfin, il y a lieu de noter que la Jurisprudence, malgré son postulat de principe, appliquait cependant notre article à certains meubles, immeubles par destination ou par incorporation.

En voici quelques exemples ayant trait à des fils électriques (Req. 10 novembre 1924, D. H. 24, 665), à l'éclatement d'une lessiveuse (Riom, 25 mars 1903, D. P. 1904, 2, 257), à une batteuse mécanique, attachée à une exploitation (Amiens, 24 janvier 1907), à une barre de fer fixée à une porte (Trib. civ. Lyon, 15 novembre 1901, D. P. 1904, 2, 257), à un ascenseur (Paris, 25 mars 1901, D. P. 1901, 2, 396 — 13 décembre 1918, D. P. 1921, 2, 103 — 28 Janvier 1924, D. P. 1924, 2, 84), à un camion attaché à un fonds (Civ. 24 janvier 1912, D. P. 1913, 1, 337).

Ces quelques exemples nous démontrent combien était paradoxale l'attitude dont faisait preuve la Jurisprudence en cette matière : puisqu'elle reconnaissait qu'il convenait d'appliquer l'art. 1384, § 1 aux immeubles par destination ou incorporation, pourquoi donc n'en faisait-elle pas de même vis-à-vis des immeubles par nature ? Juridiquement, il n'y a pas entre les deux hypothèses de différence telle qu'il faille les soumettre, au point de vue de la Responsabilité qu'elles peuvent mettre en jeu, à des régimes différents.

En réalité, la distinction faite par la Jurisprudence était insoutenable : et c'est ce que finit par comprendre

la Chambre des Requêtes de la Cour Suprême : le 6 mars 1928, revenant sur sa jurisprudence antérieure, elle rendait un important arrêt (D. P. 1928, 1, 97) dans lequel elle posait ce principe que « la disposition de l'art. 1384, § 1 est d'une généralité absolue... elle vise les dommages causés par les immeubles comme par les meubles ».

La Chambre des Requêtes fut suivie par quelques juridictions (Montpellier, 9 juin 1928, D. H. 1928, 586) ; mais la Chambre Civile demeura fidèle à sa doctrine (Civ. 14 mai 1928, Gaz. Pal. 1928, 2, 123 ; 11 juin 1928, D. H. 1928, 414 ; 27 février 1929, D. H. 1929, 201 ; 5 mars 1929, Gaz. Pal. 1929, 1, 107 ; 12 mars 1929, D. H. 1929, 234). Comme nous le verrons plus loin, il ne fallut rien moins que l'arrêt de Cassation toutes Chambres Réunies du 13 février 1930 pour rétablir ce que nous croyons être la vérité et supprimer toute distinction entre les immeubles et les meubles, au regard de l'art. 1384, § 1.

En ayant ainsi terminé avec ce problème de la Responsabilité du fait des immeubles, nous en arrivons maintenant à l'étude d'une des questions qui ont soulevé le plus de discussions dans le droit de la Responsabilité et même peut-être dans le droit en général : c'est celle de la Responsabilité du fait des automobiles, à laquelle nous joindrons accessoirement celle de la Responsabilité du fait des bicyclettes qui a suivi une évolution à peu près identique.

2°. — *La Responsabilité du fait des automobiles et des bicyclettes.*

Quelques années après que la Responsabilité en matière d'accidents du travail eut été réglée par la loi

du 9 avril 1898, il se produisit une véritable révolution dans les moyens de transport ; celle-ci fut le résultat de deux inventions : la bicyclette et la voiture automobile. Ces deux modes de locomotion eurent tôt fait de conquérir la vogue du public, tant en raison de l'utilité qu'ils présentaient pour certains, que de l'agrément qu'ils offraient pour d'autres : aussi, en quelques années, leur développement fut-il considérable.

Cette situation nouvelle eut immédiatement une grave conséquence qu'il était d'ailleurs facile de prévoir : les accidents de la circulation se multiplièrent rapidement, en fonction de l'augmentation constante du nombre des véhicules et de leur vitesse.

Tel Macbeth qui avait perdu le sommeil, l'infortuné « piéton » avait perdu sa sécurité, même sur les trottoirs qui ne lui furent plus que théoriquement réservés par l'inconsistante barrière des arrêtés municipaux.

Devant une telle situation, les Tribunaux furent fort embarrassés et ils se demandèrent dans quels termes et en vertu de quel article de notre Code Civil la Responsabilité du cycliste ou de l'automobiliste qui avait causé un accident de circulation avec sa machine pourrait être engagée et jugée.

La difficulté du problème venait de ce que, dans nos hypothèses, le dommage n'est pas causé par la chose seule, indépendamment de l'homme : l'automobile et la bicyclette en marche sont en effet dans la main de leur conducteur : et, dans l'accident qu'elles peuvent causer, il paraît y avoir tout au moins combinaison du fait de l'homme et du fait de la chose.

Si bien que les Tribunaux, ne pouvant appliquer en même temps, au même cas, deux articles de sens

contraire, en venaient à se poser cette troublante question : « Au cas d'accident causé par une automobile ou une bicyclette en marche, est-ce l'art. 1382 (fait de l'homme) ou l'art. 1384 § 1 (fait de la chose) qu'il faut appliquer ? »

Et l'on sait déjà l'importance que présentait une telle question.

Si l'on optait pour 1382, ce serait à la victime, encore sous l'impression fâcheuse — et bien compréhensible — de l'accident, à se composer un cortège de témoins plus ou moins réticents dont les dépositions à la barre seraient les seuls éléments qui lui permettraient de rapporter — peut-être — la preuve d'une faute de son adversaire, preuve dont elle aurait la charge (1).

Si l'on prenait, au contraire, l'art. 1384 § 1, ce serait au conducteur à se disculper, en raison de la présomption de faute que la Jurisprudence, depuis longtemps

(1) Nous signalons ici la thèse originale de M. Paul LECLERCQ, Procureur Général à la Cour de Cassation de Belgique, analysée dans l'article de M. H. Mazeaud, « Une interprétation belge de l'art. 1382 C. Civ., à propos des accidents d'automobiles », D.H. 1928, ch. pp. 21-24.

Voici, très brièvement résumée, l'opinion qu'avance M. Paul Leclercq : tuer ou blesser quelqu'un, c'est commettre une faute ; par suite, l'automobiliste qui a causé un accident à un tiers s'est, de ce fait, constitué en faute. Il est donc inutile de chercher au delà de l'art. 1382, pour protéger efficacement les piétons contre les accidents d'automobiles : par le fait même de l'accident, la preuve que l'art. 1382 met à la charge de la victime s'est trouvée nettement établie contre l'automobiliste.

Nous n'insisterons pas davantage sur une telle théorie qui présente à nos yeux le grave tort de ne tenir aucun compte des *éléments subjectifs* qui interviennent dans la notion classique de la faute, prévue par l'art. 1382, et qui, pour cette raison, doit être repoussée.

déjà, lisait dans ce texte contre le gardien de la chose dommageable.

C'est à la doctrine de l'art. 1382 que les Tribunaux se sont tout d'abord ralliés (Dijon, 22 janvier 1907, D. P. 1910, 2, 132 ; Orléans, 25 février 1909, D. P. 1911, 2, 307 ; Bordeaux, 26 octobre 1909 et 23 mars 1910, D. P. 1912, 2, 255 ; Req. 22 mars 1911, D. P. 1911, 1, 355) et ils lui sont demeurés fidèles pendant de nombreuses années.

A l'inverse de ce qu'eussent exigé l'humanité et la justice la plus élémentaire, la victime, pour obtenir réparation du préjudice par elle subi, était donc obligée de fournir la preuve de la faute du conducteur : on faisait entièrement abstraction du véhicule qui, par son contact, avait été, en fait, la cause directe du préjudice et, par une analyse beaucoup trop subtile pour être exacte, on remontait jusqu'à l'homme pour se livrer à des recherches subjectives, toujours si délicates, recherches qui avaient pour but de déterminer si le conducteur avait ou non commis une faute.

Ce système fut unanimement critiqué par la Doctrine : pour ceux qui voyaient dans l'art. 1384, § 1 le principe général de la Responsabilité du fait des choses inanimées, la Jurisprudence faisait ici une entorse insoutenable à la règle de cet article car, disaient-ils, dans l'accident causé par une bicyclette ou une automobile en marche, *le fait de la chose prime le fait de l'homme et doit être seul retenu.*

Et, de même, pour les auteurs qui restaient attachés à l'interprétation classique de notre disposition, la solution jurisprudentielle paraissait très critiquable car ils estimaient qu'une répression particulièrement sévère

était ici nécessaire pour essayer de diminuer le nombre des accidents causés par ces véhicules.

On alla même jusqu'à penser que l'intervention du législateur serait opportune pour régler spécialement la difficulté concernant les automobiles ; des propositions de loi furent déposées dans ce but au Parlement : un projet fut élaboré par la Société d'Etudes Législatives, au rapport de M. A. Colin (V. Bulletin de la Société d'Etudes Législatives, 1907, p. 222 et « l'Automobile et la Loi », Rev. Polit. et Parlem. 1908. — V. également sur tout ce mouvement un article de M. V. Wahl : « La Responsabilité Civile relative aux accidents d'automobile », Rev. Trim. de Droit Civil, 1908, p. 5. — V. également : Gaudillot « L'accident d'automobile et la loi », thèse, Paris 1913. — Voir enfin la proposition de loi déposée à la Chambre des Députés, le 8 novembre 1927, par M. Humbert Ricolfi (Doc. Parl. Ch. Dép., année 1927, n° 4997) et intitulée : « Proposition de loi tendant à définir la Responsabilité de l'automobiliste »).

Ce mouvement d'opinion, tendant à l'établissement d'une législation spéciale concernant les automobiles, ne fut d'ailleurs pas particulier à la France : dans le même temps, à l'étranger, des idées semblables se faisaient jour et aboutissaient, en Autriche à la loi du 9 août 1908, en Allemagne à la loi du 3 mai 1909 et en Italie à la loi du 30 juin 1912.

Le Parlement français ne vota pas de loi semblable et il faut peut-être s'en réjouir quand on songe à la maladresse avec laquelle fut rédigée la loi du 7 novembre 1922 ; mais la jurisprudence, de son côté, n'était pas restée insensible au puissant courant d'idées qui tendait à l'aggravation de la Responsabilité des automo-

bilistes en demandant que leur fut appliqué l'art. 1384, § 1 et, pour la première fois, la Cour de Cassation lui donna son adhésion morale, sinon expressément positive, dans l'arrêt qu'elle rendit le 29 juillet 1924 (D. P. 1925, 1, 5) à l'occasion d'un accident causé par une automobile en marche (1).

Malheureusement, cet arrêt ne fut pas suivi par tous les Tribunaux : nos diverses juridictions se séparèrent en deux camps à peu près numériquement égaux, l'un tenant pour 1382, l'autre se ralliant à l'art. 1384, § 1 ; et il en fut de même pour les auteurs (V. en faveur de l'art. 1384, § 1, Ripert, D. P. 1925, 1, 5 — Josserand, D. P. 1925, 2, 105 ; — en faveur de 1382, Savatier D. P. 1925, 2, 41 ; Demogue, « Traité des Obligations », t. 5, p. 383).

Mais, à vrai dire, la persistance de ce désaccord s'expliquait parfaitement par cette raison que la Cour Suprême, dans l'arrêt ci-dessus, n'avait pas nettement pris position dans la controverse et surtout, n'avait donné aucun argument pour justifier la tendance qu'elle semblait pourtant bien manifester.

Car il est incontestable qu'elle approuvait tacitement l'application de l'art. 1384, § 1 aux automobiles ;

(1) Voici en quelques mots quelle était cette affaire : un automobiliste a causé un accident à un tiers et parvient à prouver *qu'il n'a pas commis de faute*. La Cour d'Appel déclara que l'art. 1384, § 1, lui était bien applicable, mais que la présomption de faute qu'il édicte se trouvait repoussée par la preuve que le chauffeur n'avait pas commis de faute.

L'affaire fut portée en Cassation ; et la Chambre Civile cassa l'arrêt en disant que la présomption de faute de l'art. 1384, § 1 ne peut être écartée que par le cas fortuit, la force majeure ou une cause étrangère non imputable au gardien.

C'était donc bien reconnaître implicitement que l'art. 1384, § 1, s'appliquait à l'automobiliste.

et c'est bien ainsi que son arrêt fut interprété par MM. Ripert et Blaisot (« Commentaire juridique et pratique du code de la Route », p. 91) ; mais on sentait la Cour de Cassation gênée pour donner les raisons juridiques de son approbation.

En réalité, il nous est facile d'expliquer cet embarras ; c'est qu'en effet, tandis que l'on continuait à déverser dans les prétoires des Cours d'Appel et des Tribunaux des torrents d'éloquence pour démontrer, les uns que c'était l'article 1382, les autres que c'était l'article 1384, § 1 qui disait la vérité quant à notre difficulté, les maîtres de la Doctrine analysaient avec science cette question difficile et cherchaient à faire la lumière sur ce problème que l'on obscurcissait à plaisir. Ceux d'entre eux qui estimaient erronée l'interprétation nouvelle donnée depuis quelque trente ans à l'art. 1384 § 1, in fine et à laquelle la Jurisprudence avait cependant adhéré dans une large mesure, saisirent même l'occasion que leur offraient les difficultés spéciales présentées par le problème de la Responsabilité de l'automobiliste, problème que l'on avait tant de peine, semblait-il, à résoudre d'une façon satisfaisante dans le cadre des principes alors admis, pour remettre à nouveau ces principes en cause : une de leurs plus vigoureuses critiques fut dirigée, tout particulièrement, contre le critérium qui servait jusqu'alors à la Jurisprudence pour délimiter les domaines respectifs des art. 1382 et 1384 § 1 ; ce critérium, nous l'avons déjà étudié et nous nous contenterons ici de le rappeler : c'est le fait de l'homme qui entraîne l'application de l'art. 1382 — c'est le fait de la chose qui entraîne celle de l'art. 1384, § 1.

Or, nous avons déjà signalé que c'était précisément ce critère qui rendait si embarrassant, pour beaucoup, le problème de la Responsabilité du cycliste et de l'automobiliste : c'était lui qui, dans l'esprit de nombreux Tribunaux et en particulier de la Cour de Cassation, obligeait les juges à appliquer à l'automobiliste l'art. 1382, alors qu'au fond de leurs consciences ils estimaient pour la plupart qu'il eût été beaucoup plus juste de faire bénéficier les victimes de la situation avantageuse que leur eut assurée l'application de l'art. 1384, § 1 in f.

Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que la Cour Suprême ait accueilli favorablement les suggestions de certains des auteurs dont nous parlions à l'instant, suggestions qui allaient lui permettre, comme nous allons le voir bientôt, d'appliquer désormais, sans plus aucune arrière pensée, au cycliste et à l'automobiliste les règles sévères de la Responsabilité qu'édicte l'art. 1384 § 1.

Mais elle n'osa pas réaliser trop brutalement ce changement de position : et voilà expliquée la timidité, ou mieux, l'absence de motifs qui nous avait frappé en lisant l'arrêt du 29 juillet 1924 : quand elle a rendu cette décision, la Chambre Civile n'avait pas encore osé répudier ouvertement son ancien critérium, mais elle l'a dès lors implicitement condamné : et ce sera dans l'arrêt de principe qu'elle rendra le 21 février 1927 (aff. Jand'heur c. Galeries Belfortaises) que, pour désavouer, expressément cette fois, la jurisprudence de certaines Cours d'Appel dissidentes qui continuaient à appliquer l'art. 1382 à l'automobiliste, elle annoncera *officiellement* le nouveau critérium par elle choisi qui lui permettra de confirmer juridiquement à ses yeux, dans la même décision, l'existence d'une présomption de faute contre le conducteur d'une automobile.

Nous constatons ici l'influence considérable que la Doctrine a pu avoir, une fois de plus, sur la Jurisprudence : c'est le travail des théoriciens qui éclaire et guide les praticiens ; aussi, il est utile, pour nous éclairer nous-même dans notre étude de Jurisprudence, de connaître les suggestions de la Doctrine qui conduisirent finalement la Cour de Cassation à adopter le critérium nouveau qu'elle devait consacrer dans son arrêt du 21 février 1927.

III) *LES AUTEURS.*

Nous avons déjà observé que la jurisprudence, appliquant jusqu'alors à la Responsabilité du fait des choses inanimées l'interprétation nouvelle qu'elle s'était décidée à donner à l'art. 1384, § 1 in fine, ne faisait pour l'application de ce texte — et cela, en vertu de sa nouvelle doctrine — aucune distinction parmi les choses inanimées ayant causé un dommage à autrui, réserve faite, évidemment, des cas particuliers que nous venons de voir : mais on peut dire que, d'une manière générale, qu'elle qu'ait été la chose, cause ou agent du dommage, les Tribunaux appliquaient à son gardien l'art. 1384 § 1.

Or, dans la Doctrine — et surtout chez les arrêttistes — nous sommes loin de trouver, dans le même temps, la même unité de vues sur cette matière : de nombreux auteurs, repoussant le système jurisprudentiel comme beaucoup trop étendu, proposaient chacun des solutions différentes, cherchant tous à découvrir la véritable clef de ce problème ardu de la Responsabilité du fait des choses inanimées, et plus particulièrement, de celui que posait la Responsabilité de l'automobiliste et

qui venait de passer au premier plan de l'actualité ; mais, dans la plupart des suggestions ainsi proposées, une même idée intéressante en elle-même et nouvelle pour notre jurisprudence moderne domine presque toujours le système soutenu : c'est qu'il conviendrait, en équité, de doser différemment la Responsabilité du gardien d'une chose inanimée qui a causé un dommage, suivant que cette chose était ou non « dangereuse » ; et voilà désormais la fameuse notion de « chose dangereuse » versée au débat. Ceux qui la lançèrent prétendaient qu'elle allait résoudre toutes les difficultés : nous verrons sous peu qu'au contraire, elle allait encore les compliquer ; mais auparavant, il est intéressant que nous recherchions quels furent les antécédents, dans la Doctrine, de cette notion au moyen de laquelle certains auteurs d'abord, et bientôt toute la Jurisprudence, allaient encore essayer de réduire le vaste domaine d'application que, pour notre part, nous ne cesserons pas de reconnaître à l'art. 1384, § 1 in fine.

Nous examinerons successivement :

A) Le système proposé par M. A. Esmein.

B) Le système proposé par M. Savatier et repoussé par MM. P. Esmein et Josserand.

C) Le système proposé par M. G. Ripert.

A) *Système proposé par M. A. Esmein :*

Nous avons eu déjà l'occasion de rappeler l'hostilité vigoureuse avec laquelle M. A. Esmein repoussa la nouvelle interprétation donnée depuis l'arrêt du 16 Juin 1896 à l'al. 1, in f. de l'art. 1384. Et sur ce point, il n'a jamais varié.

Aussi, approuve-t-il chaleureusement l'arrêt du 12 Juin 1899 rendu par la Chambre des Requêtes (S. 1898-1900, 1, 509, note A. Esmein), lorsque cette juridiction y déclare, à propos d'un accident causé à un piéton par un *cycliste*, qu'en l'espèce ne s'appliquent ni les articles 1384 et 1386 relatifs à la Responsabilité du fait des choses inanimées que l'on a sous sa garde, ni l'art. 1385 (1) relatif à la Responsabilité du propriétaire d'un animal.

Restait donc l'art. 1382, et c'est effectivement dans le cadre de cette disposition que la cour apprécia la Responsabilité du cycliste.

Cependant, en y regardant d'un peu plus près, M. A. Esmein en est venu à se demander si précisément, dans le cas spécial du cycliste, il ne serait pas équitable d'aggraver la Responsabilité de celui-ci : et c'est bien dans ce sens qu'il se prononce «...par cela seul que la machine qu'il monte est délicate à manier et *dangereuse* pour les piétons qui suivent le même chemin ». Et il ajoute : « Le cycliste, comme l'automobiliste, est un *danger* pour les passants ».

La voilà donc bien, la notion de « chose dangereuse » mise en avant, pour la première fois expressément, dans notre droit civil moderne !

Nous soulignons *pour la première fois expressément*, car nous avons déjà montré au début de notre ouvrage qu'en réalité, c'est bien en se référant à l'idée de « chose dangereuse » que les rédacteurs du Code, suivant ici l'exemple des auteurs de notre Ancien Droit,

(1) La victime avait en effet invoqué également dans son pourvoi l'art. 1385 : tout le monde sera d'accord pour reconnaître que, sur ce point, elle commettait une erreur.

ont édicté une Responsabilité spéciale — celle de la présomption de faute — contre le gardien des seules choses qui leur paraissaient alors dangereuses, savoir : les animaux et les bâtiments.

Et au fond, il est logique et juste que ceux qui basent toute Responsabilité sur l'idée de faute, comme le faisaient les rédacteurs du Code et comme le fait également M. A. Esmein, cherchent ainsi à graduer l'obligation du gardien d'une chose, en fonction du danger plus ou moins grand que celle-ci présente pour les tiers : il est incontestable, en effet, qu'une chose dangereuse doit obliger à une plus grande surveillance qu'une autre chose qui l'est moins : on commet plus facilement, et plus souvent peut-être, une faute dans la garde d'une chose qui présente de graves dangers en elle-même, que dans celle d'une autre chose qui est généralement inoffensive : on comprend donc qu'une Responsabilité, basée sur la faute, soit organisée plus sévèrement dans le premier cas que dans le second.

Tel était bien le sentiment de M. A. Esmein : mais, la difficulté à laquelle il se heurtait, consistait à trouver la solution *juridiquement* élégante qui lui permit d'étendre aux choses nouvelles qu'il considérait justement comme « dangereuses » — la bicyclette et l'automobile, par exemple — le régime sévère de la présomption de faute que les législateurs de 1804 avaient réservé au gardien d'un animal ou d'un bâtiment.

Or, cette solution, il crut la trouver et nous l'indique dans une note au S. 1910, I, 17 ; la voici : d'après M. A. Esmein, il n'existe pas de présomption *légale* de faute contre le gardien d'une chose inanimée *quelconque* : mais ce que l'on peut et doit faire, c'est édicter

une *présomption de fait* contre le gardien d'une chose dangereuse telle que la bicyclette ou l'automobile : « il est éminemment raisonnable, dit-il, de présumer que celui qui possède et emploie un objet mobilier *dangereux* par lui-même ou par l'emploi qui en est fait, soit présumé, jusqu'à preuve contraire, être par sa faute l'auteur du dommage que cet objet cause par son contact ou son voisinage. »

Et il ajoute : «...dans le tourbillon des grandes villes... le véhicule devient alors dangereux à l'encontre du piéton inoffensif ».

Pour M. A. Esmein, la question de savoir si telle chose est dangereuse et si par suite il y a lieu de présumer en faute son gardien, est une simple question de fait, soumise à l'appréciation souveraine des juges du fond.

Et il cite à l'appui de sa thèse quelques décisions isolées qu'il a pu découvrir dans la jurisprudence dissidente (à propos d'un chasseur qui a blessé un tiers, Paris, 24 Novembre 1896, S. et P. 1898, 2, 7 ; Trib. de Cahors, 9 Juillet 1900, S. et P. 1902, 2, 52 ; à propos d'accident de chemin de fer, provenant d'un déraillement (Rouen, 3 Décembre 1898, S. 99, 2, 197).

B) *Système proposé par M. Savatier et repoussé par MM. Paul Esmein et Josserand.*

La doctrine qui avait été présentée par M. A. Esmein fut reprise, à peu de détails près, par M. Savatier, quelques années plus tard.

Ce dernier est lui aussi partisan de l'interprétation classique que les premiers commentateurs de notre Code Civil avaient donnée à l'art. 1384, § 1, in fine. Et, dans

une note au D. P., 1925, 2, 41, il affirme très nettement sa religion : l'art. 1384, § 1, dit-il, ne fait qu'annoncer les textes qui le suivent : et c'est à tort que l'on a essayé de forcer le sens de cette disposition.

Cependant, M. Savatier se montre un peu plus « évolutionniste » que M. A. Esmein et reconnaissant sans doute que la nouvelle Jurisprudence a du bon dans la pratique, il avoue que l'étendue donnée par l'interprétation nouvelle à l'art. 1384, § 1, in f. est acceptable, mais seulement à cette condition que l'on continue à délimiter les domaines respectifs des art. 1382 et 1384, § 1, au moyen du critère adopté jusqu'alors par les Tribunaux : fait de l'homme (art. 1382), fait de la chose (art. 1384).

Et c'est en se référant à ce critère que M. Savatier critique âprement la jurisprudence que la Cour Suprême a semblé vouloir inaugurer, concernant les accidents d'automobile, dans son arrêt du 29 juillet 1924.

En effet, pour l'éminent professeur, dans l'accident causé par une auto en marche, c'est le fait de l'homme qui domine dans la plupart des cas : et c'est donc l'art. 1382 qui devrait être applicable ; si l'art. 1384 § 1 peut être appliqué à certains accidents d'auto d'un genre tout particulier, c'est seulement à ceux qui ont pour cause un vice qui s'est produit, indépendamment de l'homme, dans la mécanique : par exemple, un éclatement de pneu, une rupture de direction, etc...

Cependant, après avoir exposé ce système qui est, pour lui, le seul juridique, M. Savatier estime tout de même que les conséquences qu'il entraîne ne sont pas toujours équitables : il reconnaît que le critère qui est à sa base a des arêtes un peu trop vives (?) et tout

particulièrement, il avoue que pour les accidents d'auto quels qu'ils soient, il faut être sévère, car — (s'il ne le dit pas expressément, il le pense) — l'auto est une « chose dangereuse ».

Aussi, rejetant comme M. A. Esmein — mais pour les raisons différentes que nous venons de voir — l'application de l'art. 1384, § 1, aux accidents de conduite proprement dits, il adopte la solution qui a été proposée par celui-ci, celle de la présomption de fait en vertu de laquelle, *a priori*, l'automobiliste est tenu pour fautif.

Et cette solution, dit-il, est particulièrement avantageuse : en effet, la présomption de fait pourra être écartée par n'importe quelle preuve de l'absence de faute ; elle n'engage pas « dangereusement » l'avenir et, au surplus, elle a été admise par la Cour de Cassation à propos des locomotives. (Req. 17 juillet 1922, D. P. 1923, 1, 172).

Nous prendrons ici nettement position contre les systèmes proposés par MM. A. Esmein et Savatier ; sans doute, disons tout de suite que nous nous associons pleinement au désir qu'ont manifesté et essayé de réaliser ces deux auteurs, en cherchant à faire supporter par l'automobiliste une responsabilité plus lourde que celle de l'art. 1382 ; mais, c'est dans leurs doctrines différentes ainsi que dans la voie cependant commune qu'ils ont employée l'un et l'autre pour arriver à ce résultat également souhaitable pour nous, que nous croyons ne pas pouvoir les suivre.

Nous avons déjà discuté la valeur de l'interprétation classique de l'art. 1384 § 1 et nous avons donné les raisons d'ordre pratique pour lesquelles nous pensons devoir l'abandonner ; nous ne reviendrons donc pas sur

ces différentes questions et, pour le moment, notre discussion va se limiter à la démonstration simultanée des deux points suivants qui nous paraissent être l'expression de la vérité et dont le second d'ailleurs n'est, pour nous, que la conséquence immédiate du premier :

— dans l'accident de conduite, causé par une automobile, *le fait de la chose prime le fait de l'homme* ;

— c'est donc la Responsabilité *légal*e de l'art. 1384 § 1, que la jurisprudence doit appliquer à l'automobiliste.

Au fait, des voix autrement autorisées que la nôtre — MM. Paul Esmein et Josserand — ont déjà heureusement établi ce que nous voudrions à notre tour prouver : il est donc beaucoup plus simple que nous leur cédions la parole, ce que nous faisons bien volontiers...

Dans une note au S. 1924, 1, 321, M. P. Esmein, approuvant la solution donnée par l'arrêt du 29 juillet 1924, s'exprime en ces termes : « Dans la production même de l'accident (causé par l'auto en marche), le fait de la chose est cependant prépondérant : c'est elle qui se meut et l'homme est mené plus qu'il ne mène ».

Voilà une observation profondément vraie : ce n'est pas le conducteur qui a *voulu* l'accident : c'est sa voiture qui l'a causé, parce qu'il en a perdu momentanément la direction et le contrôle.

Et cela nous suffit pour affirmer que c'est bien l'art. 1384 § 1 qui doit s'appliquer à l'automobiliste, ce qui écarte dès maintenant, comme inutile, la présomption de fait imaginée par certains.

Aussi, nous permettrons-nous de trouver superflu, juridiquement parlant, ce qu'ajoute M. Paul Esmein : « Une chose de ce genre (l'automobile) est particulière-

ment « *dangereuse* », d'autant plus qu'elle est faite pour aller sur les voies publiques : on a pu dire qu'il y avait les mêmes raisons d'établir une présomption de faute à la charge de son gardien, qu'à la charge de celui qui se sert d'un animal ».

Nous ne retiendrons pas cette raison qui nous paraît déplacer la question et qui, de plus, nous montre dès maintenant que M. P. Esmein semble bien, lui aussi, baser la Responsabilité de l'art. 1384 § 1 sur l'idée de faute, alors que, nous l'avons déjà montré, c'est un fondement de risque qu'il convient de donner à cette Responsabilité qui doit, par suite, s'appliquer à tous les cas de dommages causés par les choses inanimées *quelconques* : dans l'hypothèse d'un accident où une chose inanimée est intervenue, la seule question qu'il y ait donc lieu de se poser est celle-ci : le dommage a-t-il été causé par le fait de la chose ou par le fait de l'homme ? Si nous sommes dans le premier cas, c'est l'art. 1384 § 1 qu'il faut appliquer ; au contraire, si nous sommes dans le second, c'est à l'art. 1382 qu'il faut recourir.

Et pour résoudre la question ci-dessus, il faudra se garder des analyses par trop subtiles qui, invariablement, vous font aboutir à des conclusions erronées : il convient de juger des choses et des situations simplement ; en particulier, puisqu'il est ici question des accidents d'automobiles, il suffit de les juger objectivement pour les juger sainement : c'est bien l'auto qui, matériellement, de par sa propre masse, *et parce que son conducteur en a perdu la maîtrise*, blesse ou tue sa victime : il y a bien là *fait de la chose*.

Telle est également l'opinion de M. le doyen Josse-

rand dont nous embrassons avec enthousiasme la Doctrine si limpide et si humainement juste.

M. Josserand n'a jamais varié d'une ligne quant à la position par lui prise, dès le début, dans cette fameuse controverse qui s'est engagée autour de la Responsabilité du fait des choses inanimées (notes au D. P. 1900, 2, 289 ; 1904, 2, 257 ; 1905, 2, 417 ; 1906, 2, 249 ; 1908, 1, 217 ; 1909, 2, 245 ; 1925, 2, 105). Sa doctrine a été pourtant violemment attaquée ; mais elle est sortie victorieuse de tous les assauts qui furent dirigés contre elle et, 30 ans après qu'elle avait vu le jour, elle devait recevoir, comme nous le verrons plus tard, une consécration solennelle de la Cour de Cassation toutes Chambres Réunies, ce qui est le plus bel hommage qui pouvait être rendu à la science, à la clarté de vues et au talent de l'éminent Doyen.

Mais, gardons-nous d'anticiper sur notre développement et voyons pour le moment ce que disait M. Josserand dans sa note au D. P. 1925.

Une fois de plus, il appuie de toute son autorité la théorie nouvelle de l'art 1384, § 1 in fine, théorie que M. A Esmein qualifiait autrefois un peu ironiquement de « nouveautés » et à propos de laquelle vers la même époque un auteur (M. Cheysson — La Réforme Sociale, 1898, p. 652) l'accusait de « solliciter doucement » l'art. 1384 § 1, pour lui faire dire ce qu'il ne disait pas...

Malgré toutes ces critiques, M. Josserand constate que la théorie a fait son chemin ; et il se félicite de ce que maintenant, dit-il, la très grande majorité des juristes lui soit acquise et reconnaisse la légitimité de la distinction faite entre le fait de l'homme et le fait de la chose.

Mais il déplore qu'une fois le principe reconnu, on se soit ingénié à en réduire l'application, comme nous l'avons montré nous-même ; et il en vient à critiquer la jurisprudence qui, malgré l'arrêt du 29 juillet 1924, proclame encore dans de nombreuses décisions l'application de l'art. 1382 et non celle de l'art. 1384 § 1 à l'automobiliste.

M. Josserand plaide pour que la solution contraire soit désormais partout adoptée et voici les arguments de première valeur qu'il donne et que, malheureusement, nous ne pouvons que résumer ici :

α) l'art. 1384 § 1 *in fine* vise toutes les choses que l'on a sous sa garde : or, le conducteur au volant est bien un « gardien » d'une chose : l'automobile.

β) l'auto, ayant un dynamisme propre, a une force puissante et rapide qui *n'obéit pas* servilement au conducteur ; la voiture, de par son dynamisme, garde toujours une certaine autonomie ; elle est, dira-t-il plus tard, une « bête humaine » qui a des réactions, des soubresauts autonomes, des révoltes imprévues et imprévisibles.

γ) dans le langage courant, on dit « un accident d'automobile » et non un « accident causé par un automobiliste ».

δ) ce sont les choses les plus nocives qui sont en général maniées par l'homme ; ex. : ampoules Rayons X, autos, locomotives. machines à battre, chaudière.

Au contraire, une enseigne, un vase de fonte, une armoire sont abandonnés à eux-mêmes et présentent peu de danger.

Il serait donc anormal, alors qu'on applique à ces derniers l'art. 1384, § 1, de refuser l'application de ce

texte aux autres : ou alors, cet article serait une « institution qui tournerait dans le vide ».

ε) la Jurisprudence applique l'art. 1384, § 1 aux autos arrêtées : comment donc peut-elle refuser d'appliquer ce texte lorsque l'auto est en mouvement, c'est-à-dire au moment où ce véhicule devient le plus dangereux pour les tiers ? Il semble qu'ici la participation de l'homme doit *augmenter* la Responsabilité plutôt que la diminuer, car il faut protéger le piéton contre la « fonction circulatoire hypertrophiée ».

δ) Enfin, la Jurisprudence est unanime dans tous les cas de choses inanimées autres que les autos, pour ne pas distinguer suivant que la chose est à l'arrêt ou en mouvement et pour appliquer dans tous les cas l'art. 1384 § 1, in f. (locomotives, batteuses, tramways) : pourquoi donc appliquer un régime différent aux automobiles ?

Poussant encore plus loin l'analyse, et voulant tirer au clair, une fois pour toutes, ce délicat problème de la Responsabilité de l'automobiliste qui remettait en cause toute la théorie de la Responsabilité du fait des choses inanimées, M. Josserand en arrive à examiner si, comme on l'a prétendu dans l'autre camp, le principe de l'extension de l'art. 1384, § 1 aux automobiles aurait pour effet de ruiner définitivement et à brève échéance l'art. 1382 qui n'aurait plus aucun emploi puisque, disait-on, en fait, au cas où un dommage se produit pour quelqu'un, il y a presque toujours une chose inanimée qui s'interpose entre l'agent et la victime (p. ex. ; un bâton, un couteau, une arme, etc... (1).

(1) M. SAVATIER alla même jusqu'à parler du « poing de l'homme » qui suffirait à entraîner l'application de l'art. 1384, § 1 !...

A ces objections, M. Josserand fait cette double réponse qui s'imposait :

1) On peut nuire à autrui sans qu'une chose inanimée s'interpose : par la parole, la plume, une négligence, etc. et dans tous ces cas, c'est l'art. 1382 qui sanctionnera le dommage.

De même, c'est dans ce dernier article que la théorie de l'abus du droit aura toujours son siège.

2) Enfin, il ne faut pas croire que, dès qu'il y aura interposition d'une chose inanimée, c'est l'art. 1384, § 1 qui s'appliquera : en effet, le fait de l'homme peut demeurer au premier plan et, dans ce cas, c'est l'art. 1382 qui s'appliquera ; ex. : un couteau, une canne *que l'on manie*.

Résumant l'argumentation qui précède, M. Josserand affirmait donc que l'art. 1382 garderait toujours de nombreuses applications et que la distinction du fait de l'homme et du fait de la chose existerait toujours : mais, disait-il, « ce qui est acquis par l'arrêt du 29 juillet 1924, c'est que la *participation de l'homme* ne suffit pas pour écarter l'art. 1384, § 1 ».

Et voilà bien, à notre avis, où est la vérité.

Enfin M. Josserand, avant de terminer, examine — d'un point de vue purement spéculatif — le biais qui avait été proposé par MM. A. Esmein et Savatier pour aggraver la Responsabilité de l'automobiliste, en le présumant en faute en vertu d'une simple présomption de fait et il nous démontre très clairement et sans peine que cette présomption eut été insuffisante et d'application difficile.

Insuffisante, parce que d'une part, elle eut échappé au contrôle de la Cour Suprême, n'étant basée sur au-

cun texte légal et, d'autre part, elle eût permis à l'automobiliste de se libérer en prouvant seulement qu'il n'avait pas commis de faute.

D'application difficile, enfin, car elle aurait abouti à une distinction à faire entre les choses dangereuses ou non, distinction que M. Josserand repousse catégoriquement et qui, pour lui, serait loin de constituer un progrès.

Telle n'est pas, bien au contraire, l'opinion de M. G. Ripert quant à la valeur doctrinale et pratique de la distinction en question : c'est ce que nous allons voir en exposant le système proposé par celui-ci.

C) Système proposé par M. G. Ripert.

A l'inverse de ce qu'enseigne M. Josserand, M. G. Ripert soutient que la responsabilité de l'art. 1384, § 1 in fine est basée sur l'idée de faute ; et voilà qui va nous expliquer sa doctrine : d'après lui (note D. P. 1922, 1, 25) le régime sévère, dérogatoire au droit commun, qui est établi par l'art. ci-dessus, ne s'applique qu'aux « choses que l'on a sous sa garde », c'est-à-dire aux « choses dangereuses », nocives par elles-mêmes, soit par leur nature, soit par leur aménagement, parce que seules de telles choses nécessitent une garde et peuvent justifier une Responsabilité aggravée chez leur gardien.

Voilà, dans ses grandes lignes, le système très simple — en apparence seulement ! — de M. le Professeur Ripert : nous allons maintenant l'analyser dans le détail.

Nous constatons tout d'abord qu'il ne fait que reprendre comme principe de base l'idée présentée autrefois par M. A. Esmein d'un dosage de la responsabilité

qui incombe au gardien d'une chose inanimée, suivant que cette chose est, ou non, *dangereuse*. Mais là où réside la nouveauté du système de M. G. Ripert, c'est dans la façon dont il organise le jeu du dosage en question.

En effet, pour M. Ripert comme pour M. A. Esmein, les choses, toutes les choses inanimées, peuvent être réparties en deux catégories : « les choses dangereuses » et les « choses non dangereuses ».

Mais, tandis que pour le second c'est l'art. 1382 qui doit s'appliquer à l'occasion du dommage causé par une chose inoffensive et une présomption de faute *seulement de fait* qui doit jouer contre le gardien d'une chose dangereuse, pour le premier, l'art. 1382 conserve bien toujours le même domaine mais, pour les choses dangereuses, il est inutile de recourir à une présomption de fait car il faut leur appliquer la présomption légale de faute qui est prévue, *spécialement* pour elles, par l'art. 1384, § 1, in fine du Code Civil.

Pour M. Ripert, c'est donc la notion de « choses dangereuses » qui commande l'application de cet article et qui doit constituer le véritable critérium dont l'utilité première serait de délimiter les champs d'application respectifs des art. 1382 et 1384, § 1.

Voilà bien écornée l'étendue générale d'application que nous estimons quant à nous devoir reconnaître à cette dernière disposition. Et que devient dans cette doctrine l'ancien critérium avec lequel on avait parfaitement vécu jusqu'à ces derniers temps ?...

M. Ripert pense certainement — bien qu'il ne le dise pas expressément — qu'il n'y a qu'à l'enterrer : et il invoque en ce sens l'arrêt de Cassation du 29 juillet 1924

qui a repoussé l'ancienne distinction que l'on faisait entre le fait de l'homme et le fait de la chose, en appliquant l'art. 1384, § 1, à l'automobile en marche, pour cette seule raison, pense-t-il lui aussi, que celle-ci est une chose dangereuse.

« En réalité, dit M. Ripert, (D. P. 1922, 1, 25) il n'y a pas, il ne peut y avoir de Responsabilité du fait des choses, parce que les choses inanimées sont des instruments et non des causes : il y a une Responsabilité du gardien lorsque ce gardien avait un devoir particulier de surveillance sur une « chose dangereuse » pour les tiers. La seule réalisation du dommage fait présumer qu'il a manqué à ce devoir ; donc, faute. Mais cela n'est vrai que si le dommage a été causé par une chose qui était sous sa garde, parce qu'elle était « dangereuse »... »

Nous devons le reconnaître, le système de M. G. Ripert a rencontré, aussitôt que paru, un grand succès dans la Doctrine et dans la Jurisprudence : il est très séduisant d'allure et a un faux air de justice qui explique aisément l'entrain avec lequel de nombreux esprits s'y sont ralliés. Par ailleurs, son succès auprès de la Cour Suprême a tenu, croyons-nous, à deux raisons principales.

Tout d'abord, une raison de circonstances : lorsqu'il a été lancé par son auteur (note au D.P. 1922, 1, 25) nous avons vu plus haut l'embarras dans lequel se trouvait alors la Jurisprudence et en particulier la Cour de Cassation, en présence des accidents d'automobiles qui devenaient de plus en plus fréquents : les Tribunaux hésitaient à appliquer l'art. 1384 § 1 à l'automobiliste, croyant faussement que le critère qui délimitait alors le domaine de cet article s'y opposait ; et pourtant, à

peu près tous étaient d'accord pour reconnaître, en eux-mêmes, que l'automobile étant une chose « dangereuse » il eut été souhaitable qu'une Responsabilité aggravée incombât à l'automobiliste.

Il est donc bien compréhensible que le système de M. Ripert, faisant à ce moment son apparition et permettant, grâce à son nouveau critérium, de réaliser la solution que l'on souhaitait généralement voir appliquer aux automobilistes, ait bientôt rallié l'adhésion de la Cour de Cassation.

Enfin, la seconde raison que nous croyons trouver au succès remporté par M. Ripert auprès de la Cour Suprême est une raison d'ordre juridique :

Le système de l'éminent professeur offrait, en effet, à notre Haute Juridiction le précieux avantage de baser sur un texte précis l'aggravation de Responsabilité qu'il édictait et ainsi de réserver peut-être à la Cour de Cassation le contrôle de son application.

Quoiqu'il en soit de ces raisons, il est incontestable que la Cour Suprême ne tarda pas à suivre M. G. Ripert dans son interprétation originale de l'art. 1384 § 1 in fine : et c'est bientôt toute la Jurisprudence — ou presque — qui, ayant adopté à sa suite le critérium des « choses dangereuses », devait orienter pendant ces dernières années, dans une voie nouvelle, la Responsabilité spéciale du fait des choses inanimées.

Nous sommes ainsi parvenu au dernier épisode de l'évolution de notre question : comme nous l'annoncions au début de notre ouvrage, cet épisode a marqué l'une des périodes les plus troublées de l'existence de notre art. 1384 § 1 ; voilà pourquoi, en raison de son intérêt

d'actualité et des discussions passionnées qu'il a suscitées, nous avons cru devoir consacrer à son étude détaillée la seconde partie de notre travail à laquelle nous allons maintenant passer.

DEUXIÈME PARTIE

L'EVOLUTION, DANS LA JURISPRUDENCE ET LA DOCTRINE RÉCENTES, DE LA NOTION DE « CHOSE DANGEREUSE » EN MATIÈRE DE RESPONSABILITÉ DU FAIT DES CHOSES INANIMÉES

Nous nous proposons d'étudier ici, successivement dans trois chapitres :

1° L'apparition et l'évolution de la notion de « chose dangereuse » dans la Jurisprudence de ces dernières années.

2° L'attitude de la Doctrine en face de cette notion, telle qu'elle était consacrée par la Jurisprudence.

3° Le récent revirement de Jurisprudence de la Cour Suprême dans l'arrêt toutes Chambres Réunies du 13 février 1930 qui repousse la notion de « chose dangereuse ».

CHAPITRE I

APPARITION ET EVOLUTION DE LA NOTION DE « CHOSE DANGEREUSE » DANS LA JURISPRUDENCE DE CES DERNIERES ANNÉES

Nous avons déjà signalé l'arrêt du 29 juillet 1924 et nous avons dit qu'il était la première décision dans laquelle la Cour de Cassation avait donné son adhésion tacite à l'application de l'art. 1384 § 1 in fine aux accidents de conduite des automobiles : nous avons expliqué à ce propos qu'à notre avis, si la Cour avait cru pouvoir se prononcer dans ce sens, c'est parce qu'elle s'était décidée, cédant aux suggestions de certains auteurs, à abandonner son ancien critère du fait de la chose qui conditionnait jusqu'alors à ses yeux l'application de ce texte et qui, croyait-elle faussement, s'opposait à ce que l'automobiliste fut *légalement présumé* en faute en vertu de cette disposition.

Or, abandonnant son ancien critérium, il lui fallait de toute nécessité en prendre un nouveau : et c'est vers celui des « choses dangereuses », tel qu'il était organisé dans le système présenté par M. G. Ripert en 1922, que la Cour Suprême s'est alors retournée pour motiver et justifier — non pas expressément, puisqu'elle n'en parle pas dans l'arrêt ci-dessus, mais dans son esprit — la décision grave qu'elle rendait à l'encontre du conduc-

teur d'une automobile, gardien d'une chose qu'elle considérait depuis longtemps comme *dangerouse* (1).

C'était là un brusque tournant que la doctrine de la Responsabilité du fait des choses inanimées venait ainsi de franchir, mais sans grand tapage : aussi, le changement de front auquel venait de procéder la Cour Suprême passa-t-il inaperçu pour beaucoup.

Si bien que, en présence de l'instabilité jurisprudentielle des Cours d'Appel et des Tribunaux devant lesquels on continuait à batailler autour de l'ancienne formule, tout spécialement à propos des accidents d'automobile, la Cour de Cassation comprit la nécessité de faire connaître sans ambiguïté et *avec motifs à l'appui* le fond de sa pensée : c'est ce qu'elle fit dans l'arrêt qu'elle rendit le 21 février 1927 (Aff. Jandheur c./ Galeries Belfortaises, D. H. 1927, p. 133).

Cet arrêt, qui est intervenu précisément à l'occasion d'un accident d'automobile demeurera à juste titre célèbre ; la Chambre Civile s'y exprime en un langage clair et positif : elle va appliquer à nouveau la présomption légale de faute qu'elle lit dans l'art. 1384 § 1, in fine à un automobiliste et voici les raisons qu'elle donne cette fois pour motiver sa décision :

« Attendu que la présomption de faute établie par cet article (art. 1384, § 1) à l'encontre de celui qui a sous

(1) Nous noterons ici que le Conseil d'Etat prit, vers la même époque, une position identique vis-à-vis de l'automobiliste et qu'il n'a jamais cessé depuis de le présumer en faute, non pas il est vrai en vertu de l'art. 1384, § 1 qui est une disposition de Droit Privé et non de Droit Administratif, mais uniquement pour cette raison de fait que l'automobile, à l'heure actuelle, est une chose « dangereuse ». (V. C. d'Etat, 22 décembre 1924, D. P. 25, 3, 9, note Appleton ; 9 novembre 1925, D. H. 1926, 10 ; 29 décembre 1926, S. 1927, 3, 107).

sa garde la chose mobilière inanimée qui a causé un dommage à autrui, ne peut être détruite que par la preuve d'un cas fortuit ou de force majeure, ou d'une cause étrangère qui ne lui soit pas imputable.

Qu'il ne suffît pas de prouver qu'il n'a commis aucune faute ou que la cause du fait dommageable est demeurée inconnue ;

.....

Mais attendu que la loi, pour l'application de la présomption qu'elle édicte, ne distingue pas suivant que la chose qui a causé le dommage était ou non actionnée par la main de l'homme, *qu'il suffît qu'il s'agisse d'une chose soumise à la nécessité d'une « garde » en raison des dangers qu'elle peut faire courir à autrui...*

P. C. M. :

Casse... »

Après cet arrêt, il ne pouvait donc plus y avoir de doute : la présomption de faute de l'art. 1384, § 1 in fine ne joue que contre les choses « soumises à la nécessité d'une garde en raison des dangers qu'elles peuvent faire courir à autrui », c'est-à-dire seulement contre les « choses dangereuses » ; du moins telle était l'opinion exprimée par la Cour de Cassation.

On a bien essayé encore de discuter le sens que nous donnons à la formule employée par l'arrêt, « chose soumise à la nécessité d'une garde », et l'on a dit : la Cour, en employant cette expression, a peut-être voulu viser *toutes* les choses inanimées sans distinction, car toute chose, à un moment donné, peut devenir dangereuse. Mais nous repoussons cette interprétation, *en tant qu'elle est certainement contraire* aux intentions de la

Cour, et c'est également en ce sens que s'est prononcé M. H. Capitant (D. H. 1927, 49) ; l'expression discutée vise uniquement les « choses dangereuses », en les opposant aux choses « inoffensives ».

Et parmi les choses dangereuses, la Cour range les automobiles, sans plus se soucier de rechercher quel peut être le degré de participation de l'homme dans l'accident où une chose inanimée est intervenue, puisqu'elle pose également ce principe général que, pour l'application de l'article 1384 § 1, « ...la loi ne distingue pas suivant que la chose qui a causé le dommage était ou non actionnée par la main de l'homme ».

Voilà donc bien consacrée par la Cour Suprême la théorie de M. G. Ripert : le critérium du « fait de la chose » distinct du « fait de l'homme » est mis à l'écart : c'est celui des « choses dangereuses », adopté par la Cour, qui l'a supplanté...

Et pour s'en rendre compte, il n'y a qu'à parcourir la liste imposante des arrêts rendus pendant près de trois années consécutives par les deux chambres de la Cour de Cassation : dans tous ces arrêts, nous retrouvons invariablement la formule inaugurée le 21 février 1927 par la Chambre Civile (Civ. 26 oct. 1927, D. H. 1927, 557 ; Civ. 29 février 1928, D. H. 1928, 223 ; Req. 16 juillet 1928, D. P. 1929, 1, 33 ; Civ. 27 février 1929, D. H. 1929, 201 ; Civ. 12 mars 1929 et Req. 16 avril 1929, D. H. 1929, 234, etc...)

Aussi, n'est-il pas étonnant que devant la fidélité des plus édifiantes que la Juridiction Suprême témoignait à sa propre jurisprudence, l'imposante majorité des Cours d'Appel et des Tribunaux, dont certains étaient jusqu'alors dissidents lorsqu'il s'agissait d'appli-

quer l'art. 1384 § 1, plus spécialement aux autos, motos et bicyclettes, se soit laissée facilement convertir : voici quelques exemples : (en ce qui concerne les autos, Caen 14 octobre 1927, Rec. Rouen et Caen, 1928, 2, 43 ; Dijon, 20 octobre 1927, Gaz. Pal. 1927, 1, 308 ; Douai, 29 nov. 1927, Rec. Douai, 1928, 124, etc... ; en ce qui concerne les motos, Trib. Civ. de l'Aude, 20 mars 1928, D. H. 1928, 345 ; en ce qui concerne les bicyclettes, Rouen, 19 janv. 1928, Rec. Rouen et Caen, 1928, 245 ; Trib. Civ. Seine-Inférieure, 21 janvier 1928, D. H. 1928, 219 ; Dijon, 16 octobre 1928, Gaz. Pal., 1928, 2, 711 ; Paris, 2 nov. 1928, Gaz. Pal. 1929, 1, 178 ; Montpellier, 4 mars 1929, D. H. 1929, 227).

Mais cependant, malgré toutes ces professions de foi, quelques juridictions se montraient encore indociles à la voix de la Cour Suprême, constituant ainsi les exceptions qui, suivant la formule bien connue, vérifiaient notre règle jurisprudentielle. Parmi ces juridictions, une vaut d'être citée tout spécialement : c'est la Cour d'Appel de Lyon.

Ayant été désignée comme Cour de renvoi pour statuer après Cassation dans l'affaire Jandheur contre Galeries Belfortaises, affaire dans laquelle, nous nous en souvenons, la Cour Suprême, par son arrêt ci-dessus étudié du 21 février 1927, avait fait si clairement connaître sa nouvelle doctrine, la Cour d'Appel de Lyon, dans son arrêt du 7 juillet 1927 (D. H. 1927, 423), n'a pas hésité à se prononcer nettement contre l'interprétation nouvelle que la Chambre Civile entendait donner désormais à l'art. 1384 § 1 ; et, repoussant ce critère des « choses dangereuses » qui lui eut permis, à elle aussi, d'appliquer sans autre forme de procès cet article

à l'accident d'automobile qu'elle avait à juger, elle s'en réfère à l'ancienne formule du fait de l'homme et du fait de la chose pour orienter sa décision.

Jusqu'ici, nous approuvons pleinement la Juridiction lyonnaise et voilà bien pour nous la vérité enfin rétablie dans son principe.

Malheureusement, nous ne pouvons en dire autant de l'application vicieuse que la Cour d'Appel crût devoir en faire à l'espèce puisque, par une analyse maladroite et erronée des éléments de Responsabilité qu'elle avait à apprécier, elle repoussa l'art. 1384, § 1 dont l'application lui était cependant commandée par l'interprétation logique du critère dont elle était la première à se recommander : au reste, l'argumentation par laquelle elle chercha à justifier sa décision vaut d'être ici brièvement rapportée :

Dans des motifs très fouillés et solidement charpentés... en apparence, la Cour de Lyon se lance dans une distinction des plus subtiles entre ce qu'elle appelle d'une part la « *garde* » et d'autre part « *la conduite* » d'une automobile : sous une forme développée, voici, en somme, la distinction avancée par la Cour :

Le propriétaire d'une automobile arrêtée, ou encore remise au garage, roues calées, serait bien dans ces conditions « *gardien* » de sa voiture : et, par suite, la Cour lui appliquerait sans hésitation l'art. 1384, § 1 au cas de dommage causé par sa machine.

Au contraire, si en sortant de son garage sans avoir pris aucune précaution, le même propriétaire de la même voiture, alors au volant de son automobile, écrase un ou plusieurs piétons, la même Cour lui appliquera l'art. 1382 parce que, pense-t-elle, en embrayant, le pro-

priétaire du véhicule, de « gardien » qu'il était avant d'avoir relevé la pédale fatidique, s'est transformé subitement en « conducteur », le fait de l'homme dirigeant et primant désormais le fait de la chose au cas d'accident.

Mais, au fait, nous connaissons déjà ce système : c'était celui à peu près unanimement reconnu et appliqué, il y a quelques années encore, par la Jurisprudence et en particulier par la Cour de Cassation avant son arrêt du 29 juillet 1924 : nous le retrouvons donc ici mais présenté sous une forme plus savante et mieux systématisée : à la notion de « gardien » on en oppose maintenant une autre, celle de « conducteur » ; et voilà toute la nouveauté...

Or, ce balancement harmonieux, risquant d'endormir le public, a paru justement dangereux à M. le Doyen Josserand qui, heureusement, veillait : dans une chronique vigoureuse (D. H. 1927, 65) il réduit à néant (une fois de plus, si l'on peut dire !) la distinction « byzantine » reprise par la Cour de Lyon et en une formule d'une précision toute scientifique, il en démontre à nouveau l'erreur, faisant observer qu'avec l'application d'une telle doctrine « à mesure que s'élève le potentiel de nuisance, on voit s'abaisser le coefficient de Responsabilité ». Et il ajoute :

« Pour une fois, la politique de Gribouille est couronnée de succès ; il suffit à qui veut éviter la pluie de se jeter en pleine eau : au lieu de créer l'organe, la fonction l'émousse au point de le rendre presque inopérant... »

On a vu notre Jurisprudence forcer les textes du Code pour satisfaire un besoin social ; exemple : l'art.

1121 dont la Jurisprudence a élargi le cadre pour y faire rentrer l'assurance sur la vie. Mais on ne l'a jamais vue — c'est la première fois peut-être — torturer un texte pour en sortir une mesure anti-sociale. *Il est impossible qu'une semblable interprétation puisse conquérir droit de cité judiciaire* » : nous verrons bientôt que la prédiction de M. Josserand devait se réaliser...

Quoiqu'il en soit de cette grave erreur contenue dans l'arrêt de la Cour de Lyon, cette haute juridiction a eu cependant, à nos yeux, un grand mérite : statuant comme Cour de Renvoi après Cassation, elle n'a pas craint d'affirmer courageusement sa manière de voir, diamétralement opposée à celle de la Cour Suprême et de prendre ainsi la lourde responsabilité de provoquer contre sa décision un arrêt de toutes les Chambres Réunies de la Cour de Cassation : voilà, notons-le en passant, un bel exemple de la parfaite indépendance d'esprit qui honore notre Magistrature.

Enfin, la Cour de Lyon a eu pour nous cet autre mérite non moins grand que nous avons déjà porté à l'actif de son arrêt du 7 juillet 1927 : elle a repoussé catégoriquement l'interprétation récente de l'art. 1384 § 1 in fine que M. G. Ripert avait réussi à faire admettre par une grande partie de nos Tribunaux, interprétation d'après laquelle, nous le rappelons, la présomption de faute édictée par ce texte ne viserait que les « choses dangereuses ».

Etant donné le succès que ce système rencontra dans la Jurisprudence dominante, au cours de ces trois dernières années, il importe que nous examinions maintenant qu'elle a été, à son égard, l'attitude de notre Doctrine.

CHAPITRE II

ATTITUDE DE LA DOCTRINE EN FACE DE LA NOTION DE « CHOSE DANGEREUSE », TELLE QU'ELLE ETAIT CONSACRÉE PAR LA JURISPRUDENCE

Comme tout système, celui proposé par M. G. Ripert et adopté par la Jurisprudence depuis le fameux arrêt de Cassation du 21 février 1927 eut en Doctrine ses partisans — plus ou moins convaincus les uns que les autres — et ses adversaires.

Nous étudierons successivement les arguments et les suggestions avancés par les uns et par les autres.

Section I. — Les Partisans

Paragraphe I

M. G. Ripert précise sa théorie

Après que la Cour de Cassation eût rendu son important arrêt de principe du 21 février 1927, M. Ripert, devant l'adhésion solennelle que la Cour venait de donner à son système, comprit la nécessité de le préciser : et il ne faillit pas à cette obligation.

Dans une importante note au Dalloz (D. P. 1927, 1, 97) il commence tout d'abord par constater l'abandon définitif par la Cour Suprême de l'ancienne distinction du fait de l'homme et du fait de la chose et la substi-

tution à celle-ci d'une formule qui n'est que la traduction de la théorie qu'il a déjà présentée (note Ripert, D.P. 1925, 1, 7 § III) à propos du critère qui, d'après lui, devait régler l'application de l'art. 1384, § 1 in f. : « ...Il suffit, dit l'arrêt, qu'il s'agisse d'une chose soumise à la nécessité d'une garde, en raison des dangers qu'elle peut faire courir à autrui... »

M. Ripert ne peut que se féliciter de ce revirement, car d'après lui, si cette limitation nouvelle n'avait pas été adoptée, c'était l'art. 1384, § 1 qui serait devenu le droit commun, à la place de l'art. 1382.

Nous avons vu ce qu'il faut penser de cette dernière proposition...

Puis, M. Ripert en arrive au point délicat de son système : c'est qu'il lui faut définir maintenant ce qu'il appelle « *choses dangereuses* ». Or, cette définition est capitale puisque c'est d'elle que doit dépendre, paraît-il, l'étendue du domaine que l'on concédera à l'art. 1384 § 1.

L'éminent professeur pose tout d'abord en principe qu'il serait dangereux que les juges du fond fussent souverains dans leur appréciation car il s'en suivrait inévitablement une diversité regrettable dans les décisions rendues par des Juridictions différentes à propos d'une même catégorie de choses : il estime donc nécessaire que la Cour Suprême puisse exercer un contrôle attentif et efficace en notre matière : par ce raisonnement, il en arrive nécessairement à cette conclusion que la détermination du caractère dangereux d'une chose doit être non pas une question de fait, mais une *question de droit* : au surplus, voici ce qu'il dit à ce sujet :

« Les juges du fond ne peuvent pas arbitrairement

décider que, d'après les circonstances de l'accident, la chose n'apparaissait pas comme dangereuse : s'ils veulent écarter l'art. 1384, ils doivent affirmer *qu'en elle-même* la chose n'offrait aucun danger. Or, comme ils constatent nécessairement quelle est la chose dont le fait a causé le dommage, la Cour de Cassation a le moyen de contrôler s'ils ont correctement appliqué l'art. 1384. Les juges du fond n'ont pas plus le droit d'écarter l'art. 1384 en constatant qu'une automobile marchait lentement, qu'ils ne pourraient écarter l'art. 1385 sous le prétexte qu'un animal n'offrait pour les tiers aucun danger. »

En somme, pour M. Ripert, il y a certaines choses qui sont *spécifiquement dangereuses* indépendamment des circonstances de fait accessoires et variables dans chaque espèce, au milieu desquelles elles se sont trouvées : c'est la liste de ces choses qu'il faudra donc dresser pour déterminer le domaine d'application de l'art. 1384, § 1, ...et surtout pour permettre à la Cour Suprême de pouvoir exercer son contrôle...

En vue d'éclairer les juges, l'auteur dresse un tableau des caractères qui dès maintenant permettraient aux Tribunaux de qualifier de « dangereuse » telle chose plutôt que telle autre : ce tableau vaut d'être rapporté :

1°) Il y aura les choses dangereuses, parce que mues par une force dont l'homme n'a pas la direction absolue : ex. : toutes les machines mues par un moteur quelconque, les choses contenant une substance explosive, ou corrosive, ou inflammable.

2°) Il y aura les choses qui sont mises en mouvement par l'homme, mais qui en développent l'effet : treuil, bicyclette, tricycle.

3°) Il y aura les choses qui ne peuvent être dangereuses que par la force de leur pesanteur, donc, dans des circonstances bien déterminées.

A ces choses qui, pour lui, devront être considérées *a priori* comme dangereuses, M. Ripert oppose celles « qui sont par elles-mêmes inertes et inoffensives » ; et il cite, comme exemples, une tringle de fer dans un mur, un siphon d'eau de Seltz, les feuilles des arbres : toutes choses que M. Ripert prétend soustraire à l'application de l'art. 1384, § 1.

L'empirisme d'une telle classification est si évident qu'il est absolument inutile de le souligner : dans sa « liste des choses dangereuses », M. Ripert ne pourra jamais affirmer n'en avoir oublié aucune : et qui plus est, les eût-il toutes visées au moment où il écrivait sa note, étant donné le caractère essentiellement relatif, dans le temps et dans l'espace, de la notion de « chose dangereuse », la liste qu'il a présentée devrait être perpétuellement remaniée, soit qu'il faille en retrancher une chose devenue « inoffensive » par suite de l'invention de procédés nouveaux, soit au contraire qu'il faille y ajouter une création nouvelle vraiment dangereuse, parce qu'encore mal connue et défectueuse.

D'autre part, pour ce qui est des exemples de « choses inoffensives » qu'il nous cite, nous nous permettrons de les tenir pour peu convaincants puisque nous relevons dans la Jurisprudence des accidents causés précisément par une tringle de fer dans un mur (Req. 22 Janvier 1908, D.P. 1908, 1, 217), un siphon d'eau de Seltz (Paris, 4 Déc. 1912, D.P. 1913, 2, 80 — Req. 19 Janvier 1914, D.P. 1914, 1, 303), des feuilles d'arbre poussées par le vent (Limoges, 20 Juin 1921, D.P. 1922, 2, 49).

A l'époque où ces diverses décisions furent rendues, le critère des « choses dangereuses » était encore inconnu dans la Jurisprudence et même dans la Doctrine, ou du moins, il n'en était pas encore question : et les Tribunaux qui eurent à connaître des espèces ci-dessus se prononcèrent tous en faveur de l'application de l'art. 1384, § 1 : aussi, M. Ripert les critique-t-il vivement : quant à nous, nous nous permettons d'exprimer une opinion contraire et d'approuver pleinement ces Juridictions.

En réalité, ce qui achève de perdre à nos yeux le système présenté par M. Ripert, c'est cette classification qu'il prétend faire, à l'avance, de toutes les choses inanimées, en distinguant d'une part, celles qu'il déclare « dangereuses » par principe, et d'autre part, celles qu'il déclare « inoffensives » également par principe.

Il nous paraît, au surplus, qu'il lui était inutile d'avoir recours à une telle classification, si dangereuse elle aussi dans son principe, pour justifier le contrôle de la Cour de Cassation sur les applications qui pourraient être faites, par les Tribunaux, de l'interprétation originale de l'art. 1384, § 1, in f. qu'il venait de lancer.

C'est également l'opinion qui a été exprimée par M. P. Esmein : et nous allons voir la solution que celui-ci proposa à son tour.

Paragraphe II

Suggestion présentée par M. P. Esmein

Nous n'avons été qu'à moitié surpris de trouver M. P. Esmein dans les rangs des partisans de la formule nouvelle (note au S. 1927, 1, 137).

Déjà, nous avons souligné, en étudiant sa note au S. 1924, 1, 321, la sympathie très vive qu'il manifestait pour cette idée alors nouvelle que l'automobiliste, causant un accident, devait se voir appliquer l'art. 1384, § 1, in fine pour cette raison que l'automobile, dont il est le gardien, est une « chose dangereuse ».

Aussi, n'est-il pas étonnant que par la suite il ait formulé expressément son adhésion à la version que M. G. Ripert a donnée de ce texte : il déclare nettement, maintenant, que la présomtion de faute, édictée par cette disposition, n'est acceptable que pour les choses dangereuses, et pour elles seules.

Ceci nous montre bien — nous l'avions d'ailleurs déjà compris et il nous le dit expressément aujourd'hui — que M. P. Esmein, (comme M. G. Ripert) base la Responsabilité de l'art. 1384, § 1 in fine sur l'idée de *faute* : voilà ce qui justifie, à leurs yeux, une Responsabilité aggravée à la charge du gardien d'une « chose dangereuse ».

Et M. P. Esmein, commentant l'arrêt du 21 février 1927, approuve la décision de la Cour Suprême qui estime qu'une automobile conduite est une chose dangereuse : il voit même, dans cet arrêt, une « Politique de prévention des dommages », car dit-il, « le gardien de la chose dangereuse, sachant qu'il est présumé en faute, fera attention ».

Par ailleurs, il fait observer la supériorité du nouveau critère sur l'ancien quant à la commodité de son application spécialement en matière d'accidents d'automobile : et, à ce propos, nous nous étonnons de trouver sous sa plume cette phrase que nous relevons : « La nouveauté de notre arrêt porte sur ce point que la Cour

de Cassation ne cherche plus à distinguer le fait de l'homme du fait de la chose, quand c'est une chose inanimée qui a causé le dommage et qu'elle était dans la main de l'homme. *Et elle fait sagement : car sur ce point, le problème était insoluble... »*

Non : le problème n'était pas insoluble. puisque nous avons vu que M. P. Esmein lui-même l'avait très justement résolu, précisément à propos des automobiles en marche, dans sa note au S. 1924. Nous ne pourrions donc expliquer cette contradiction manifeste dans la doctrine de l'éminent professeur, que par l'enthousiasme avec lequel il a opté pour le nouveau critère des choses dangereuses (note P. Esmein, S. 1928, 1, 89).

Mais il lui a bien fallu, à lui aussi, définir ce qu'il entendait au juste par la nouvelle formule : plus précisément, comment et dans quelles limites la Jurisprudence pourrait-elle appliquer la nouvelle interprétation de l'art. 1384, § 1, in f... ?

Et c'est ici qu'ayant définitivement abandonné M. G. Ripert pour les raisons exposées plus haut, nous nous rapprocherons un peu — sans toutefois vouloir le rejoindre ! — de M. P. Esmein.

Celui-ci déclare que l'arrêt du 21 Février 1927 a formulé une « directive ». Et il s'explique :

Dans tout système de droit, dit-il en substance, il y a deux catégories de règles :

Les « *règles de droit* » prévoyant une hypothèse déterminée et lui donnant une solution fixe : le juge n'a qu'à appliquer.

Les simples « *directives* » — que le droit anglais connaît sous le nom de « standards » — constituant

seulement une ligne de conduite qui permet au juge de s'orienter dans un sens déterminé.

Or, dit M. P. Esmein, de tout temps, les règles de droit ont été insuffisantes : on ne peut pas, en effet, en législation positive, prévoir tous les cas : aussi, dans toutes les législations, il y a eu des directives ; exemple : dans le droit Romain, nous trouvons la directive de la bonne foi, celle du « *bonus pater familias* » dans la Responsabilité contractuelle.

M. Hauriôu relève également de nombreuses « directives » dans notre droit administratif.

De son côté, M. Alain Sanhoury estime que la directive est bien préférable à la règle de droit, en période d'évolution.

Enfin, M. P. Esmein note par ailleurs un certain nombre de directives dans notre droit privé français : d'abord, celles héritées du droit Romain, puis d'autres de création récente : abus de droit, validité d'une clause d'inaliénabilité, etc...

Ayant ainsi constaté que c'est seulement une « directive » qui est formulée par l'arrêt du 21 février 1927 — et par suite, également par l'art. 1384, § 1 in fine que cet arrêt prétend exactement interpréter — M. P. Esmein en tire la conclusion de première importance que voici : la question de l'exacte application d'une directive étant une question de droit (c'est dans ce sens que se prononcent les Cours anglo-saxonnes), la Cour de Cassation pourra exercer librement son contrôle sur la façon dont les Tribunaux appliqueront la nouvelle interprétation de l'art. 1384 § 1 in fine, donnée par M. G. Ripert.

Nous approuvons pleinement le raisonnement de M. P. Esmein sur ce point particulier : il serait donc

absolument inutile — c'est maintenant démontré — de chercher à établir à l'avance une liste des « choses dangereuses » d'ailleurs impossible à composer exactement, pour justifier le contrôle de la Cour Suprême sur l'application par les Tribunaux de la nouvelle formule inaugurée par l'arrêt du 21 février 1927. Et c'est certainement au système que nous venons d'exposer que nous nous serions rallié si... nous avions adhéré au critère des « choses dangereuses ».

Mais, notre religion — la théorie du « risque », base de la Responsabilité de l'art. 1384 § 1 in fine — nous interdit une telle conversion : nous n'avons d'ailleurs nulle envie de nous parjurer et le talent de M. Savatier lui-même, dont nous allons rappeler maintenant les vues sur la question, ne réussira pas à ébranler nos convictions.

Paragraphe III

Théorie de M. Savatier

Nous avons vu plus haut que M. Savatier n'avait abandonné qu'à contre-cœur l'interprétation classique de l'art. 1384 § 1 in f., et voilà qui explique le peu d'enthousiasme avec lequel il s'incline cependant devant les nouveautés d'interprétation dont cet article a été successivement l'objet dans la Jurisprudence, d'abord en 1896, puis plus près de nous, dans l'arrêt du 21 février 1927 : au reste, l'adhésion finale de M. Savatier à la formule inaugurée par ce dernier arrêt ne peut pas nous surprendre, puisque cette formule est une restriction sérieuse à la portée générale que l'interprétation de 1896 avait donnée à ce texte.

Dans une note importante au Dalloz (D. P. 1927,

2, 169), M. Savatier commence par rappeler l'évolution suivie par la Responsabilité légale de l'art. 1384 § 1 et souligne la dernière phase de cette évolution : depuis l'arrêt du 21 février 1927, dit-il, le critère de ce texte est changé : cette disposition ne s'applique plus qu'aux choses dangereuses : et désormais, quand un dommage est causé par une chose inanimée, il n'y a plus à s'interroger sur l'autonomie de cette chose par rapport à l'homme, mais sur son caractère plus ou moins dangereux.

Puis, M. Savatier aborde de suite la difficulté qui consiste à déterminer quelles sont les choses dangereuses et examine par quel moyen la résoudre.

Sans hésiter, il rejette la classification proposée par M. G. Ripert, pour cette raison que toutes les choses, sans exception, pourraient y rentrer, y compris celles citées comme exemples de « choses inoffensives » par l'éminent professeur.

Et M. Savatier de formuler alors ce sage principe : « il est impossible de cantonner les choses dangereuses ou inoffensives, à l'avance, soit en Doctrine, soit en Jurisprudence ».

A ce propos, critiquant la méprise de M. G. Ripert, il signale — très justement à notre avis — la différence de sens qui existe entre les épithètes « dangereux » et « dommageable » : toutes les choses, sans exception, peuvent être plus ou moins souvent dommageables, alors que toutes les choses ne sont pas dangereuses.

C'est également à préciser cette distinction que M. Voirin s'attachera, lui aussi, dans sa chronique sur « la notion de chose dangereuse » (D. H. 1929, 1) où il dit notamment, à propos de M. Ripert : « C'est lui qui

a inspiré la Cour de Cassation : mais il se fait une idée tellement compréhensive de la « chose dangereuse » qu'il ne laisse même plus de choses inoffensives : avec lui, toute chose est dangereuse.

En effet, il fait une confusion entre « chose dangereuse » et « chose dommageable » : il appelle « dangereuse » la chose susceptible de causer un dommage : et, s'il avance quelques choses qu'il dit inoffensives, ce sont, a dit justement M. Savatier (D. P. 1927, 2, 170 § 2) autant d'infidélités à sa théorie, parce que ces choses elles-mêmes peuvent devenir un jour dommageables.

Or, le danger, ça n'est pas le dommage réalisé, c'est le *dommage menaçant* : une chose est dangereuse avant d'être dommageable : et la chose qui, un jour, se révèle dommageable ne peut pas être, de ce fait, tenue pour dangereuse lorsqu'elle ne présentait auparavant aucune menace caractérisée de dommage ».

Et telle est bien l'opinion de M. Savatier lorsqu'il déclare de son côté : « M. Ripert a réuni, en réalité, toutes les circonstances qui peuvent rendre une chose non pas dangereuse, mais seulement dommageable : or, toute chose peut devenir dommageable,.. »

Ayant ainsi parfaitement établi que la classification beaucoup trop large de M. Ripert va à l'encontre des intentions de la Cour Suprême qui, dans son arrêt du 21 février 1927, a visé seulement les choses « *dangereuses* », M. Savatier exprime cette opinion que, pour lui, la question de savoir si telle chose est dangereuse ou non est une *question de fait* et non de droit : et il fait observer, comme nous l'avons fait nous-même, toute la relativité de la notion de danger : ce sera donc

au juge du fond à apprécier, dans chaque espèce, s'il y a lieu d'appliquer l'art. 1384, § 1 in fine.

Pour ce qui est de l'importante question du contrôle de la Cour de Cassation sur l'application de ce texte par les Tribunaux, nous regretterons que M. Savatier n'en parle pas : au surplus, peut-on conclure de ce silence que cet auteur adopte sans doute la manière de voir de M. P. Esmein sur ce point, manière de voir qui est parfaitement conciliable avec la thèse qu'il soutient : en effet, au regard de la logique, rien n'empêcherait de prétendre, à la fois, que la recherche du caractère dangereux d'une chose est une question de fait, et que le contrôle de l'application de la « directive » en vertu de laquelle les juges du fond se livrent à cette recherche est une question de droit.

Puisque la notion de chose dangereuse est, avant tout, pour lui une notion de fait, et que, d'autre part, s'il a suivi l'évolution en tant qu'elle attribuait à l'art. 1384 § 1 in f. un domaine d'application plus étendu que l'interprétation classique, il fonde toujours la Responsabilité édictée par cette disposition sur l'idée de *faute*, M. Savatier en tire une conclusion logique qui va d'ailleurs le mettre en opposition avec ce que décide illogiquement la Jurisprudence depuis de nombreuses années : cette conclusion, la voici : étant donné que le gardien d'une chose dangereuse est seulement « présumé en faute » en vertu de l'art. 1384, § 1, — ce texte n'édictant pas à sa charge une « obligation » véritable, comme tendent à le soutenir les partisans de la théorie du risque — il devrait être déchargé de toute responsabilité en rapportant la preuve qu'il n'a pas commis de faute, c'est-à-dire qu'il a pris toutes les précautions qui *devaient*

lui paraître nécessaires et suffisantes pour rendre non dangereuse la chose dommageable dont il avait la garde.

On ne peut qu'approuver cette observation de M. Savatier, et nous avons déjà signalé, nous-même, l'inconséquence de la Jurisprudence qui, proclamant qu'elle appliquait une simple présomption de faute — laquelle ne rentre nullement dans celles visées par l'art. 1352 C. Civ., — refusait d'admettre contre elle la preuve réclamée par M. Savatier.

La théorie de ce dernier est donc logique jusqu'au bout : il rejette la solution bâtardee de risque et de faute qu'adopte la Jurisprudence et plaçant son système en face de celui de M. G. Ripert, ces deux systèmes étant édifiés l'un et l'autre sur l'unique plan de la « faute présumée », il circonscrit le choix de son lecteur entre les deux solutions suivantes :

Ou bien, apprécier *objectivement* la notion de chose dangereuse — comme le fait M. G. Ripert — et alors, on la confondra forcément avec la notion de chose dommageable, toute chose susceptible de causer un dommage étant réputée dangereuse ; ce qui aura pour résultat de réduire à néant l'effet de la restriction voulue et apportée à l'ancien domaine de l'art. 1384, § 1 par l'arrêt de Cassation du 21 février 1927 (V. Trib. Civ. de la Drôme, 3 mai 1927, D. P. 1927, 2, 169).

Ou bien, apprécier *subjectivement* cette même notion de chose dangereuse, cette appréciation étant faite par le juge du fond d'« après la position du gardien et les circonstances de l'espèce » (V. Chambéry, 20 Juin 1927, *ibid.*)

On aura reconnu aisément dans la seconde solution, celle préconisée par M. Savatier : et c'est égale-

ment celle à laquelle nous nous serions rangé si nous avions donné à la Responsabilité du fait des choses inanimées le même fondement que M. Savatier.

On a bien essayé de discuter par la suite cette appréciation subjective de la notion de chose dangereuse dont M. Savatier s'est fait le défenseur : en particulier M. Voirin (Ch. D. H. 1929, 1) a prétendu que dans l'opinion de M. Savatier « le critère de la chose dangereuse réside dans l'opinion personnelle du gardien » : cette allégation était manifestement erronée : aussi, M. Savatier, pour dissiper toute équivoque, précisant à nouveau (Ch. D. H. 1929, 65) le sens dans lequel il s'était *déjà prononcé*, répète-t-il, à propos du critère par lui choisi « qu'il réside, non dans l'opinion qu'avait le gardien, mais dans celle qu'il *aurait dû* avoir, c'est-à-dire dans les circonstances de fait dont dépend, pour chaque espèce, au moment de chaque accident, le danger apparent et relatif de chaque chose ».

Si donc le fondement de la Responsabilité légale de l'art. 1384 § 1 in f. était véritablement l'idée de faute, c'est bien la doctrine de M. Savatier, combinée avec celle de M. P. Esmein, qui, à notre avis, devrait l'emporter sur toute autre : et nous le répétons, c'est la parfaite logique avec laquelle son auteur l'a déduite à la fois, du principe fondamental dont il s'est inspiré et de la formule contenue dans l'arrêt de Cassation du 21 février 1927, qui nous conduit à exprimer nous-même un tel choix.

Mais, nous avons dit que M. Savatier, malgré sa science et son talent, n'ébranlerait pas nos convictions : et de fait, nous demeurons toujours fidèle à nos principes : si nous repoussons la doctrine ci-dessus, c'est

parce que nous estimons que, dans la société actuelle, l'antique notion de la faute aquilienne sur laquelle la Jurisprudence de ces trois dernières années avait greffé officiellement son critère des « choses dangereuses » est insuffisante pour garantir les individus des conséquences dommageables de leurs activités réciproques. « Il faut vivre avec son temps » ; telle est bien la formule qui commande les évolutions nécessaires ; au siècle dernier la Responsabilité basée sur la faute suffisait, tandis qu'au XX^e siècle c'est la notion du « risque créé » qui s'impose.

Au surplus, nous avons annoncé que la formule inaugurée par la Cour Suprême le 21 février 1927 avait été diversement accueillie par la Doctrine ; nous venons de voir les arguments de ses partisans : voyons maintenant ceux de ses adversaires.

Section H. — Les Adversaires

Paragraphe I

Opinion de M. H. Capitant

M. H. Capitant n'est point du tout satisfait du nouveau système que la Cour de Cassation a adopté dans l'arrêt du 21 février 1927 (Ch. D. H. 1927, p. 49) : passant en revue les seules causes d'exonération expressément formulées par la Cour au profit du gardien de la chose reconnue dangereuse, il se demande, lui aussi, quel peut être le fondement que la Chambre Civile peut bien donner à la Responsabilité de l'art. 1384 § 1 in f. qu'elle interprète de si étrange façon : car, à ses yeux, cette « présomption de faute » avancée par notre Haute Jurisdiction s'accorde très mal avec les solutions qu'elle pré-

tend en déduire. Et ici, M. H. Capitant, beaucoup mieux que nous n'avons pu le faire nous-même, met en évidence l'inconséquence de la Cour Suprême en démontrant qu'elle a commis d'abord une erreur, et ensuite une contradiction.

— une erreur ; car la preuve contraire est toujours librement admise à l'encontre d'une présomption légale qui ne rentre pas dans les prévisions de l'art. 1352, C. Civ., ce qui est notre cas.

— une contradiction ; car si l'on reconnaît un caractère absolu à une présomption, aucune preuve ne peut plus faire échec à celle-ci.

Et voilà déjà deux raisons qui font écarter très justement par M. Capitant le système proposé par la Cour de Cassation : mais, il y en a d'autres, et qui sont de principe...

M. Capitant est en effet un des défenseurs les plus autorisés de l'interprétation classique de notre art. 1384 § 1 : cet article, nous dit-il, « a été visiblement détourné de son vrai sens et de sa véritable portée qui est seulement d'annoncer les présomptions de faute édictées par les articles suivants qui visent les animaux et les bâtiments... »

Nous voyons par là que M. Capitant désapprouve toute Jurisprudence qui aurait pour effet d'élargir le domaine de ce texte : aussi, a-t-il repoussé l'interprétation de l'arrêt de Cassation du 16 juin 1896 et repoussé-il, maintenant encore, la nouvelle formule de la Chambre Civile quoiqu'elle restreigne considérablement, comme il le note d'ailleurs, le champ d'application de l'art. 1384 § 1, en déclarant qu'il ne vise que les « choses dangereuses ».

Et à ce propos, M. Capitant note très justement la difficulté que les Tribunaux rencontreront pour appliquer le nouveau critérium : « L'application de la distinction, dit-il, sera fort délicate. Nous craignons que, loin de mettre un terme aux discussions, elle n'en fasse surgir de nouvelles ».

Quant à nous, il y a longtemps que nous avons exprimé sur ce point semblable sentiment.

M. Capitant s'affirme donc le gardien fidèle de l'esprit qui animait les rédacteurs du Code Civil lorsqu'ils composèrent l'art. 1384 § 1 : il s'est absolument refusé à suivre l'évolution jurisprudentielle qui s'est produite depuis dans la matière de la Responsabilité du fait des choses inanimées, et dans les critiques qu'il lui adresse, il soutient encore en 1927 que « l'on devrait admettre la preuve que le propriétaire s'est comporté en bon père de famille : il n'est pas équitable, dit-il, de lui imposer l'obligation de réparer des dommages dont il n'est pas possible de déterminer la cause ».

Ainsi, M. Capitant repousse catégoriquement l'idée de Risque, comme base de la Responsabilité moderne ; pour lui, c'est toujours la faute qui doit lui servir de fondement.

Mais alors, on pourrait s'étonner que, partisan de la Responsabilité basée sur la faute, M. H. Capitant ne cherche pas, comme tous les autres auteurs qui proclament ce même principe, à doser la Responsabilité du gardien d'une chose inanimée suivant que cette chose est, ou non, plus ou moins dangereuse.

Et telle est bien la conclusion à laquelle paraîtrait devoir nous mener le rejet, par M. Capitant, de la for-

mule consacrée par la Cour de Cassation dans son arrêt du 21 février 1927.

En réalité, il n'en est rien : c'est qu'en effet, la raison déterminante pour laquelle l'éminent professeur repousse la formule en question est que la Cour Suprême *prétendait la tirer* de l'art. 1384 § 1 ; or, nous avons dit comment M. Capitant continuait à interpréter ce texte.

Mais, s'il n'approuve pas la lettre de la nouvelle formule, ni le *fondement légal déjà existant* que la Jurisprudence a essayé de lui donner, par contre, il en approuverait volontiers l'esprit : il estime, en effet, qu'il serait souhaitable qu'une Responsabilité aggravée pesât sur le gardien d'une chose dangereuse... : et même, rompant ici avec ses principes, il expliquerait cette « responsabilité corsée » par l'idée du « risque » découlant de la garde d'une telle chose....

Enfin, précisant ses vues sur la question, M. Capitant estime que c'est le législateur — et non le juge — qui devrait dresser une liste des choses dangereuses : et pour ce faire, il s'aiderait de la pratique des assurances.

Nous ne pouvons admettre un tel système : il serait peut-être encore plus dangereux que ce soit le législateur, plutôt que le Juge, qui dresse la liste des choses réputées « dangereuses » : et il est inutile de donner ici les raisons de notre manière de voir : elles sont nombreuses et on les devine sans difficulté.

Par ailleurs, il nous est impossible d'accepter une doctrine qui baserait la Responsabilité du fait des choses inanimées, suivant la chose considérée, soit sur la faute, soit sur le Risque : et nous ne pouvons que

répéter ce que nous avons déjà souvent dit au cours de cet ouvrage : il faut opter :

Ou bien, on fondera la Responsabilité du fait de *toutes* les choses inanimées sur l'idée de faute et dans cette hypothèse, on conçoit que l'on puisse parler d'un régime spécial — mais également fondé sur la faute — à appliquer aux « choses dangereuses ».

Ou bien, on fondera la Responsabilité du fait de *toutes* les choses inanimées sur l'idée de risque et là, nous ne devons plus entendre parler ni de choses dites « dangereuses » ni de choses dites « inoffensives ».

Cette dernière distinction a trouvé d'ailleurs en M. H. Mazeaud un adversaire particulièrement distingué, et c'est à l'opinion émise par celui-ci que nous en arrivons maintenant.

Paragraphe II

Opinion de M. H. Mazeaud

A l'inverse de M. H. Capitant, M. Mazeaud reconnaît à l'art. 1384 § 1, in f. la portée d'un principe général de Responsabilité du fait des choses inanimées : et il approuve la Jurisprudence qui a su, comme il le fallait, céder à la pression des nécessités et ne plus voir seulement, dans cette disposition, l'annonce pure et simple des articles suivants.

Nous avons déjà eu l'occasion d'exprimer pour notre part une opinion identique et voilà qui nous rapproche dès maintenant de l'auteur que nous étudions.

Ayant ainsi formulé son « principe directeur », M. Mazeaud s'attaque immédiatement à la formule inaugurée par l'arrêt du 21 février 1927 et la repousse (note S. 1927, 1, 129).

En effet, dit-il, la distinction qu'elle prétend faire entre les choses dangereuses et les choses inoffensives n'est pas écrite dans le texte dont elle se réclame ; et fort spirituellement, il plaisante ses partisans qui en seront amenés... (peut-être !) « à dresser une liste des choses dangereuses avec étiquette rouge : « Attention, chose dangereuse, à garder ! » ... »

Revenant sur le terrain proprement juridique, M. Mazeaud invoque alors l'art. 1385 et en tire cet excellent argument d'analogie qui voici : l'art. 1385 qui a trait aux animaux les vise *tous*, ceux qui sont paisibles, au même titre que ceux qui sont dangereux ; or, il n'y a pas de raison pour qu'il n'en soit pas de même de l'art. 1384 § 1 *qui vise dans sa lettre toutes les choses inanimées, sans distinction.*

Le critère des choses dangereuses ne constitue donc pas le cadre limitant l'application de ce dernier article : telle est la conclusion de M. Mazeaud qui nous indique alors le moyen d'établir équitablement le départ nécessaire entre les domaines respectifs des articles 1382 et 1384, § 1.

D'après notre auteur, il n'y a pas de discussion possible : il faut toujours s'en tenir à l'ancienne formule — fait de l'homme s'opposant au fait de la chose — qu'observait la Jurisprudence avant son changement de front de 1927 et que M. Mazeaud a d'ailleurs le mérite de nous présenter sous un angle un peu nouveau et plus développé ; voici, en quelques mots, la formule qu'il nous propose : la Responsabilité du gardien d'une chose inanimée *quelconque* ne sera engagée dans les termes de l'art. 1384, § 1, que lorsque ledit gardien aura laissé sa chose échapper à son *contrôle*, à sa garde matérielle :

c'est seulement dans ce cas qu'il y aura vraiment fait de la chose.

Et M. Mazeaud, pour illustrer sa formule, nous donne les deux exemples qui suivent :

« ...Si je frappe quelqu'un avec ma canne, 1382, parce que ma canne, loin d'avoir échappé à mon contrôle, m'a strictement obéi.

Au contraire, l'automobiliste est responsable en vertu de l'art. 1384 § 1 parce que la chose, son auto, a échappé à sa maîtrise : il n'a pu la conduire où il voulait, l'arrêter à temps, tout comme le gardien d'un cheval qui s'emballe ».

Voilà un système qui nous satisfait en tous points : à notre avis, M. Mazeaud a rétabli la vérité en revenant à l'ancien critérium du fait de l'homme et du fait de la chose pour déterminer les limites d'application de l'art. 1384 § 1 in fine : il a parfaitement montré également que ce critère, correctement appliqué suivant l'excellente formule qu'il nous en donne, place sans aucun doute possible l'automobiliste sous l'empire du texte ci-dessus.

Nous nous permettrons seulement de regretter que M. Mazeaud n'ait pas, jusqu'ici, analysé à fond une question pourtant capitale aux deux points de vue de la théorie et de la pratique : celle du fondement de la Responsabilité du fait des choses inanimées.

Heureusement qu'il n'en a pas été de même de M. le Doyen Josserand dont l'œuvre, en cette matière si délicate, a été considérable : par sa science et sa sûreté de vue, il a éclairé d'un jour particulièrement brillant tous les détails de cette question difficile ; et il n'est pas étonnant que la Cour Suprême, revenant de

son erreur et finalement conquise — comme nous l'avons été nous-même — par la Doctrine qu'il a toujours soutenue, l'ait solennellement consacrée dans son arrêt rendu, toutes Chambres Réunies, le 13 février 1930, arrêt que nous n'allons plus tarder maintenant à étudier.

Paragraphe III Théorie de M. Josserand

Nous voudrions pouvoir donner ici le texte complet des remarquables notes parues au Dalloz, dans lesquelles l'éminent Doyen de la Faculté de Droit de Lyon affirma sa doctrine et, plus particulièrement, combattit durant ces trois dernières années la distinction que la Jurisprudence, inspirée par M. G. Ripert, s'était décidée à faire entre les choses dangereuses et les choses inoffensives.

Malheureusement, nous nous trouvons limité par les proportions de notre travail et nous devons nous borner à résumer aussi fidèlement que possible les arguments décisifs par lesquels M. Josserand devait faire finalement triompher son interprétation de l'art. 1384 § 1 *in fine*.

Alors que le succès de la nouvelle formule lancée, il y a 3 ans, par la Chambre Civile allait sans cesse grandissant dans la Jurisprudence et dans une grande partie de la Doctrine, M. Josserand, affirmant une fois de plus ses opinions dans une brillante note (D. P. 1928, 1, 97) n'hésita pas à qualifier la distinction que l'on prétendait faire entre les choses dangereuses et les choses inoffensives, de « *périlleuse et rétrograde* ».

En effet, disait-il fort justement, faisant ici allusion au système défendu par M. Savatier, cette distinction

qui n'est pas écrite dans la loi va marquer un « retour offensif » de la théorie traditionnelle de la faute ; car, c'est la victime qui devra tout d'abord prouver que la chose inanimée qui lui a causé un dommage était « dangereuse » : or, cette preuve ne revient-elle pas en réalité à obliger le demandeur à démontrer la *faute* du gardien ? — Si, évidemment.

Et cette situation paraîtrait d'autant plus choquante que — comme le fait observer M. Josserand, après M. Mazeaud — pour les animaux qui, d'après une doctrine et une Jurisprudence constantes, sont soumis à une Responsabilité en tous points semblable à celle du fait des choses inanimées, personne n'a jamais songé, pour leur appliquer l'art. 1385, à distinguer les animaux « féroces » des animaux dits « domestiques ».

Au surplus, ajoute M. Josserand, la distinction entre les choses dangereuses et les choses inoffensives, si l'on voulait l'établir, serait singulièrement embarrassante...

M. l'Avocat général Langlois a parlé de « dynamisme propre » : mais le pot de fleur enrubanné qui était en équilibre instable sur le rebord d'une fenêtre d'un cinquième étage et qui, en tombant, a tué un passant, n'était-il pas lui aussi une chose dangereuse, bien qu'il n'ait pas de « dynamisme propre » ?

Quant au système « objectif » de détermination des choses dangereuses qui a été soutenu par M. G. Ripert, M. Josserand le condamne sans appel, soulignant les grossières erreurs qu'il ferait commettre.

Par ailleurs, M. Josserand fait une importante constatation : ayant parcouru la Jurisprudence récente existant sur notre matière, voici ce qu'il nous dit : « Il n'existe pas, à notre connaissance, une seule décision

judiciaire qui ait écarté l'art. 1384 § 1 sous le prétexte que la chose, cause du dommage, n'était pas dangereuse... »

C'est à une conclusion identique que nous font aboutir nos propres recherches dans les Recueils ; et nous avons déjà signalé que les Tribunaux avaient également appliqué l'art. 1384 § 1 aux choses inoffensives citées comme exemples par M. G. Ripert lui-même (D. P. 1927, 1, 98 et s.)

Approfondissant encore l'analyse, M. Josserand déclare alors ne pas voir comment on pourrait même distinguer les choses dangereuses des choses inoffensives : « Les Tribunaux, dit-il, n'ont jamais à connaître des choses que lorsqu'elles ont produit un dommage : et par là, elles ont prouvé qu'elles étaient dangereuses. » Et plus loin, il ajoute : « Découvrir une chose qui cause un dommage, sans cependant être dangereuse, c'est-à-dire dommageable, c'est proprement résoudre la quadrature du cercle ».

Sur ce dernier point — d'ailleurs très particulier et très localisé — nous ne sommes pas entièrement d'accord avec M. le Doyen Josserand : au reste, il y a là discussion d'un ordre plus grammatical que juridique et notre divergence de vue ne porte en réalité que sur le sens véritable de l'épithète « dangereux » ; M^r Josserand pose une égalité entre « dangereux » et « dommageable » : or, nous avons eu déjà l'occasion de préciser que tel n'était pas notre sentiment.

Nous répèterons qu'à notre avis, on ne peut pas qualifier de dangereuse une chose par le seul fait qu'elle a causé un dommage : nous dirons d'une telle chose qu'« elle n'est pas inoffensive » — puisqu'elle vient de prouver le contraire, en étant dommageable — mais

nous ne dirons pas nécessairement qu'elle est « dangereuse » : nous ne lui donnerions ce dernier qualificatif que s'il était reconnu qu'elle cause de fréquents accidents.

Au fait, cette petite divergence de vue à propos d'un détail ne peut en rien nous séparer de l'éminent Doyen car, s'il analyse le critère des choses dangereuses et des choses inoffensives, c'est uniquement par loyauté scientifique et pour le repousser, comme nous le faisons à sa suite, dans son principe et dans toutes les formes variées sous lesquelles les divers auteurs qui l'ont défendu ont pu chercher à l'imposer.

Et pour justifier sa décision, M. Josserand s'exprime en termes clairs et précis qui valent d'être ici rapportés, car ils résument toute sa Doctrine et éclairent définitivement à nos yeux la question de la Responsabilité de l'art. 1384, § 1 in fine :

« En somme, dit-il, cette tentative de distinction entre les choses dangereuses et celles qui ne le seraient pas est purement factice et arbitraire : dans l'application, elle apparaît comme vide de substance. Il faut y voir une des nombreuses offensives menées contre la thèse de la Responsabilité du fait des choses que l'on voudrait affaiblir, grignoter par tous les moyens, offensives rendues possibles par l'erreur que commet la Jurisprudence en rattachant à tout prix la disposition de l'art. 1384 § 1 à l'antique et subjective notion de faute.

En vérité, ce n'est pas sur une notion de faute présumée que repose la Responsabilité du gardien, mais sur la notion du Risque créé.

Le législateur (1) a fait de celui qui a la maîtrise

(1) Pour nous conformer à ce que nous croyons être la vérité historique, nous nous permettons de substituer au mot « législateur » le mot « Justice ».

d'une chose inanimée, l'éditeur responsable des dommages qu'elle cause sur son chemin : là est la vérité juridique et pratique : c'est parce que la Jurisprudence s'en écarte, que l'interprétation de l'art. 1384 § 1 soulève tant de difficultés : le jour où elle la reconnaîtra, cette disposition alors placée dans son cadre véritable apparaîtra dans toute sa limpide unité ».

Après un tel exposé, la cause aurait dû être définitivement entendue : elle ne le fut pas si rapidement et la Jurisprudence dominante demeurant toujours dans son erreur, M. Josserand revint à la charge et répéta, ce qu'il ne cessait de dire, que c'est sur le « *Risque* » que l'on doit baser la Responsabilité du fait des choses inanimées, édictée par l'art. 1384 § 1 in fine (note D. P. 1929, 2, 41 — Chronique D. H. 1930, P. 5).

Cependant, les efforts de l'éminent Doyen ne devaient plus tarder à être justement récompensés : et c'est avec satisfaction qu'il peut noter dans la Chronique ci-dessus les premiers indices qui révélèrent l'apparition voilée de l'idée de Risque dans la pensée jurisprudentielle, indices qui, d'ailleurs, furent également fort bien saisis par M. Savatier (notes Savatier D. P. 1928, 1, 153, D. P. 1929, 1, 33).

Commencant sans doute à esquisser un rapprochement vers la doctrine du Risque, fondement de la Responsabilité de l'art. 1384, § 1, la Chambre des Requêtes reconnut expressément, dans deux arrêts (Req. 9 juin 1928, D. P. 1928, 1, 153 ; 16 juillet 1928, D. P. 1929, 1, 33) que les Responsabilités édictées, d'une part par les art. 1382 et 1383 et, d'autre part, par l'article 1384 § 1 in fine « procédaient de causes juridiques différentes ».

De cette expression un peu imprécise, M. Josserand

conclut, à bon droit croyons-nous, que la Cour Suprême admettait désormais implicitement mais très nettement que la Responsabilité de l'art. 1382 se rattachait à la faute aquilienne, tandis que celle de l'art. 1384 § 1 s'apparente à la notion du Risque : et c'est également l'interprétation que donna de ces arrêts M. Savatier lui-même (dernière note précitée).

Si tel a bien été le fond de la pensée de la Chambre des Requêtes, c'était déjà pour la doctrine de M. Josserand un succès des plus flatteurs qu'elle venait ainsi de remporter auprès de notre Juridiction Suprême : mais, de toute façon, ce succès n'était encore que partiel : car, si la Chambre des Requêtes *paraissait* accepter de substituer en théorie pure la notion du risque à celle de la faute présumée comme fondement de la Responsabilité légale de l'art. 1384 § 1 *in fine*, nous avons vu plus haut qu'elle continua par la suite — ainsi d'ailleurs que la Chambre Civile et que la quasi-unanimité des Cours et Tribunaux — à affirmer que ce texte ne visait que « les choses soumises à la nécessité d'une garde en raison des dangers qu'elles présentent pour autrui ».

Cependant, quoique partiel, ce premier succès presque officiel de la Doctrine du Risque devait avoir une importance capitale : c'est qu'en effet, frappant le système de la Jurisprudence dans la base même sur laquelle il s'édifiait jusqu'alors, il ne pouvait plus tarder à avoir cet effet bienfaisant de l'anéantir complètement, avec le secours de la logique la plus élémentaire et l'on devine aisément pourquoi : lorsque la Jurisprudence basait la Responsabilité de l'art. 1384 § 1 *in fine* sur la notion de faute, nous avons été des premiers à reconnaître que

l'interprétation erronée qu'elle donnait de ce texte qui, d'après elle, visait seulement le gardien d'une « chose dangereuse », était *théoriquement* explicable : mais, au contraire, du jour où elle reconnut que notre art. 1384 § 1 in fine est basé sur l'idée de « Risque », aucune distinction entre choses dangereuses ou non n'était plus désormais, non seulement équitablement, mais encore *logiquement* possible.

C'est ce que la Cour Suprême *tout entière* comprit bientôt et saisissant l'occasion — assez rare pour elle — que lui offrait l'affaire Jandheur de rendre un arrêt solennel *toutes Chambres Réunies*, elle en profita pour mettre le point final — du moins, espérons-le ! — à une controverse qui demeurera à juste titre célèbre, en Doctrine et en Jurisprudence.

CHAPITRE III

LE RECENT REVIREMENT DE JURISPRUDENCE DE LA COUR SUPREME, DANS L'ARRET TOUTES CHAMBRES REUNIES DU 13 FEVRIER 1930 QUI REPOUSSE LA NOTION DE « CHOSE DANGEREUSE »

Cet arrêt marque, à nos yeux, le triomphe intégral des idées toujours soutenues par M. le doyen Josserand.

Rappelons brièvement les circonstances dans lesquelles il est intervenu :

L'affaire « Jandheur c./ Galeries Belfortaises », illustrée déjà par le fameux arrêt de principe rendu par la Chambre Civile le 21 février 1927, devait concentrer à nouveau sur elle toute l'attention des juristes et du monde judiciaire en revenant une seconde fois devant la Cour de Cassation qui, ayant été désavouée par la Cour d'Appel de Lyon statuant, nous l'avons vu, comme Cour de Renvoi dans son arrêt du 7 juillet 1927, dût se prononcer cette fois toutes Chambres Réunies (1).

(1) Il nous paraît intéressant de retracer ici les différentes phases judiciaires par lesquelles est passée l'affaire Jandheur, en indiquant à propos de chaque décision, le texte appliqué par les juges :

Jugement du Tribunal Civil de Belfort, 7 juillet 1925.	Art. 1384
Arrêt de la Cour d'Appel de Besançon, 29 décembre 1925	Art. 1382
Arrêt de Cass. Civ., 21 février 1927.....	Art. 1384
Arrêt de la Cour d'Appel de Lyon, 7 juillet 1927....	Art. 1382
Arrêt de Cass. toutes Chambres Réunies, 13 février 1930	Art. 1384

C'est précisément ce qu'elle fit, en audience solennelle, le 13 février 1930, et nous n'hésitons pas à donner ici, vu son importance, copie intégrale de l'arrêt qu'elle rendit à cette audience mémorable :

La Cour,

Sur le moyen du Pourvoi,

Vu l'art. 1384, al. 1^{er}, C. Civ.

« Attendu que la *présomption de Responsabilité* établie par cet article à l'encontre de celui qui a sous sa garde la chose inanimée qui a causé un dommage à autrui ne peut être détruite que par la preuve d'un cas fortuit, ou de force majeure, ou d'une cause étrangère qui ne lui soit pas imputable : qu'il ne suffit pas de prouver qu'il n'a commis aucune faute ou que la cause du fait dommageable est demeurée inconnue.

Attendu que le 22 avril 1925, un camion automobile appartenant à la Société « Aux Galeries Belfortaises » a renversé et blessé la mineure Lise Jandheur ; que l'arrêt attaqué a refusé d'appliquer le texte susvisé par le motif que l'accident causé par une automobile en mouvement, sous l'impulsion et la direction de l'homme, ne constituait pas, alors qu'aucune preuve n'existe qu'il soit dû à un vice propre de la voiture, le fait de la chose que l'on a sous sa garde dans les termes de l'art. 1384, § 1, et que, dès lors, la victime était tenue, pour obtenir réparation du préjudice, d'établir à la charge du conducteur une faute qui lui fut imputable.

Mais attendu que la loi, pour l'application de la présomption qu'elle édicte, ne distingue pas suivant que la chose qui a causé le dommage était ou non actionnée par la main de l'homme ; qu'il n'est pas nécessaire

qu'elle ait un vice inhérent à sa nature et susceptible de causer le dommage, l'art. 1384 rattachant la Responsabilité à la garde de la chose, non à la chose elle-même.

D'où il suit qu'en statuant comme il l'a fait, l'arrêt attaqué a interverti l'ordre légal de la preuve et violé le texte de loi susvisé.

P. C. M. :

Casse... »

Nous nous réjouissons, avec M. le Doyen Josserand, de voir ainsi officiellement raffermie la doctrine basant la Responsabilité de l'art. 1384 § 1 in fine sur l'idée du Risque : voilà qui est *bien* et *clairement* jugé, et il ne pouvait d'ailleurs en être autrement après les remarquables conclusions qui furent présentées devant la Cour, dans cette affaire, par l'éminent Procureur général Paul Matter (Gaz. Pal. 20 février 1930).

Il nous paraît même que la seule lecture de l'arrêt ci-dessus devrait suffire pour convaincre les adversaires les plus nettement déclarés de la thèse soutenue par M. Josserand, que la Cour de Cassation, tout entière, vient de se rallier sans plus aucune arrière pensée à la théorie défendue par le savant professeur.

Cependant, pour le cas où il resterait encore des incrédules, nous allons analyser les termes principaux de cet arrêt et, de cette analyse, découlera nécessairement la preuve irréfutable de ce que nous avançons.

Premier point. — L'arrêt du 13 février 1930 parle de « *Présomption de Responsabilité* » et non plus de « *Présomption de faute* ».

Telle est la première observation qu'appelle la lecture de notre arrêt : et elle est d'importance.

Alors que, depuis le 21 février 1927, la Cour de Cassation, les Cours d'Appel et les Tribunaux voyaient dans l'art. 1384 § 1 in fine une « présomption de faute », montrant bien ainsi que pour eux, c'était la notion de *faute* sur laquelle était basée la Responsabilité édictée par cette disposition, c'est une nouvelle expression qu'emploient dans leur décision les Chambres Réunies de la Cour Suprême : elles nous parlent maintenant d'une « Présomption de Responsabilité » et ne font plus aucune allusion, même voilée, à l'idée de faute.

Comment faut-il donc interpréter cette substitution d'expression ?

A notre avis, il n'y a aucun doute possible : nous voyons dans ce changement de formule la consécration finale, par la Cour Suprême, de la théorie de la Responsabilité objective résultant du « risque créé » : désormais, on est responsable, abstraction faite de toute idée de faute, du dommage causé par la chose inanimée dont on a la garde : et cette Responsabilité trouve sa raison d'être dans le profit que l'individu tire de la chose dont il est gardien.

Il est incontestable que les Chambres Réunies de la Cour de Cassation n'ont pas effectué à la légère cette substitution d'expression : si elles l'ont fait, c'est parce qu'elles l'ont voulu (1).

Aussi, sommes-nous en accord complet avec l'anno-

(1) Nous constatons, d'autre part, avec plaisir, que la Chambre des Req. et la Ch. Civ., depuis l'arrêt du 13 février 1930, maintiennent fidèlement, dans leurs décisions, l'expression nouvelle de « présomption de Responsabilité » édictée par l'art. 1384, § ; (Cass. Req., 3 mars 1930, D. H. 1930, 209 ; Cass. Civ. 17 et 18 mars 1930, D. H. 1930, 283 ; Cass. Civ., 14 avril 1930, D. H. 1930, 347).

tateur de la « Gazette du Palais » lorsqu'il déclare (Gaz. Pal., 20 février 1930) : « On peut dire sans exagération que cet arrêt (du 13 février 1930) constitue une véritable Révolution dans le domaine de la théorie de la Responsabilité, bien qu'il ne soit que le résultat d'une lente évolution de la Jurisprudence ».

L'opinion exprimée par M. Josserand, quant au sens à donner à la substitution d'expression que nous étudions, est beaucoup plus modérée : mais, nous ne voulons y voir qu'une preuve de modestie, d'autant plus appréciable que le succès remporté par la théorie de l'éminent Doyen, auprès de la Cour Suprême, nous paraît plus complet : il déclare seulement que « la Cour a fait un pas dans le sens de l'objectivation de la Responsabilité du fait des choses inanimées, sur la voie de la substitution de la notion du risque au concept traditionnel et vieilli de la faute ».

Cependant, il lui faut bien reconnaître l'orientation définitive que viennent de prendre sur la question les Chambres Réunies et escomptant pour un temps prochain l'adoption expresse par la Jurisprudence de la notion du *Risque*, base de la Responsabilité de l'art. 1384 § 1, il déclare (D. H. 1930, 25) : « S'il en est ainsi, la Cour de Cassation a passé les étapes suivantes : faute prouvée, faute présumée, présomption de Responsabilité, Risque, les deux pôles de la Responsabilité étant la faute et le risque ».

Nous le répétons : pour nous, l'expression de « présomption de Responsabilité », dans l'arrêt du 13 Février 1930, est synonyme de « obligation découlant du risque ». Et au lieu de la mesure à quatre temps proposée par M. le Doyen Josserand pour rythmer l'évolution de

la Jurisprudence relative à la Responsabilité légale de l'art. 1384, § 1, nous préférons décomposer à notre tour cette même évolution *qui est pour nous aujourd'hui entièrement terminée* parce qu'ayant atteint le point d'équilibre ou nous souhaitions la voir se stabiliser, en une mesure plus simple à trois temps que nous énoncerons comme suit : « faute prouvée, faute présumée et *risque* ».

En effet, comme le fait remarquer très justement M. Jossierand, les deux pôles de la Responsabilité sont : la faute et le risque.

Ayant abandonné le premier dans ses deux formes possibles, les Chambres réunies s'en réfèrent nécessairement au second, et c'est donc bien vers la seule notion de « Risque » qu'elles ont pu se retourner : sans doute, est-il regrettable qu'elles aient employé, pour annoncer leur changement de front, une expression un peu imprécise comme l'est celle de la « Présomption de Responsabilité » qui, au surplus, en valeur absolue, n'a pas de sens très défini : mais, il est certain que par le seul fait d'avoir abandonné son ancienne formule de la « présomption de faute » pour lui substituer notre nouvelle expression, la Cour de Cassation a bien montré qu'elle répudiait la notion traditionnelle de la faute et a donc accepté par avance de placer l'art. 1384, § 1, in fine, dans le domaine de la notion moderne du « Risque » (1).

(1) Certains auteurs se refusent à reconnaître l'opposition très nette que nous établissons entre la notion de faute et la notion de risque : nous faisons ici allusion à l'article de M. E. Gaudemet, paru dans la Revue Trimestrielle de Droit Civil, année 1927, p. 893 et s., et intitulé « Une évolution nouvelle dans la théorie de la Responsabilité civile ».

Dans cet article, M. Gaudemet, après avoir analysé le remar-

Telle n'est pas cependant l'opinion première de M. H. Capitant qui, dans une importante chronique au D H 1930, 29, cherche à définir quelle peut être « La Responsabilité du fait des choses inanimées d'après l'arrêt des Chambres réunies du 13 Février 1930. »

Au début de son article, il commence par déclarer qu'à son avis cet arrêt n'a rien changé au fondement attribué jusqu'alors à cette Responsabilité par la Jurisprudence, et que la substitution de « Présomption de Responsabilité » à « Présomption de faute » n'a pas grande importance car, pour lui, ces deux expressions sont équivalentes.

Et il nous donne alors quelques arguments qui ne nous ont pas du tout convaincu et que voici :

1) L'expression « Présomption de Responsabilité » aurait été déjà employée par un arrêt de la Chambre

quable ouvrage de M. A. Besson sur « La notion de garde, dans la Responsabilité du fait des choses » se pose cette question : « Et maintenant..., que reste-t-il de l'ancienne antinomie du subjectif et de l'objectif, de la faute et du risque ? — Plus rien qu'un mot... »

Or, ce mot, pour M. Gaudemet, c'est celui de « faute ». Sans doute, l'auteur reconnaît-il que ce n'est point la *faute aquilienne* qui peut servir de base à la Responsabilité du fait des choses inanimées, telle qu'elle est organisée par la Jurisprudence récente ; M. Gaudemet l'avoue : cette Responsabilité est bien nettement orientée vers l'idée de Risque.

Mais, pour l'éminent professeur, cette notion même de risque n'est mise en jeu, à l'encontre du gardien de la chose inanimée, que par ce qu'il appelle la « *faute dans la garde* ».

Et voici comment il définit ce qu'il entend par cette expression : l'idée de faute implique une obligation préexistante : or, l'objet de l'obligation du gardien, c'est, dit-il, « la garantie directe, absolue, inconditionnelle de tout dommage causé par la chose en raison de son caractère dangereux ».

La réalisation du dommage prouve qu'il y a eu « faute dans la garde », et automatiquement, le gardien devient responsable. C'est

des Requêtes du 16 Juillet 1928 (D. P. 1929, 1, 33) et, à ce moment, elle a passé inaperçue...

C'est exact : mais cela ne nous interdit nullement d'expliquer aujourd'hui cette formule en lui attribuant son véritable sens qu'elle tire précisément en grande partie des travaux de la Doctrine — et en particulier, de M. Josserand — qui parurent dans la suite, ainsi que des circonstances dans lesquelles les Chambres réunies rendirent leur arrêt du 13 Février 1930.

Au surplus, pourquoi ne pourrions-nous pas admettre que la Chambre des Requêtes, dans son arrêt précité, devançant en quelque sorte l'évolution qui allait suivre, ait tenté par la formule nouvelle qu'elle employait un essai de rapprochement officiel vers la no-

ainsi, conclut alors M. Gaudemet, que « la théorie de la faute et celle du risque se rejoignent ».

Il est inutile de souligner la subtilité de ce système : et, sans doute, M. Gaudemet s'en rend-il compte lui-même, lorsqu'il déclare qu'il n'y a là qu'une « question de mots ».

Quant à nous, nous ne pouvons adhérer à une telle doctrine, non plus qu'à la conclusion que son auteur en déduit : il nous paraît, en effet, impossible de dépouiller ainsi la notion de faute de son fondement psychologique, sans lequel elle ne peut exister ; par ailleurs, baser une Responsabilité sur une *faute objective* (comme la « faute dans la garde », défendue par M. Gaudemet), c'est en réalité la baser purement et simplement sur la notion de Risque ; or, cette dernière est assez forte pour vivre parfaitement dans une complète autonomie, et elle n'a nullement besoin de la notion originale et assez inattendue de faute objective avec laquelle on semble vouloir la soutenir !...

Enfin, pour terminer, nous signalerons un autre côté faible du système que nous venons de rapporter — et qui, d'ailleurs, peut s'expliquer, croyons-nous, par le retour offensif de l'idée de faute que nous venons de souligner : c'est la distinction faite entre les choses dangereuses et les choses inoffensives.

Nous avons eu déjà l'occasion de critiquer le principe même d'une telle distinction, et croyons inutile d'y revenir.

tion du « Risque », puisque précisément, dans l'arrêt en question, elle déclare que les actions qui naissent des articles 1382 et 1384, § 1, « procèdent de causes juridiques différentes » ? et de fait, un tel essai pourrait paraître à M. H. Capitant d'autant moins invraisemblable qu'il reconnaît lui-même que depuis longtemps, la prétendue « présomption de faute » de l'art. 1384, § 1, telle qu'elle était organisée par la Jurisprudence qui n'admettait pour la combattre que la preuve d'un fait étranger à la chose, s'apparentait en réalité de très près à la notion objective du « risque ».

Enfin, nous ferons cette remarque que si la Chambre des Requêtes, après son arrêt précité, a abandonné la nouvelle expression de « présomption de Responsabilité », elle y est revenue — comme après réflexion — dans l'arrêt des Chambres réunies du 13 Février 1930 : et depuis, nous avons déjà signalé qu'elle s'en tient à cette formule, ainsi d'ailleurs que la Chambre Civile : à notre avis, ces variations mêmes, aboutissant à la stabilisation finale que nous souhaitons, sont la meilleure preuve que la Cour Suprême attribue justement aujourd'hui à nos deux expressions la différence de sens que nous avons soulignée.

2) Comme deuxième argument, M. H. Capitant prétend que dans l'esprit de M. Paul Matter, l'éminent Procureur Général qui présenta les remarquables conclusions sur lesquelles statuaient les Chambres Réunies dans l'arrêt que nous étudions, l'art. 1384, § 1 édicte bien une « présomption de faute »...

Pour notre part, nous ne le croyons pas : et ce qui nous confirme dans notre manière de voir, ce sont les derniers mots par lesquels l'éminent magistrat terminait

ses observations : faisant allusion aux vives critiques dont avait été l'objet la doctrine de M. le Professeur Saleilles qui, le premier, formula et définît la notion du Risque, base de la Responsabilité, M. P. Matter s'exprimait en ces termes : « Peut-être, après avoir été à la peine, même légère, convient-il qu'il soit à l'honneur et que ce soit à M. le Professeur Saleilles, trop tôt enlevé à l'admiration de ses élèves et *aux nécessités de votre Jurisprudence*, que j'emprunte mes derniers mots. Il terminait sa grande note de 1897 par ceux-ci : « L'article 1384 est fondé sur une idée simple, équitable, que celui qui a le fonctionnement d'une entreprise doit en supporter les risques. C'est la pensée qui a inspiré l'art. 1384. C'est la mission de la Jurisprudence de donner à la loi toute la vitalité progressive d'un principe qui opère et qui agit ». Belles paroles, *et que je vais simplement m'approprier* ».

On ne peut, nous semble-t-il, donner plus complètement son adhésion à une doctrine.

Mais, au surplus, alors même que M. P. Matter eut, à l'inverse de ce qu'il a fait, affirmé que pour lui la Responsabilité de l'art. 1384, § 1 serait basée sur une présomption de faute, il est bien évident que la Cour Suprême n'aurait été en aucune façon obligée de proclamer, dans son arrêt, la manière de voir de son procureur général.

Aussi, dans l'interprétation impartiale de cet arrêt, n'invoquerons nous pas l'opinion de l'éminent magistrat qui nous paraît cependant nettement favorable à notre thèse... : nous nous bornerons seulement à joindre la haute autorité de son témoignage aux preuves déjà

•

nombreuses qui établissent la parfaite valeur de la Doctrine que nous défendons.

3) Enfin, M. Capitant tire un troisième argument de ce que notre arrêt, interprétant l'art. 1384, § 1, rattache la Responsabilité à la *garde* de la chose et non à la chose elle-même : ce n'est pas l'objet, c'est sa garde qui engage la Responsabilité. « Qu'est-ce à dire, observe M. Capitant, sinon que c'est la *conduite* du gardien ? La garde suppose la surveillance : le gardien est responsable, parce que devant veiller sur la chose, il est présumé avoir manqué à cette obligation... »

Nous sommes d'accord avec M. Capitant pour reconnaître que c'est la garde — et non la chose qui en est l'objet — qui engage la Responsabilité : mais, nous ne le suivons plus dans les déductions qu'il en tire : de ce que la Responsabilité découle de la garde, il ne s'en suit nullement — comme il a l'air de le faire entendre — que l'on ne puisse pas baser cette Responsabilité sur le *Risque* : le gardien ayant le profit est responsable en vertu du *risque qui découle précisément du fait même de la garde* : voilà bien toute la doctrine de M. le Doyen Josserand dont nous nous faisons le disciple, et cette Doctrine est parfaitement logique et équitable.

En réalité, les arguments donnés par M. H. Capitant pour tenter de sauver de l'arrêt du 13 février 1930 les derniers vestiges de l'antique notion de faute à la base de la Responsabilité de l'art. 1384, § 1, sont, pour une fois, si peu convaincants que leur auteur nous paraît n'avoir pas vraiment réussi à se convaincre lui-même : et voici, en effet, la façon un peu désappointée dont il termine sa discussion (Chr. D. H. 1930, 29) : « Au fond, M. Josserand a raison : la notion de faute

n'est plus qu'une fiction : sans bien s'en rendre compte, la Jurisprudence lui substitue celle du Risque. Nous ne serions pas étonné qu'un jour prochain, le législateur dut intervenir pour remettre les choses au point. »

Nous souhaitons ardemment que cette prophétie ne se réalise pas ; et celà, pour deux raisons :

La première, c'est que l'intervention du législateur en cette matière si délicate pourrait causer quelques dégâts... toujours difficilement réparables.

La seconde, c'est qu'à notre avis, l'arrêt du 13 février 1930 (reproduit, quant à ses motifs, dans toutes les décisions de Cassation ultérieurement rendues sur notre question), en plaçant le risque à la base de la Responsabilité du fait des choses inanimées, indique clairement et justement à la Jurisprudence le chemin nouveau dans lequel elle devra définitivement s'engager ; loin d'être critiqué, il nous paraît que cet arrêt devrait rencontrer une approbation unanime, car il a eu le mérite, non seulement de dégager le principe de base qui s'impose en notre matière, mais encore d'en déduire avec logique, comme nous allons le voir, les conséquences qui en découlent.

Deuxième point. — La Cour de Cassation repousse désormais le critère des « choses dangereuses ».

Nous nous rappelons que la Jurisprudence, antérieurement à l'arrêt du 13 février 1930, avait adopté presque unanimement la formule inaugurée par l'arrêt de la Chambre Civile du 21 février 1927, et décidait que l'art. 1384 § 1 ne s'applique « qu'aux choses soumises à la nécessité d'une garde, en raison des dangers qu'elles présentent pour autrui » ; c'était le fameux critère des

« choses dangereuses » par opposition aux « choses inoffensives ».

Nous avons fait observer que ce critère théoriquement explicable tant que les Tribunaux basaient officiellement la Responsabilité du fait des choses inanimées sur la notion de faute, ne serait plus admissible dans un système qui baserait cette même Responsabilité sur la notion du Risque.

Or, rapprochant cette observation de l'arrêt qui nous occupe, nous constatons que les Chambres Réunies ont laissé de côté la formule suivie fidèlement par la Jurisprudence de ces trois dernières années.

Et ici encore, aucun doute ne nous semble possible, quant à l'interprétation à donner à ce silence.

Pour nous, il est évident que la Cour Suprême vient de désavouer solennellement la Jurisprudence antérieure, et qu'en ne soufflant mot de la formule que celle-ci ne cessait de répéter, la Cour rejette, en le condamnant sans appel, le critère des choses dangereuses (V. également en ce sens, Cass. Req. 3 mars 1930, D. H. 1930, 209).

Tel est également le sentiment de M. Josserand (Ch. D. H. 1930, 25) qui déclare à propos de notre arrêt : « Cette décision est intéressante par ce qui s'y trouve, mais aussi, par ce qui ne s'y trouve pas : il est des silences qui sont aussi éloquents que des affirmations », et plus loin, l'éminent Doyen, après avoir cité des décisions où les Tribunaux déclarant dans leurs motifs que l'art. 1384 § 1, ne vise que les choses dangereuses, en faisaient néanmoins application dans leur dispositif à des choses généralement considérées comme inoffensives, ajoute : « ...la Cour de Cassation devait choisir

entre : maintenir sa directive et désavouer ces solutions, ou maintenir ces solutions et désavouer sa directive : c'est ce dernier parti qu'elle a pris ; ce qui le prouve, c'est le silence gardé par les Chambres Réunies au sujet de la formule litigieuse et les conclusions de M. P. Matter... »

Enfin, c'est encore dans le même sens que se prononce M. Capitant dans sa chronique précitée et son avis nous est d'autant plus précieux qu'il émane d'un auteur que nous savons très peu porté à reconnaître, dans notre arrêt, les idées nouvelles qui y sont cependant contenues.

Nous sommes donc tous en parfait accord : l'arrêt du 13 février 1930 a fait justice du critère insaisissable des « choses dangereuses » (1).

Et voilà, pour nous, une des meilleurs preuves qui se puissent trouver de la substitution par les Chambres Réunies de l'idée du Risque à celle de la faute, comme base de la Responsabilité du fait des choses inanimées.

En effet, c'est parce qu'elle a posé un sage principe de Responsabilité du fait des choses, celui du risque, principe qui, dans sa valeur absolue, englobe *toutes* les choses, que la Cour de Cassation a pu en déduire avec logique cette première conséquence qu'avec un tel fondement de la Responsabilité légale de l'art. 1384 § 1, il n'est plus permis désormais, pour l'application de ce texte, de chercher à distinguer parmi les choses inanimées, celles qui seraient réputées dangereuses, et celles qui seraient considérées comme inoffensives.

Poursuivant droit son chemin, la Cour, avec non moins de logique, a déduit de son principe si sage une

(1) Comme on l'a fait spirituellement observer au cours des débats qui précédèrent cet arrêt, « un mouton peut devenir enragé ! »

seconde conséquence, fort importante elle aussi, et que nous croyons voir également consacrée par l'arrêt du 13 février 1930 : c'est la suppression de la distinction faite jusqu'alors par la Chambre Civile, quant à l'application de l'art. 1384 § 1, entre les choses mobilières et les choses immobilières.

Troisième point. — L'art. 1384 § 1 devra être appliqué aux choses immobilières, comme aux choses mobilières.

Nos explications sur ce point seront courtes : en effet, nous avons eu l'occasion d'étudier plus haut — et de critiquer — cette jurisprudence assez surprenante de la Chambre Civile qui, en particulier, dans son arrêt du 21 février 1927, prenait soin pour affirmer à nouveau sa doctrine de ne viser expressément que les « choses mobilières inanimées ».

Nous ne reprendrons pas ici les arguments que nous avons déjà produits pour établir l'erreur manifeste d'une telle manière de voir : nous nous bornerons seulement à souligner la formule nouvelle employée par les Chambres Réunies et qui condamne sans discussion possible — comme le reconnaît M. Capitant lui-même — la distinction soutenue jusqu'alors par la Chambre Civile.

En effet, l'arrêt du 13 février 1930 a volontairement employé une expression absolument générale : il parle des « choses inanimées » : et voilà qui démontre bien que l'art. 1384 § 1 devra être appliqué à l'avenir, au gardien d'une chose immobilière, comme à celui d'une chose mobilière.

C'est avec une complète satisfaction que nous enre-

gistrions ces diverses solutions, expressément ou implicitement, mais toutes, incontestablement consacrées par l'arrêt de principe des Chambres Réunies.

Quatrième point. — L'Arrêt du 13 février 1930 nous a ramenés à l'ancien critère du « fait de l'homme » et du « fait de la chose ».

Nous sommes heureux de voir enfin désavoué, d'une façon solennelle, ce critérium utopique des choses dangereuses qui avait réussi à conquérir droit de cité judiciaire, alors pourtant qu'il était de réalisation pratiquement impossible et que tout l'intérêt qu'il pouvait présenter se limitait à celui d'une doctrine audacieuse, mais de valeur purement spéculative.

C'est donc très sagement que la Cour Suprême, après en avoir fait l'expérience pendant trois ans, l'abandonne aujourd'hui pour en revenir nécessairement à celui qu'elle n'aurait jamais dû quitter et que nous avons plaisir à saluer à sa rentrée en scène : nous voulons parler du critère du fait de l'homme et du fait des choses.

Après une disgrâce de trois années, le voici qui réapparaît entre les lignes de l'arrêt du 13 février 1930 ; et il nous revient, plus fort que par le passé, puisque la Cour de Cassation, dans l'arrêt ci-dessus, statuant sur un accident causé à un tiers « par une automobile en mouvement, sous l'impulsion et la direction de l'homme », reconnaît qu'il y a bien dans cette hypothèse *fait de la chose*, et par conséquent, application de l'art. 1384 § 1 in fine, attendu, dit-elle, « que la loi, pour la présomption (*de Responsabilité*) qu'elle édicte, ne distingue pas suivant que la chose qui a causé le dommage était

ou non actionnée par la main de l'homme, et qu'il n'est pas nécessaire qu'elle ait un vice inhérent à sa nature et susceptible de causer le dommage ».

Voilà donc la vérité enfin complètement rétablie (1) ; plus besoin d'avoir recours à ce biais plutôt maladroit de la notion de chose dangereuse qu'avaient adopté l'arrêt du 21 février 1927 et la Jurisprudence ultérieure pour justifier tout spécialement l'aggravation de Responsabilité justement souhaitée par tous à l'encontre de l'automobiliste qui cause à un tiers un accident avec sa voiture : revenant sur son erreur passée, la Cour Suprême toutes Chambres Réunies vient de restituer à notre vieux critère du fait de la chose une importante

(1) Il y a d'ailleurs lieu de noter que l'arrêt toutes Chambres Réunies du 13 février 1930 n'a pas pu malheureusement mettre fin à certaines controverses qui ont été soulevées autour de la Responsabilité civile de l'automobiliste dans quelques cas particuliers.

En effet, on l'a déjà compris, cet arrêt ne tranche que la question ayant trait à l'accident causé par une automobile à un piéton : quid, au cas de collision entre deux automobiles, ou encore, entre une automobile et une bicyclette ou une voiture à traction animale ?

Sur ces divers points, la Jurisprudence demeure flottante (voir Ch. Savatier, D.H. 1929, p. 65 ; note Josserand, D.P. 1929, 2, 41 et les arrêts qui y sont visés. — Voir également un arrêt de la Cour de Cass. (Ch. Civ.) du 24 juillet 1930, et la note qui lui fait suite, dans la « Gazette du Palais » du 12 septembre 1930).

Quant à nous, nous estimons que ces diverses difficultés devraient être résolues par application des deux principes suivants :

1° S'il s'agit d'une collision entre 2 véhicules de même ordre (2 autos par exemple) les risques engagés de part et d'autre étant théoriquement égaux, les deux responsabilités légales qu'ils font jouer en sens contraire doivent s'annuler : et l'on revient ainsi à l'art. 1382 (V. en ce sens Ch. Josserand, D.H. 1928, 34) ;

2° S'il s'agit, au contraire, d'une collision entre deux véhicules d'ordre différent (par exemple, une auto et une bicyclette), c'est celui qui, eu égard aux circonstances de fait du cas envisagé, présentait le plus grand risque de dommage pour l'autre qui devra, à notre avis, entraîner la Responsabilité *intégrale* de son conducteur.

partie de son domaine que, par une interprétation erronée de sa véritable portée d'application, la Jurisprudence s'obstinait jusqu'alors à lui soustraire.

Quelle sera, dans la pratique, la répercussion de l'attitude définitivement prise par notre Juridiction Suprême, dans son arrêt du 13 février dernier ? On le devine sans peine : tous les automobilistes prudents, cherchant dans l'assurance le moyen de couvrir pécuniairement leur Responsabilité, il n'est pas douteux que les Compagnies d'Assurances-Accidents s'empresseront à leur tour de relever les primes qu'elles demandaient jusqu'alors à leurs abonnés, cela, afin d'assurer leur propre équilibre financier, gravement menacé à l'heure présente par la nouvelle Jurisprudence.

Le principal effet de celle-ci nous paraît donc bien devoir être l'élévation certaine, à bref délai, des primes *du contrat d'assurance-accidents*.

Et nous dégagerons de cette observation un dernier argument d'ordre tout à fait pratique à l'appui de notre thèse qui place le risque à la base de la Responsabilité du fait des choses inanimées, en particulier, des automobiles. En effet, puisqu'en définitive ce sont les Compagnies d'Assurance qui, dans la presque totalité des cas, réparent pécuniairement les dommages qui peuvent atteindre les individus — ce qui, d'ailleurs, n'empêche pas lesdites Compagnies de réaliser des bénéfices parfaitement appréciables — il nous paraît, encore une fois, socialement désirable que la victime d'une chose inanimée qui, en principe, ne s'est pas assuré contre les dommages qu'elle pourrait subir du fait d'une telle chose, soit préférée au gardien, même non fautif, de

cette dernière, car celui-ci, la plupart du temps, est assuré contre les dommages qu'elle pourrait causer à autrui.

Au surplus, les victimes d'aujourd'hui seront demain, les responsables, et l'égalité, pour une fois, sera à peu près réalisée par la Roue de la Fortune.

Ayant ainsi terminé l'analyse un peu détaillée de cet arrêt capital qu'est celui du 13 février 1930, nous voyons que les résultats de notre étude, résultats que nous venons de noter ci-dessus au fur et à mesure que nous les avons dégagés en toute impartialité, ne peuvent que nous confirmer dans l'impression première que nous avions déjà retirée de la simple lecture de cet arrêt : l'art. 1384, al. 1^{er} in fine établissant une Responsabilité légale, basée sur le Risque créé et non sur la faute, vise bien toutes les choses inanimées, inoffensives ou dangereuses, immobilières ou mobilières : c'est bien également le « *fait de la chose* » qui entraîne l'application de cet article, par opposition au « *fait de l'homme* » qui demeure régi par l'art. 1382 ; enfin — cas particulier — dans l'accident causé par une automobile en marche sous la direction de l'homme, il y a bien fait de la chose et par suite application de l'art. 1384, § 1, ce qui nous permet de souligner une dernière fois que lorsqu'un dommage est causé à autrui par une chose inanimée, la participation de l'homme n'empêche pas nécessairement que le fait de la chose domine et, par suite, entraîne l'application du texte susvisé.

Mais, nous apercevons sans peine que ce bref résumé des solutions importantes consacrées par les Chambres Réunies n'est autre que le résumé fidèle de la belle

doctrine soutenue depuis bientôt trente années par M. le Doyen Josserand.

Et voilà pourquoi nous étions en droit de dire, au début de ce chapitre, que l'Arrêt solennel du 13 février 1930 marquait le triomphe intégral des idées défendues toujours avec tant de science et de talent par l'éminent professeur.

Aussi, croyons-nous ne pas pouvoir mieux faire, pour clore cette discussion peut-être un peu longue, ce dont nous nous excusons, que de citer, en nous y associant sans réserve aucune, les belles paroles pleines de sagesse et de mesure par lesquelles M. le Doyen Josserand terminait sa récente chronique au Dalloz (D. H. 1930, 25) : « Ainsi, disait-il, l'arrêt des Chambres Réunies est digne d'être approuvé ; il restitue à l'art. 1384 § 1 son vaste domaine : il faut y voir un arrêt de principe-type qui cristallisera autour de lui les données essentielles du problème, et qui, en brisant les tentatives de refoulement de la thèse objective, contribuera à donner à l'homme la sécurité juridique qui lui est nécessaire au milieu de l'insécurité matérielle ».

CONCLUSION

Nous nous étions proposé d'étudier dans cet ouvrage l'« évolution de la Responsabilité du fait des choses inanimées ».

Pour nous acquitter de la tâche que nous nous étions ainsi tracée, nous avons dû suivre pas à pas les diverses phases par lesquelles cette importante question est passée : après un rapide coup d'œil jeté sur le Droit Romain et notre Ancien Droit Français, nous avons montré le travail qui s'est opéré dans la Jurisprudence et dans la Doctrine, notamment à partir des dernières années du XIX^e siècle, dans le but louable de mettre en harmonie les dispositions de notre vieux Code civil, écrit suivant la jolie expression de M. le Procureur Général Matter, « à une époque bien ancienne, au temps des diligences et des Coucous », avec les nécessités nouvelles de notre vie moderne.

Plus particulièrement, nous avons essayé de montrer toutes les discussions qui ont été menées autour de l'art. 1384 § 1, in fine afin de déterminer l'interprétation exacte et bienfaisante à donner à ce texte fondamental en notre matière.

Puis, nous avons pris position dans la controverse et nous ralliant à la Doctrine de M. le Doyen Josserand, nous avons soutenu et soutenons encore que *c'est un fondement de risque* qu'il convient aujourd'hui de donner à la Responsabilité du fait des choses inanimées.

Au surplus, nous avons eu la satisfaction de voir se ranger à la doctrine que nous défendons la Cour de Cassation tout entière dans l'arrêt qu'elle rendit le 13 février 1930.

Par cette décision, la Cour Suprême a fait justice de toutes les tentatives faites ces dernières années en Doctrine et en Jurisprudence pour réduire, tout à fait à contre-temps, le domaine absolu qui doit revenir à l'art. 1384 § 1 in fine dans la Responsabilité du fait des choses inanimées.

Les Chambres Réunies de la Cour de Cassation, en « disant le droit », viennent de montrer clairement le chemin de la vérité à la Jurisprudence : nous souhaitons sincèrement que celle-ci s'y engage sans plus tarder et sache s'y maintenir toujours.

VU :

Le Professeur, Président de la thèse,
H. LEMONNIER

VU :

Le Doyen,
H. NEZARD

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Caen,
Président du Conseil de l'Université,
Correspondant de l'Institut,
L. MAIGRON

TABLE DES MATIERES

	Pages
INTRODUCTION	1
PREMIERE PARTIE	
Evolution générale de la Responsabilité du fait des choses inanimées	6
CHAPITRE I	
La Responsabilité du fait des choses inanimées avant le Code Civil	7
SECTION I. — Droit Romain	7
SECTION II. — Ancien Droit Français	12
CHAPITRE II	
La Responsabilité du fait des choses inanimées dans le Code Civil	24
SECTION I. — Les Travaux Préparatoires	25
SECTION II. — Le Code Civil (art. 1384 et 1386) ..	27
<i>Paragraphe I. — Interprétation classique don- née en Doctrine et en Jurisprudence à l'art. 1384, § 1, in fine</i>	
	28
1) L'Arrêt de Cass. Civ. du 19 juillet 1870	
	32
2) La Doctrine de M. Labbé	
	35
<i>Paragraphe II. — Le revirement de la Jurispru- dence déclanché par les idées nouvelles, et inauguré par l'Arrêt de Cass. Civ. du 16 juin 1896 ; l'interprétation nouvelle donnée par cet arrêt et la Jurisprudence ultérieure à l'article 1384, § 1</i>	
	38
I) Les divers systèmes qui furent propo- sés pour justifier, en droit, l'extension de la Responsabilité spéciale du fait des cho-	

	Pages
ses inanimées, hors les limites que lui don- nait l'interprétation classique de l'article 1384 § 1 in fine	40
1°) La théorie de l'article 1386 C. Civ. généralisé.....	40
2°) La responsabilité contractuelle du pa- tron envers l'ouvrier	43
3°) L'article 1384 § 1 in fine C. Civ.	46
II) L'Arrêt de Cass. Civ. du 16 Juin 1896 : l'accueil fait à cet arrêt par la Doctrine ..	49
III) L'interprétation nouvelle donnée par l'arrêt de Cass. Civ. du 16 juin 1896 et la Ju- risprudence ultérieure, à l'al. 1 ^{er} in fine de l'article 1384 C. Civ.	56
A) Solutions acquises.	57
B) Points controversés	58
<i>Premier Point</i> : L'article 1386 condition- ne-t-il l'application de l'article 1384, § 1 ^{er} in fine ?	58
Réponse négative, imposée :	
α) Par la logique.	59
β) Par l'interprétation rationnelle des textes.	60
γ) Par la Jurisprudence..	60
<i>Deuxième Point</i> : Quelles sont les causes d'exonération de la Responsabilité édictée par l'article 1384 § in fine ?	65
<i>Troisième Point</i> : Quel est le fondement de la Responsabilité édictée par l'article 1384 § 1, in fine ?	70
<i>Quatrième Point</i> : Suivant quel critérium	

	Pages
délimiter le domaine d'application de la Responsabilité de l'article 1384 § 1 in fine	83
<i>Paragraphe III. — L'intervention de la loi, et les tentatives de la Jurisprudence et de certains auteurs pour restreindre, sur des points divers, le domaine reconnu à l'article 1384 § 1 in fine par l'interprétation nouvelle : l'apparition officielle, dans la Doctrine, de la « notion de chose dangereuse ».</i>	86
I) La Loi.	86
II) La Jurisprudence.	92
1°) La Responsabilité du fait des immeubles.	98
2°) La Responsabilité du fait des automobiles et des bicyclettes	96
III) Les Auteurs	104
A) Système proposé par M. A. ESMEIN.	105
B) Système proposé par M. SAVATIER, et repoussé par MM. Paul ESMEIN et JOSSERAND.	108
C) Système proposé par M. G. RUPERT	117

DEUXIEME PARTIE

L'évolution, dans la Jurisprudence et la Doctrine récentes, de la notion de « chose dangereuse », en matière de responsabilité du fait des choses inanimées.	122
--	-----

CHAPITRE I

Apparition et Evolution de la notion de « chose dangereuse » dans la Jurisprudence de ces dernières années	123
--	-----

CHAPITRE II

Attitude de la Doctrine, en face de la notion de « chose dangereuse », telle qu'elle était con- sacrée par la Jurisprudence.	131
SECTION I. — Les Partisans.	
<i>Paragraphe I.</i> — M. G. RIPERT précise sa théorie..	131
<i>Paragraphe II.</i> — Suggestion présentée par M. P. ESMEIN.	135
<i>Paragraphe III.</i> — Théorie de M. SAVATIER.	139
SECTION II. — Les Adversaires.	
<i>Paragraphe I.</i> — Opinion de M. CAPITANT.	145
<i>Paragraphe II.</i> — Opinion de M. H. MAZEAUD.	149
<i>Paragraphe III.</i> — Théorie de M. JOSSERAND	152

CHAPITRE III

Le récent revirement de Jurisprudence de la Cour Suprême, dans l'arrêt toutes Cham- bres Réunies du 13 février 1930, qui re- pousse la notion de « chose dangereuse »	159
--	-----

ANALYSE DE CET ARRÊT

<i>Premier Point</i> : L'Arrêt du 13 février 1930 parle de « Présomption de Responsabilité » et non plus de « Présomption de faute »	161
<i>Deuxième Point</i> : La Cour de Cassation repousse désormais le critère des « choses dange- reuses »	170
<i>Troisième Point</i> : L'Article 1384 § 1 devra être appliqué aux choses immobilières comme aux choses mobilières.	173
<i>Quatrième Point</i> : L'Arrêt du 13 février 1930 nous a ramenés à l'ancien critère du « fait de l'homme » et du « fait de la chose ». ..	174
CONCLUSION	179

